

Rapport financier annuel 2025

 **Desjardins**
Capital régional
et coopératif



Rapport de gestion	3
1.0 Faits saillants	4
2.0 Faits saillants financiers CRCD	6
3.0 Événements récents	7
4.0 Aperçu	9
5.0 Analyse de la performance financière par la direction	12
6.0 Rendement passé	30
7.0 Aperçu du portefeuille	31
8.0 Rapport de la direction	33
États financiers individuels audités complets, incluant les notes et le rapport de l'auditeur indépendant	34
Relevé du coût des investissements à impact économique québécois	72
Relevé des autres investissements	86
Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires	89

Rapport de gestion

Le présent rapport de gestion annuel complète les états financiers individuels et contient les faits saillants financiers, mais non les états financiers individuels annuels complets de Capital régional et coopératif Desjardins (CRCD). Il explique du point de vue de la direction les résultats que CRCD a obtenus au cours de la période visée par les états financiers individuels, ainsi que sa situation financière et les changements importants survenus à l'égard de celui-ci.

Les rendements annuels et composés de CRCD exprimés dans le présent rapport sont nets des charges et impôts alors que les rendements par activité ou par profil d'investissement représentent des rendements avant charges et impôts.

Ce document informatif contient l'analyse de la direction sur des énoncés prévisionnels. L'interprétation de cette analyse et de ces énoncés devrait être faite avec précaution puisque la direction fait souvent référence à des objectifs et à des stratégies qui comportent des risques et des incertitudes. Étant donné la nature des activités de CRCD, les risques et les incertitudes qui y sont liés pourraient faire en sorte que les résultats soient différents de ceux avancés dans de tels énoncés prévisionnels. CRCD n'a pas l'obligation ni l'intention de réviser ou de mettre à jour les énoncés prévisionnels sur la base de toute nouvelle information ou tout nouvel événement pouvant survenir après la date du présent rapport.

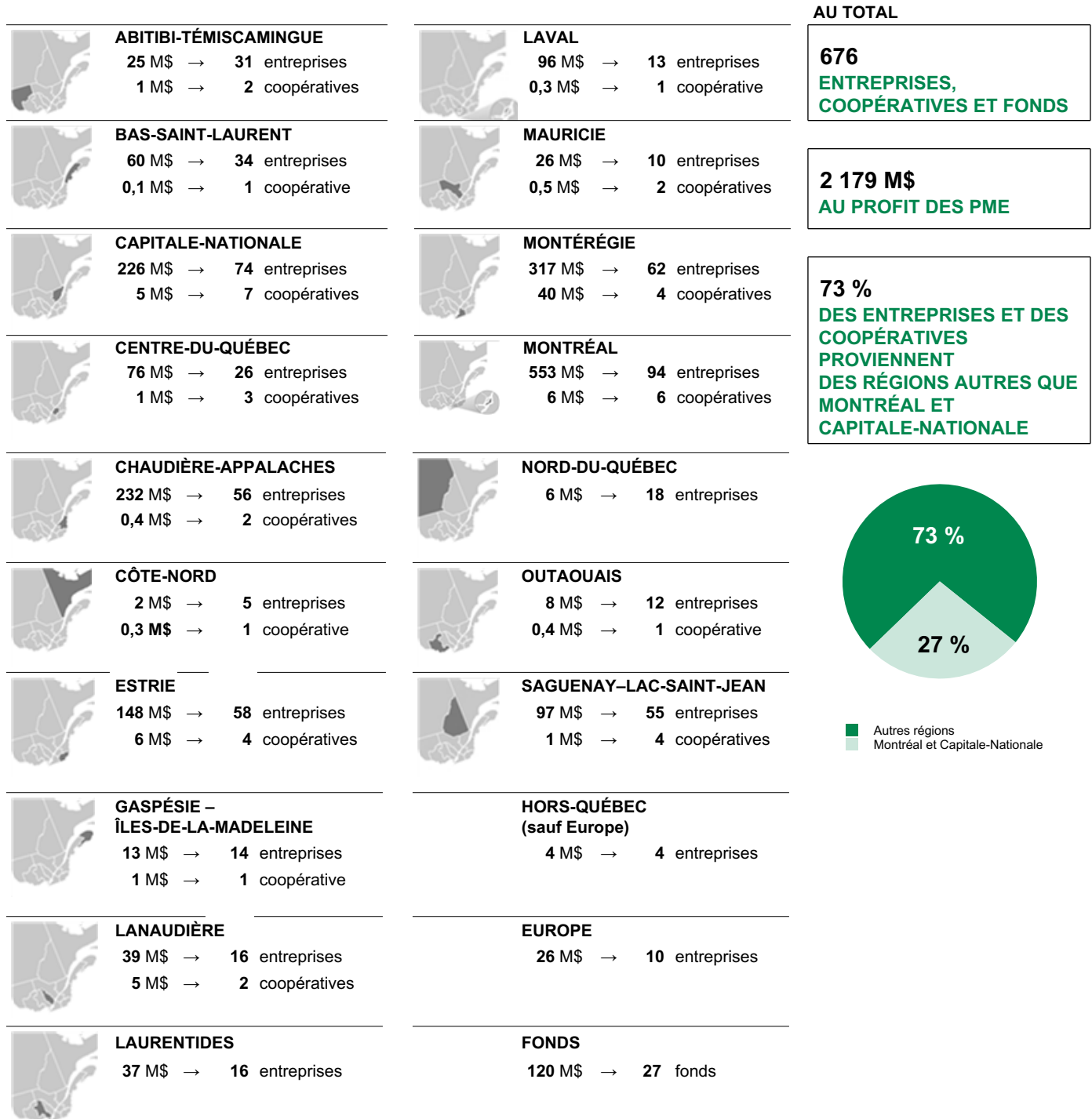
Vous pouvez obtenir les états financiers individuels annuels gratuitement, sur demande, en appelant au 514 281-2322 ou sans frais au 1 866 866-7000, poste 5552322, en nous écrivant à 2, complexe Desjardins, C.P. 760, succ. Desjardins, Montréal (Québec) H5B 1B8, ou en consultant notre site (www.capitalregional.com) ou le site de SEDAR+ (www.sedarplus.com).

Vous pouvez également obtenir de cette façon l'information financière intermédiaire.

1.0 Faits saillants

1.1 Des engagements partout au Québec

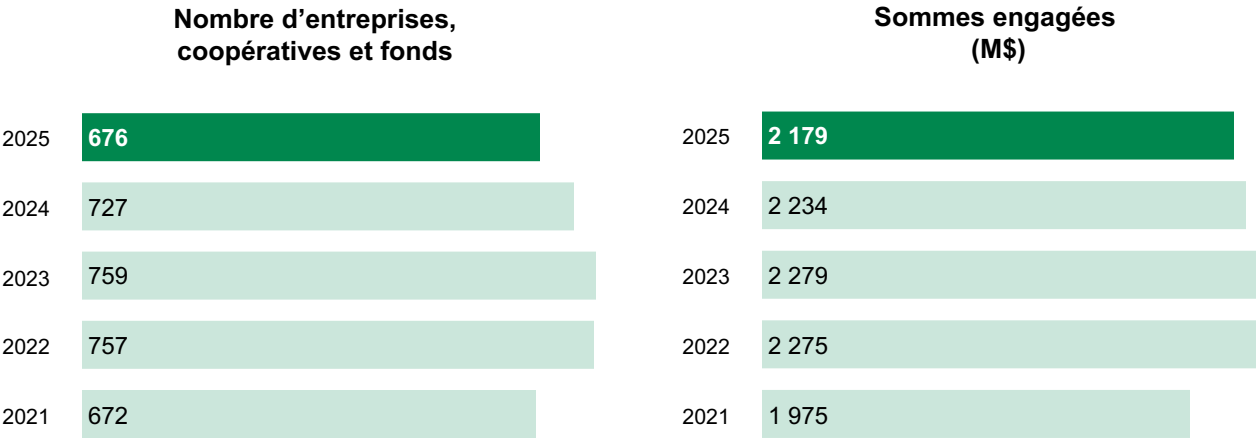
CRCD et son écosystème⁽¹⁾ contribuent réellement au développement économique des régions. Au 31 décembre 2025, les fonds engagés par région se répartissaient comme suit :



⁽¹⁾Se référer à la section « Écosystème entrepreneurial » pour le détail des principaux fonds partenaires de l'écosystème.

1.2 CRCD et son écosystème appuient les entreprises et coopératives

AUX 31 DÉCEMBRE



1.3 Données financières CRCD

AUX 31 DÉCEMBRE



2.0 Faits saillants financiers CRCD

Les tableaux suivants font état de données financières clés concernant CRCD et ont pour objet de faciliter la compréhension des résultats financiers des cinq derniers exercices. Ces renseignements découlent des états financiers individuels annuels audités de CRCD.

2.1 Ratios et données supplémentaires

(en milliers de \$, sauf indication contraire)	31 déc. 2025	31 déc. 2024	31 déc. 2023	31 déc. 2022	31 déc. 2021
Produits	121 868	92 079	118 104	97 830	67 951
Gains (pertes) sur investissements	48 220	119 251	(15 986)	(129 518)	212 275
Bénéfice net (perte nette)	116 549	153 542	44 627	(87 918)	234 476
Actif net	2 812 581	2 725 998	2 566 618	2 559 100	2 594 703
Actions ordinaires en circulation (nombre, en milliers)	144 578	146 226	145 933	148 099	144 959
Ratio des charges opérationnelles totales ⁽¹⁾ (%)	1,9	2,0	2,0	2,0	1,8
Taux de rotation du portefeuille :					
- Investissements à impact économique québécois (%)	13	6	8	8	15
- Autres investissements (%)	41	79	51	118	111
Ratio des frais d'opération ⁽²⁾ (%)	—	—	—	—	—
Nombre d'actionnaires (nombre)	108 882	110 546	111 433	113 690	113 039
Émission d'actions ordinaires - catégorie A « Émission »	1 522	123 424	59 654	140 088	140 155
Échange d'actions ordinaires - catégorie B « Échange »	—	—	49 885	49 905	99 855
Émission d'actions ordinaires - catégorie C « Émission »	129 412	—	—	—	—
Rachat d'actions ordinaires	160 900	117 586	96 763	87 773	52 726
Investissements à impact économique québécois au coût	1 701 251	1 622 832	1 659 283	1 658 473	1 440 623
Juste valeur des investissements à impact économique québécois	2 005 511	1 905 412	1 842 169	1 938 022	1 796 083
Fonds engagés mais non déboursés ainsi que les cautionnements	191 822	311 804	175 937	222 262	199 130

⁽¹⁾ Le ratio des charges opérationnelles totales est obtenu en divisant le total des charges opérationnelles inscrites aux états individuels du résultat global par l'actif net à la fin de la période ou par l'actif net moyen de l'exercice, en vertu de l'article 68 du *Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement*.

⁽²⁾ Les frais d'opérations comprennent les frais de courtage et autres coûts de transactions de portefeuille. Ces frais ne sont pas significatifs pour CRCD.

2.2 Variation de l'actif net par action ordinaire

(en \$)	31 déc. 2025	31 déc. 2024	31 déc. 2023	31 déc. 2022	31 déc. 2021
Actif net par action ordinaire au début de l'exercice	18,64	17,59	17,28	17,90	16,22
Augmentation (diminution) attribuable à l'exploitation	0,80	1,06	0,31	(0,59)	1,67
Intérêts, dividendes, distributions et honoraires de négociation	0,85	0,64	0,81	0,67	0,48
Charges d'exploitation	(0,36)	(0,37)	(0,36)	(0,34)	(0,32)
Impôts sur les bénéfices	(0,02)	(0,03)	(0,03)	(0,02)	—
Gains (pertes) réalisés	0,18	0,04	0,53	(0,14)	0,34
Gains (pertes) non réalisés	0,15	0,78	(0,64)	(0,76)	1,17
Écart attribuable aux émissions et aux rachats d'actions ordinaires	0,01	(0,01)	—	(0,03)	0,01
Actif net par action ordinaire à la fin de l'exercice	19,45	18,64	17,59	17,28	17,90

3.0 Événements récents

3.1 Modalités de capitalisation

Dans le cadre du Budget 2025-2026, le gouvernement du Québec a annoncé en mars 2025 de nouvelles modalités de capitalisation pour CRCD. Celles-ci prévoient notamment l'autorisation d'émettre un montant de 150 M\$ pour la période de souscription du 1^{er} mars 2025 au 28 février 2026. Cette émission est assortie d'une obligation de détention minimale de 7 ans et maximale de 14 ans, accompagnée d'un crédit d'impôt de 25 %. Pour plus de détail, se référer à la section « Souscription » du présent rapport.

3.2 Tarifs douaniers

L'instauration de certains tarifs douaniers sur les produits canadiens par l'administration américaine continue de générer un climat d'incertitude sur le marché, en raison notamment de l'imprévisibilité entourant l'issue de ces enjeux. Cette situation, qui a déjà influé sur les résultats de l'exercice, pourrait également engendrer des effets plus long termes sur nos entreprises partenaires, occasionnant par le fait même des répercussions potentielles sur la situation financière, la rentabilité et les résultats d'exploitation de CRCD. Les développements de ce dossier font l'objet d'une veille constante et un suivi rigoureux du portefeuille d'investissements à impact économique québécois est maintenu.

3.3 Nouveau modèle d'affaires

À la suite de l'annonce du 22 août 2025, CRCD, en collaboration avec son gestionnaire Desjardins Capital, a mis en œuvre son nouveau modèle d'affaires le 1^{er} janvier 2026. Cette évolution stratégique lui permet de poursuivre pleinement son rôle au sein de l'écosystème entrepreneurial québécois, en répondant aux besoins et attentes de ses actionnaires tout en augmentant les ressources destinées à soutenir la croissance et la pérennité des fleurons d'ici.

ÉVOLUTION VERS UN MODÈLE D'INVESTISSEMENT INDIRECT

CRCD réalise désormais l'ensemble de ses investissements à impact économique québécois exclusivement de manière indirecte, en investissant dans des fonds partenaires privés gérés par Desjardins Capital. Ces fonds ont pour mission de soutenir le développement économique du Québec en favorisant la croissance d'entreprises de toutes les régions et de divers secteurs d'activité. Ils effectuent des investissements directs dans des entreprises québécoises ainsi que dans des fonds privés externes gérés par d'autres gestionnaires.

Les changements apportés au modèle d'affaires n'ont aucune incidence sur la gestion du portefeuille des autres catégories d'investissements.

Depuis le 1^{er} janvier 2026, CRCD déploie principalement ses investissements à impact économique québécois dans les trois fonds partenaires suivants, lesquels disposent d'une stratégie d'investissement qui leur est propre, ciblant des secteurs ou des classes d'actifs spécifiques :

- Desjardins Capital Appui PME S.E.C., un fonds exclusivement consacré à CRCD visant à appuyer les PME québécoises en effectuant principalement des investissements en capital de développement dans des entreprises dont le chiffre d'affaires est de moins de 30 M\$ au moment des investissements initiaux ainsi qu'en capital de risque, en entrepreneuriat collectif et dans des fonds privés externes.
- Desjardins Capital Dette privée S.E.C. (anciennement connu sous le nom de Desjardins Capital PME, s.e.c.), un fonds créé en 2018 dans lequel CRCD et d'autres investisseurs institutionnels ont investi. Celui-ci a fait évoluer sa thèse d'investissement pour appuyer les entreprises québécoises dont le chiffre d'affaires est de 30 M\$ et plus au moment des investissements initiaux en leur offrant principalement du financement en capital de développement sous forme de dette.
- Desjardins Capital Équité S.E.C., un fonds dédié en équité où d'autres investisseurs institutionnels pourront investir avec CRCD, visant à appuyer les entreprises québécoises dont le chiffre d'affaires est de 30 M\$ et plus au moment des investissements initiaux en leur offrant principalement du financement sous forme de prise de participation minoritaire ou majoritaire dans l'actionnariat en capital de développement.

Dans l'avenir, CRCD pourrait aussi investir dans tout autre fonds partenaire qui pourrait être mis en place et géré par Desjardins Capital, si celui-ci répond aux besoins et objectifs d'investissements à impact économique québécois de CRCD.

Pour la mise en œuvre du nouveau modèle d'affaires, un transfert à la juste valeur des investissements au sein des entreprises, coopératives et fonds externes du portefeuille d'investissements à impact économique québécois de CRCD a été effectué en date du 1^{er} janvier 2026 dans les deux nouveaux fonds partenaires de la manière suivante en contrepartie d'une participation équivalente dans ces fonds à la valeur des investissements transférés :

- Les investissements en capital de développement réalisés sous forme d'équité dans les entreprises ayant un chiffre d'affaires de 30 M\$ et plus au 31 décembre 2025 ont été transférés dans le fonds Desjardins Capital Équité S.E.C., à l'exception des entreprises ayant une cote de risque de 10 (à haut risque et en insolvabilité) qui ont été transférés dans le fonds Desjardins Capital Appui PME S.E.C.
- Tous les autres investissements directs du portefeuille d'investissements à impact économique québécois de CRCD ont été transférés dans le fonds Desjardins Capital Appui PME S.E.C.

Le transfert de ces investissements n'engendre aucun impact pour l'actionnaire ou le prix de l'action. En plus de favoriser un meilleur alignement avec les pratiques de l'industrie des fonds d'investissement, le nouveau modèle d'affaires permet à CRCD d'optimiser sa capacité à soutenir l'écosystème entrepreneurial québécois. Il contribue également à clarifier les rôles et responsabilités entre CRCD, en tant que fonds d'investissement, et Desjardins Capital, en tant que gestionnaire. Par ailleurs, ce modèle permet de réduire certains risques de conflits d'intérêts émanant du gestionnaire liés à l'attribution des opportunités d'investissement.

MODÈLE DE TARIFICATION

Compte tenu de l'évolution stratégique du modèle d'affaires de CRCD, le modèle de tarification a aussi été ajusté. Bien que la base de calcul de la tarification totale versée par CRCD à Desjardins Capital en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2026 est modifiée, les frais de gestion et d'administration qui lui sont versés par CRCD continueront à ne pas dépasser le maximum de 1,75 % de la valeur moyenne des actifs de CRCD pour les exercices 2026 et 2027. Pour le calcul de la limite maximale, la valeur moyenne des actifs est déduite de tout passif relatif aux investissements à impact économique québécois et aux autres investissements et un ajustement est apporté afin d'éviter la double facturation liée à la participation de CRCD dans d'autres fonds d'investissement, que ceux-ci soient dans le portefeuille d'investissements à impact économique québécois ou dans celui des autres investissements.

Selon la nouvelle base de calcul de la tarification, d'une part, CRCD, à titre de commanditaire des fonds partenaires sous la gestion de Desjardins Capital, assume des frais de gestion pour chaque fonds, basés sur des taux spécifiques pour chacun d'eux. Ces frais de gestion sont versés pour les services rendus par Desjardins Capital à titre de gestionnaire de ces fonds, en fonction du montant de la participation de CRCD dans ces fonds et incluent également des frais basés sur la performance de ceux-ci. Les frais de développement et de maintien des technologies de l'information liés à la gestion de ces fonds sont inclus dans ces frais de gestion. Ces frais de gestion seront déduits à même le rendement de chacun des fonds lors de la production des prochains états financiers.

D'autre part, CRCD verse à Desjardins Capital, à titre de gestionnaire de fonds d'investissement, des frais d'administration pour les services rendus selon les besoins notamment en matière de gestion des opérations, des stratégies financières, de l'actif, de l'actionnariat, des risques, de la capitalisation, des relations avec les actionnaires, de la gouvernance et de la reddition de CRCD. Les frais de développement et de maintien des technologies de l'information liés à l'administration de CRCD sont inclus dans cette tarification. Ces frais d'administration seront présentés dans les charges d'exploitation de CRCD lors de la production des prochains états financiers.

GOUVERNANCE

Avec l'implantation du nouveau modèle d'affaires, la gouvernance de CRCD a également été ajustée en ce qui concerne la gestion et le suivi du portefeuille d'investissements à impact économique québécois. Comme CRCD ne détient plus d'investissements directs dans les entreprises, coopératives ou fonds externes depuis le 1^{er} janvier 2026, la sélection et l'autorisation de tels investissements pour le compte des fonds partenaires relèvent désormais de Desjardins Capital. Ce dernier a ainsi instauré un comité d'investissement chargé d'approuver les investissements réalisés par chacun des fonds sous sa gestion.

En conséquence, les comités d'investissement Capital de développement et Capital de risque de CRCD, en vigueur jusqu'au 31 décembre 2025, ont été fusionnés avec le comité de gestion des actifs financiers. Depuis le 1^{er} janvier 2026, cette structure unifiée porte le nom de comité d'investissement et de gestion des actifs financiers.

Dans la même logique, le comité d'évaluation de portefeuilles de CRCD sera transféré sous la responsabilité de Desjardins Capital le 1^{er} mars 2026. Deux représentants de CRCD y siégeront à titre d'observateurs, et le comité poursuivra son mandat actuel.

Pour plus de détail sur la gouvernance de CRCD en date du présent rapport, se référer à la section « Gouvernance ».

4.0 Aperçu

CRCD a clôturé son exercice 2025 avec un bénéfice net de 116,5 M\$ (bénéfice net de 153,5 M\$ pour la même période en 2024), soit un rendement de 4,3 % (rendement de 6,0 % en 2024) résultant en une augmentation de l'actif net par action à 19,45 \$ sur la base du nombre d'actions ordinaires en circulation au 31 décembre 2025. CRCD vise un bon équilibre entre le rendement à long terme à l'actionnaire et sa mission de développement économique québécois. Rappelons que la stratégie de gestion des actifs financiers adoptée par CRCD vise à bénéficier d'un profil global équilibré et à atténuer les variations lors de fluctuations importantes des marchés ou d'événements négatifs au sein des entreprises partenaires.

L'activité d'investissements à impact économique québécois atteint un rendement de 7,4 %, comparativement à un rendement de 9,5 % en 2024. Ce résultat s'inscrit dans un contexte économique et géopolitique incertain avec lequel les PME doivent composer : certaines entreprises partenaires ont enregistré une performance plus favorable, tandis que d'autres ont été davantage affectées par ces conditions.

Au 31 décembre 2025, le coût des investissements à impact économique québécois s'élève à 1 701,3 M\$ dont 291,8 M\$ ont été déboursés durant l'exercice 2025. Au 31 décembre 2025, les fonds engagés mais non déboursés ainsi que le cautionnement octroyé à des entreprises, coopératives ou fonds, se chiffrent à 191,8 M\$. Les nouveaux engagements de l'exercice 2025 s'élèvent à 190,1 M\$.

Quant au portefeuille des autres investissements, il affiche un rendement de 4,0 % en 2025. Ce rendement découle de la performance favorable de la majorité des catégories d'actifs du portefeuille. Toutefois, celle-ci a été limitée par la diminution de la valeur des titres obligataires, attribuable à la hausse des taux d'intérêt à long terme au cours de l'exercice. En 2024, le rendement du portefeuille des autres investissements était de 6,0 %.

Au cours de l'exercice 2025, les émissions d'actions se sont élevées à 130,9 M\$. Pour leur part, les rachats d'actions ont totalisé 160,9 M\$, comparativement à 117,6 M\$ en 2024. Au 31 décembre 2025, le solde des actions admissibles au rachat s'élevait à 1 328,9 M\$, alors que l'actif net s'élevait à 2 812,6 M\$ et le nombre d'actionnaires était de 108 882. Pour plus de détails, se référer à la section « Souscription » du présent rapport.

4.1 Notre vision sur l'entrepreneuriat québécois

Les entreprises québécoises évoluent désormais dans un environnement économique et géopolitique en constante mutation. En 2025, elles ont démontré une résilience notable face à cette nouvelle réalité, mais plusieurs ont choisi d'ajuster le rythme de leurs projets ou de moduler leurs initiatives de croissance. Les décisions d'investissement et de dépenses ont été marquées par une plus grande prudence, incitant les entrepreneurs à optimiser leur efficacité et à renforcer leur contrôle des coûts. Le réveil post pandémie a engendré des situations complexes avec notamment les remboursements d'aides gouvernementales, les changements d'habitudes de consommation et les retards de modernisation durant les périodes de ralentissement. Certaines entreprises devront mettre l'accent sur l'innovation et la diversification de leurs activités, d'autres dans la transformation numérique et l'automatisation pour une croissance durable.

Dans un marché toujours favorable aux désinvestissements, bien que moins dynamique qu'en 2024, l'année 2025 a été marquée par plusieurs transactions de sortie. Les entreprises performantes ont suscité un vif intérêt et ont été fortement sollicitées, ce qui a permis d'obtenir des valeurs de sortie générant des rendements satisfaisants. Le marché est toutefois demeuré très compétitif, marqué par la présence d'investisseurs disposant de capitaux importants, ce qui accentue la rareté des opportunités d'investissement.

Toujours à l'affût d'occasions d'affaires favorables, nous avons maintenu notre gestion saine et prudente. Fidèles à notre mission d'accompagnement, qui demeure au cœur de nos activités, l'année 2025 n'a pas fait exception.

4.2 Au cœur de la croissance des entreprises

Fort de plus de 50 ans d'expertise, le gestionnaire de CRCD, Desjardins Capital, se classe parmi les investisseurs les plus actifs en capital de développement et en capital de risque au Québec. Ensemble, nous sommes un partenaire d'affaires incontournable qui accompagne 676 entreprises, coopératives et fonds évoluant dans divers secteurs d'activité et provenant des quatre coins de la province. En plus de contribuer à maintenir et à stimuler la productivité des PME québécoises, nous sommes un leader socioéconomique d'envergure pour la vitalité des régions.

Nous mettons à profit le savoir-faire et les compétences de nos équipes en investissement, en gestion de fonds, en performance et expertise d'affaires ainsi qu'en finances. En plus de nos interventions en investissement et en valorisation pour les PME et coopératives québécoises, nous offrons des formations en gouvernance des PME et des produits adaptés pour répondre à leurs

besoins. Elles peuvent également bénéficier de notre vaste réseau d'affaires pour les soutenir dans leur croissance et de notre synergie avec l'ensemble du Mouvement Desjardins, notamment avec les centres Desjardins Entreprises.

Grâce à notre proximité avec nos entreprises partenaires, nos relations de confiance bien établies et notre connaissance pointue des enjeux régionaux, nous occupons un rôle important de catalyseur dans l'écosystème entrepreneurial pour soutenir le démarrage, le développement, le transfert et la relève des entreprises et des fleurons québécois.

Préconisant l'éducation et la sensibilisation pour intégrer les critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) au sein de nos entreprises partenaires, nous travaillons conjointement avec les entrepreneurs pour les accompagner à cet égard. Nous procédons notamment à un diagnostic ESG pour déterminer la maturité et les axes d'accompagnement requis, émettons des recommandations et suivons leur progrès.

La *Loi sur la lutte contre le travail forcé et le travail des enfants dans les chaînes d'approvisionnement* est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2024. Cette loi exige des entreprises qu'elles divulguent en détail dans un rapport public, au 31 mai de chaque année, les mesures prises pendant l'exercice précédent pour prévenir et réduire le risque que le travail forcé ou le travail des enfants soit utilisé par elles ou dans leur chaîne d'approvisionnement. Pour répondre à cette exigence, nous avons diffusé ce rapport dans la section « Documentation » sur le www.capitalregional.com. Nous avons aussi travaillé avec plusieurs de nos entreprises partenaires afin qu'elles remplissent à bien leurs obligations en ce sens.

Inspirés des meilleures pratiques de l'industrie en matière de saine gouvernance, nous appuyons également les entrepreneurs dans l'implantation de comités consultatifs et de conseils d'administration. Nous leur offrons un accompagnement et des outils adaptés à leurs réalités. Qui plus est, nous recrutons et recommandons des administrateurs indépendants chevronnés qui pourront leur offrir une expertise liée aux ambitions de leur entreprise. Ces administrateurs ont accès à de nombreux outils et sont formés et évalués régulièrement pour répondre aux meilleurs standards de collaboration. Nos compétences en gouvernance et notre accompagnement basé sur l'agilité, la simplicité, la pensée stratégique et l'adéquation aux besoins de l'entreprise nous distinguent sur le marché. D'ailleurs, en termes d'équité, de diversité et d'inclusion pour la gouvernance de nos PME, nous sommes fiers d'avoir atteint nos cibles de représentation féminine au sein des comités et des conseils.

Notre proximité avec l'écosystème entrepreneurial québécois et notre accompagnement spécialisé font en sorte que nous contribuons activement à la prospérité durable des personnes et des communautés en investissant dans la croissance et la pérennité des entreprises d'ici.

4.3 Contexte économique

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE DE 2025 ET PERSPECTIVES 2026

Économie mondiale

La croissance de l'économie mondiale a ralenti en 2025 comparativement à 2024. L'incertitude liée aux politiques de l'administration Trump aux États-Unis a été un facteur majeur de la baisse de cadence, bien que l'activité économique ait mieux supporté que prévu les hausses de tarifs. Au début de l'année, on a remarqué une forte progression des exportations vers les États-Unis afin de devancer les annonces de nouveaux tarifs douaniers. Un ressac a eu lieu par la suite. La guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine a culminé au printemps, mais des ententes entre ces deux pays ont atténué les conséquences néfastes pour la croissance économique et le fonctionnement des chaînes d'approvisionnement. De plus, la Chine est parvenue à soutenir une partie de ses exportations en diversifiant leur destination, si bien que la production industrielle est demeurée assez résiliente. La demande intérieure chinoise a connu plus de difficultés, notamment à cause d'un marché immobilier qui est resté moribond en 2025. En Europe, la croissance du PIB réel a été à nouveau plutôt lente, l'incertitude entourant la politique commerciale américaine ayant aussi affecté la région. L'Allemagne a notamment enregistré des baisses ou des stagnations du PIB réel au printemps et à l'été avant une modeste croissance à la fin de l'année. La croissance du PIB réel mondial sur l'ensemble de 2026 devrait diminuer légèrement par rapport à celle de 2025. Les effets négatifs de l'incertitude des politiques commerciales devraient s'estomper peu à peu et des taux d'intérêt directeurs assez faibles offriront un certain soutien aux principales économies avancées. Évidemment, de nouveaux tarifs ou contraintes commerciales pourraient compliquer la situation. Le PIB réel mondial devrait croître de 3,1 % en 2026.

États-Unis

L'économie américaine a présenté une trajectoire marquée par des fluctuations importantes en 2025, dues en grande partie aux orientations économiques et budgétaires mises en oeuvre par la nouvelle administration entrée en fonction en janvier. Une poussée des importations effectuée en anticipation des nouveaux tarifs a comblé une partie importante de la demande intérieure au premier trimestre et a provoqué une baisse du PIB réel. Un rebond de ce dernier a eu lieu au printemps alors que les importations ont chuté, notamment avec les tarifs de réciprocité annoncés en avril et avec l'escalade de la guerre commerciale

avec la Chine. En dehors des aléas de la politique commerciale, l'économie américaine a fortement profité en 2025 de l'engouement envers l'intelligence artificielle, qui a stimulé l'investissement privé en équipements informatiques et en logiciels contribuant de manière notable à la progression du PIB réel. La baisse des tensions avec la Chine, les annonces d'ententes commerciales partielles entre les États-Unis et d'autres pays et le passage du One Big Beautiful Bill ont aussi entraîné une amélioration de la confiance des consommateurs et des entreprises après un printemps plus difficile. La plus longue impasse budgétaire qui a paralysé le gouvernement fédéral entre le 1^{er} octobre et la mi-novembre a cependant ravivé l'incertitude. La croissance du PIB réel est néanmoins restée assez forte au quatrième trimestre. On a vu en cours d'année un ralentissement du marché du travail, notamment au sein de la fonction publique. Cela a amené la Réserve fédérale à recommencer à diminuer ses taux directeurs à partir de l'automne, et ce, malgré que l'inflation soit demeurée plus élevée que sa cible. Sur l'ensemble de 2025, il est estimé que le PIB réel a crû de 2,3 % après un gain de 2,8 % en 2024. La croissance économique au début de 2026 sera tiraillée entre les effets négatifs durables des tarifs, les conséquences positives des baisses d'impôts décrétées en 2025 et le rebond post-impasse budgétaire. L'inflation pourrait toutefois demeurer plus élevée que la cible de la Réserve fédérale en première moitié d'année. La croissance de l'investissement des entreprises lié à l'intelligence artificielle pourrait s'atténuer. Les élections de mi-mandat du 3 novembre 2026 risquent d'amplifier l'incertitude. On s'attend à une croissance de 2,8 % du PIB réel américain en 2026.

Canada

Alors que les inquiétudes étaient vives au début de 2025, les effets néfastes des tensions commerciales avec les États-Unis ont été moins prononcés qu'on le pensait sur l'économie canadienne. Près de 90 % des biens canadiens exportés vers les États-Unis bénéficient d'exemptions associées à l'Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM) et ne sont pas assujettis à des tarifs douaniers. Ainsi, le tarif effectif sur l'ensemble des biens importés aux États-Unis en provenance du Canada n'était que d'environ 4 % en novembre (dernière donnée disponible), soit l'un des plus faibles niveaux au sein des pays industrialisés. Cela dit, certaines industries font face à d'importants tarifs sectoriels et souffrent nettement plus des tensions commerciales. C'est notamment le cas des produits automobiles, de l'acier, de l'aluminium et du bois d'œuvre. À ces difficultés, il faut ajouter le ralentissement de la demande découlant d'une croissance plus faible de la population et des nombreux renouvellements de prêts hypothécaires à des taux plus élevés, et ce, même si les taux directeurs de la Banque du Canada ont diminué à quatre reprises en 2025. Après un premier semestre mouvementé en raison des effets temporaires de l'introduction de certains tarifs, la progression du PIB réel canadien s'est stabilisée en deuxième moitié d'année à un niveau légèrement inférieur au potentiel. Le marché du travail a connu des difficultés à l'été, mais une reprise a été observée à l'automne. L'abolition de la taxe sur le carbone dans la plupart des provinces et le retrait de plusieurs tarifs de réciprocité sur les importations canadiennes en provenance des États-Unis ont permis à l'inflation de converger vers la cible médiane de 2 %. Au bout du compte, le PIB réel canadien devrait croître de 1,7 % en 2025, après un gain de 2,0 % en 2024. La croissance devrait rester assez modeste en 2026 avec un gain prévu du PIB réel de 1,3 %.

Québec

L'économie québécoise a entamé l'année 2025 sur une note particulièrement dynamique, portée par une hausse des exportations visant à devancer l'entrée en vigueur de tarifs douaniers. Bien que les taux effectifs se soient révélés globalement inférieurs aux attentes, certains secteurs, notamment l'acier, l'aluminium, les camions, les autobus et les produits de bois, ont fait l'objet de tarifs sectoriels, qui ont contribué à faire passer le niveau moyen des tarifs appliqués au Québec au-dessus de celui observé à l'échelle nationale (estimé à 6,3 % en novembre). Malgré une grande incertitude, la demande intérieure est demeurée solide. Toutefois, la forte contraction des exportations internationales a lourdement pesé sur l'activité économique, celles-ci ayant reculé à un rythme annualisé de 28 % au deuxième trimestre. L'économie québécoise a néanmoins évité une récession technique en renouant avec la croissance au troisième trimestre, soutenue par une progression des investissements privés et publics, et par un marché du travail relativement résilient. À plus long terme, les mesures restrictives en matière d'immigration freineront significativement la croissance de la population en âge de travailler. Ainsi, en cas de détente des tensions commerciales avec les États-Unis, la création d'emplois en 2026 risque d'être davantage limitée par la disponibilité de main-d'œuvre que par la conjoncture, ce qui devrait ramener le taux de chômage autour de 5 % en cours d'année. Globalement, après une progression estimée à 0,8 % en 2025, le PIB réel de la province devrait croître de 1,1 % en 2026.

5.0 Analyse de la performance financière par la direction

5.1 Résultats d'exploitation

RÉSULTAT NET ET RENDEMENT DE CRCD

CRCD affiche un bénéfice net de 116,5 M\$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2025, soit un rendement de 4,3 %, comparativement à un bénéfice net de 153,5 M\$ (rendement de 6,0 %) en 2024. L'actif net par action augmente ainsi à 19,45 \$ sur la base du nombre d'actions ordinaires en circulation à la fin de l'exercice, comparativement à 18,64 \$ à la fin de l'exercice 2024. À titre indicatif, au prix actuel de 19,45 \$, un actionnaire ayant investi il y a sept ans, le 19 février 2019, obtiendrait un rendement annuel de plus de 9,0 % net d'impôts, compte tenu du crédit d'impôt obtenu de 35 % conformément au taux applicable à ce moment.

Les résultats de CRCD proviennent essentiellement de l'activité d'investissements à impact économique québécois et du portefeuille des autres investissements qui ont généré des rendements respectifs de 7,4 % et de 4,0 %. En 2024, le rendement de l'activité d'investissements à impact économique québécois était de 9,5 % et celui des autres investissements de 6,0 %. Les charges, nettes des frais d'administration perçus, ainsi que les impôts représentent un impact de 2,0 % sur le rendement de CRCD, comparativement à un impact de 2,5 % en 2024. Quant aux frais financiers relatifs à l'utilisation du crédit d'exploitation, ceux-ci ont eu un impact négligeable sur le rendement de CRCD. Aux 31 décembre 2025 et 2024, aucun montant n'était prélevé sur ce crédit. Se référer à la section « Situation de trésorerie et sources de financement » pour les détails sur la facilité de crédit disponible.

La stratégie de gestion des actifs financiers adoptée par CRCD lui permet de bénéficier d'un profil de portefeuille global plus équilibré, tout en réalisant pleinement sa contribution au développement économique du Québec.

Rendement par activité

	2025			
	Actif moyen sous gestion (M\$)	Pondération (%)	Rendement 1 an (%)	Contribution 1 an (%)
Activités liées aux investissements à impact économique québécois ⁽¹⁾	1 958	72,3	7,4	5,2
Autres investissements et encaisse	752	27,7	4,0	1,1
	2 710	100,0	6,3	6,3
Charges, nettes des frais d'administration			(1,9)	(1,9)
Impôts sur les bénéfices			(0,1)	(0,1)
Rendement de CRCD			4,3	4,3

	2024			
	Actif moyen sous gestion (M\$)	Pondération (%)	Rendement 1 an (%)	Contribution 1 an (%)
Activités liées aux investissements à impact économique québécois ⁽¹⁾	1 880	72,2	9,5	6,9
Autres investissements et encaisse	723	27,8	6,0	1,6
	2 603	100,0	8,5	8,5
Charges, nettes des frais d'administration			(2,3)	(2,3)
Impôts sur les bénéfices			(0,2)	(0,2)
Rendement de CRCD			6,0	6,0

⁽¹⁾ Inclut les investissements à impact économique québécois, les montants à recevoir sur les cessions d'investissements et les contrats de change.

INVESTISSEMENTS À IMPACT ÉCONOMIQUE QUÉBÉCOIS

Des investissements de 312,8 M\$ et des cessions de 276,0 M\$ (incluant les éléments hors-caisse) ont été réalisés pour un solde net positif de 36,8 M\$. Ces investissements nets, combinés à des pertes nettes réalisées et non réalisées de 51,4 M\$, ont porté la juste valeur du portefeuille des investissements à impact économique québécois, incluant les contrats de change, à 2 005,2 M\$ au 31 décembre 2025 (1 905,9 M\$ au 31 décembre 2024).

L'activité d'investissements à impact économique québécois doit également être mesurée en y ajoutant les fonds engagés mais non déboursés ainsi que les cautionnements qui se soldaient à 191,8 M\$ au 31 décembre 2025 (311,8 M\$ au 31 décembre 2024). Les fonds engagés mais non déboursés de 184,8 M\$, représentant 6,6 % de l'actif net, pourraient être éventuellement tirés du portefeuille des autres investissements ou de la facilité de crédit pour être attribués à l'activité d'investissements à impact économique québécois.

Les engagements totaux au coût au 31 décembre 2025 s'élevaient à 1 893,1 M\$ dans 403 entreprises, coopératives et fonds, dont 1 701,3 M\$ étaient déboursés. Au 31 décembre 2025, CRCD, fort de l'appui de son écosystème entrepreneurial, soutenait la croissance de 676 entreprises, coopératives et fonds.

Au cours de l'exercice 2025, l'activité d'investissements à impact économique québécois a généré une contribution de 139,0 M\$, soit un rendement de 7,4 %, comparativement à une contribution de 174,1 M\$ en 2024 (rendement de 9,5 %). Ce résultat s'inscrit dans un contexte économique et géopolitique incertain auquel les PME doivent composer : certaines entreprises partenaires ont enregistré une performance plus favorable, tandis que d'autres ont été davantage affectées par ces conditions.

Contribution générée par les investissements à impact économique québécois

(en milliers de \$)	2025	2024
Produits	87 518	64 806
Gains et pertes	51 448	109 309
Total	138 966	174 115

Les produits sont composés des intérêts, des dividendes et des honoraires de négociation relatifs aux investissements à impact économique québécois. Les honoraires de négociation, représentant 3,3 M\$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2025 (3,2 M\$ en 2024), sont gagnés par Desjardins Capital, le gestionnaire, et un crédit équivalent est appliqué en diminution des frais de gestion versés à Desjardins Capital par CRCD. Ces honoraires de négociation sont considérés dans la contribution générée par les investissements à impact économique québécois puisqu'ils font partie de l'analyse de rentabilité de ces investissements. Le profil des investissements détenus par CRCD accorde une place importante aux sommes allouées aux fonds de son écosystème (voir la section suivante pour plus de détails). Ainsi, en plus des produits générés par les investissements directs de CRCD, des produits proviennent également des investissements détenus par ces fonds de l'écosystème. Ces produits, dont la quote-part de CRCD se chiffre à 25,3 M\$ pour l'exercice 2025 (24,5 M\$ pour l'exercice 2024), sont présentés comme « Gains et pertes », puisqu'ils contribuent positivement à la variation de la juste valeur de la participation de CRCD dans ces fonds.

CRCD comptabilise ses investissements à impact économique québécois à la juste valeur. Deux revues complètes du portefeuille sont effectuées chaque année, soit une pour le semestre se terminant le 30 juin et l'autre, pour le semestre se terminant le 31 décembre.

CRCD a enregistré, aux résultats de l'exercice, un gain réalisé et non réalisé de 51,4 M\$ comparativement à un gain de 109,3 M\$ pour l'exercice 2024. Pour plus de détails, se référer à la sous-section « Rendement de l'écosystème entrepreneurial » de la section suivante.

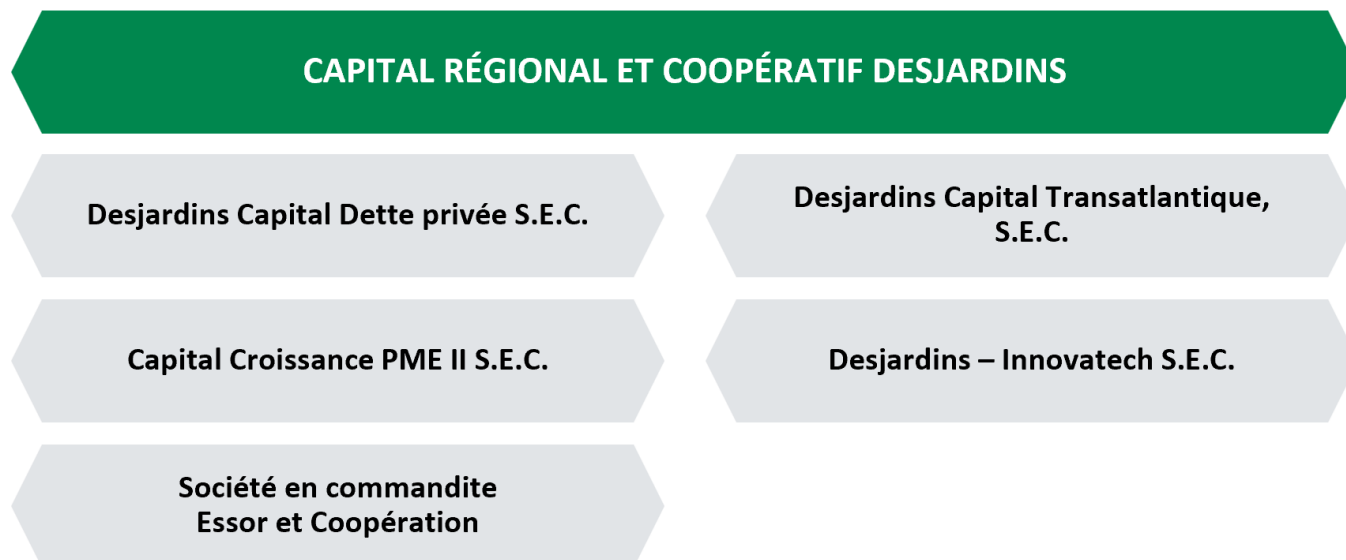
Au 31 décembre 2025, le niveau de risque global du portefeuille d'investissements à impact économique québécois s'est amélioré comparativement à celui observé au 31 décembre 2024, tel que présenté à la section « Risque de crédit et de contrepartie ».

ÉCOSYSTÈME ENTREPRENEURIAL

Jusqu'au 31 décembre 2025, CRCD effectuait des investissements directs dans les entreprises et coopératives québécoises ainsi que dans les fonds partenaires de son écosystème, lesquels sont gérés par Desjardins Capital. Chaque fonds partenaire ayant une mission propre, cette approche permettait à CRCD de bénéficier d'un effet de levier en mobilisant des capitaux auprès de divers partenaires, amplifiant ainsi son impact positif sur l'économie québécoise.

Comme indiqué dans la section « Événements récents » du présent rapport, depuis le 1^{er} janvier 2026, CRCD réalise désormais l'ensemble de ses investissements à impact économique québécois exclusivement de manière indirecte, en investissant dans des fonds partenaires privés gérés par Desjardins Capital. Ce nouveau modèle d'affaires de CRCD sera donc présenté dans le prochain rapport de gestion.

PRINCIPAUX FONDS DE L'ÉCOSYSTÈME ENTREPRENEURIAL AU 31 DÉCEMBRE 2025



Ces fonds, également gérés par le gestionnaire de CRCD, Desjardins Capital, sont présentés ci-après :

- Le fonds Desjardins Capital Dette privée S.E.C. (Dette privée) (anciennement connu sous le nom de Desjardins Capital PME s.e.c.), créé le 1^{er} janvier 2018 a comme objectif principal d'investir dans des petites et moyennes entreprises du Québec. Ce fonds pérenne est une société en commandite ouverte, permettant ainsi au nombre de commanditaires de varier. Les engagements de ceux-ci sont effectués généralement sur une base annuelle. Au 31 décembre 2025, le taux de participation de CRCD dans le fonds Dette privée était de 61,5 %, alors que celui des trois autres commanditaires, soit le Fonds Privé GPD Obligations corporatives, Desjardins Holding financier inc. et le Fonds Desjardins Équilibré Québec était collectivement de 38,5 %. Au 31 décembre 2025, CRCD a déboursé un montant de 348,4 M\$ (198,4 M\$ au 31 décembre 2024) permettant à un total de 265 entreprises de bénéficier de 643,8 M\$ engagés par le fonds Dette privée.
- La société française Groupe Siparex et Desjardins Capital ont créé, le 4 juillet 2018, deux fonds, soit le fonds Desjardins Capital Transatlantique, s.e.c. (DC Transatlantique) et le fonds Siparex Transatlantique – Fonds professionnel de Capital Investissements. Ces fonds ont pour objectif de co-investir dans des PME du Québec et de l'Europe pour les appuyer dans leurs démarches de commercialisation ou d'acquisition de chaque côté de l'Atlantique. CRCD et d'autres partenaires investisseurs tels que Exportation et développement Canada (EDC), Groupe Siparex et la banque publique d'investissement BPIFrance se sont engagés dans ces deux fonds pour une enveloppe totale de 75 M€, soit environ 121 M\$. Le taux de participation de CRCD dans le fonds DC Transatlantique est de 60,7 %. La période d'investissement de DC Transatlantique ayant pris fin en 2024, les fonds engagés mais non déboursés serviront à effectuer des réinvestissements et à payer les dépenses courantes du fonds jusqu'à sa dissolution. Au 31 décembre 2025, CRCD avait déboursé 32,7 M\$ (32,5 M\$ au 31 décembre 2024) sur son engagement total de 36,7 M\$ (22,8 M€), permettant à 13 entreprises de bénéficier de 35,0 M\$ engagés par le fonds.
- Le fonds Société en commandite Essor et Coopération (Essor et Coopération), créé le 1^{er} janvier 2013 dont la période d'investissement a pris fin, avait pour objectif d'appuyer la création, la croissance ainsi que la capitalisation des coopératives au Québec. CRCD et d'autres partenaires, dont trois sont issus du milieu des coopératives, s'étaient engagés à investir des

sommes totales de 89,9 M\$. Le taux de participation de CRCD dans Essor et Coopération est de 94,6 %. Depuis la création de ce fonds, CRCD a déboursé 57,2 M\$ sur son engagement total de 85 M\$. Au 31 décembre 2025, malgré la fin de la période d'investissement, CRCD maintenait un engagement non déboursé de 13,7 M\$ qui servira à effectuer des réinvestissements et à payer les dépenses courantes du fonds jusqu'à sa dissolution. Au 31 décembre 2025, un total de 19 coopératives bénéficiaient de 22,8 M\$ engagés par Essor et Coopération.

- CRCD, conjointement avec le Fonds du développement économique, est commanditaire du fonds Desjardins-Innovatech S.E.C. (DI). DI s'est engagé à injecter, à l'origine, un total de 85 M\$ afin d'appuyer les entreprises technologiques ou innovantes québécoises à chacune des phases de leur développement. Le taux de participation de CRCD dans le fonds DI est de 54,5 %. Outre cette participation, CRCD s'est engagé à effectuer un investissement additionnel sous la forme d'un billet pour un montant maximum de 5,0 M\$ dans DI dont 0,1 M\$ a été déboursé durant l'exercice 2025, pour un déboursé cumulatif de 3,9 M\$. Ce billet ne vient pas modifier les parts détenues par CRCD dans ce fonds. DI continue de supporter et d'accompagner des entreprises, particulièrement celles qui font appel à des innovations technologiques ou qui misent sur de nouvelles utilisations des technologies. Au 31 décembre 2025, un total de 23 entreprises et fonds bénéficiaient de 36,3 M\$ engagés par DI.
- Le fonds Capital croissance PME II s.e.c. (CCPME II), créé en 2014 dont la période d'investissement a pris fin, avait une politique d'investissement semblable à celle du fonds DCPME, soit de mettre du capital à la disposition des entreprises québécoises. CRCD et la Caisse de dépôt et placement du Québec, en tant que commanditaires de ce fonds, s'étaient engagés à l'origine, à y investir à parts égales, un total de 320 M\$. Au cours de l'exercice 2023, le fonds d'origine, Capital croissance PME s.e.c. (CCPME) a transféré la totalité de ses investissements ainsi que le solde de ses fonds engagés non déboursés dans CCPME II et a par la suite été dissout. Au 31 décembre 2025, CRCD avait déboursé 155,0 M\$ sur son engagement total de 165 M\$ dans le fonds CCPME II. Depuis sa création, CCPME II a engagé 283,1 M\$ dans 240 entreprises. Les fonds engagés mais non déboursés serviront à effectuer des réinvestissements et à payer les dépenses courantes de CCPME II jusqu'à sa dissolution. Au 31 décembre 2025, un total de 26 entreprises bénéficiaient de 22,7 M\$ engagés par le fonds CCPME II.

Au total, ce sont 676 entreprises, coopératives et fonds évoluant dans divers secteurs d'activité et issus de toutes les régions du Québec qui bénéficiaient de 2 178,6 M\$ engagés par CRCD et son écosystème, au 31 décembre 2025. De ce nombre, un total de 41 coopératives bénéficiaient d'engagements de 68,4 M\$. CRCD et son écosystème contribuent ainsi au maintien et à la création de plusieurs milliers d'emplois.

Compte tenu de l'ampleur des sommes allouées à ces fonds et afin de mieux gérer et suivre ses activités, CRCD considère l'évolution de sa répartition d'actifs ainsi que sa performance en fonction de profils d'investissement.

Chaque profil d'investissement regroupe les actifs détenus par CRCD avec ceux similaires détenus par les fonds de son écosystème selon leur quote-part respective revenant à CRCD.

Les profils d'investissement liés à l'activité d'investissements à impact économique québécois sont :

- « Dette » : investissements sous forme d'avances et/ou de prêts principalement non garantis et/ou d'actions privilégiées non participantes;
- « Équité » : investissements comportant des actions ordinaires et des parts de sociétés en commandite qui peuvent être jumelées à des avances et/ou des prêts principalement non garantis et des actions privilégiées dans des sociétés autres que celles présentées dans le profil « Démarrage et innovations technologiques »;
- « Fonds externes » : investissements dans des fonds qui ne font pas partie de l'écosystème entrepreneurial de CRCD; et
- « Démarrage et innovations technologiques » : investissements dans des entreprises en phases de démarrage, pré-démarrage et post-démarrage.

Rendement par profil d'investissement

	2025			
	Actif moyen	Pondération	Rendement	Contribution
	sous gestion (M\$)		1 an (%)	1 an (%)
Dette	479	17,7	5,1	1,0
Équité	1 175	43,4	11,9	4,8
Fonds externes	68	2,5	7,1	0,2
Démarrage et innovations technologiques	216	8,0	(10,1)	(0,8)
Sous-total Profils d'investissement	1 938	71,6	7,4	5,2
Autres éléments d'actifs détenus par les fonds de l'écosystème	20	0,7	4,6	—
Total Écosystème	1 958	72,3	7,4	5,2

	2024			
	Actif moyen	Pondération	Rendement	Contribution
	sous gestion (M\$)		1 an (%)	1 an (%)
Dette	539	20,7	5,3	1,2
Équité	1 065	40,9	13,5	5,3
Fonds externes	63	2,4	(0,9)	—
Démarrage et innovations technologiques	204	7,9	4,6	0,4
Sous-total Profils d'investissement	1 871	71,9	9,5	6,9
Autres éléments d'actifs détenus par les fonds de l'écosystème	9	0,3	1,0	—
Total Écosystème	1 880	72,2	9,5	6,9

Le rendement du portefeuille d'investissements à impact économique québécois de 7,4 % pour l'exercice 2025 s'explique principalement par la performance du profil « Équité ». Malgré un climat d'instabilité économique, lui-même alimenté par la persistance d'une guerre commerciale avec les États-Unis, ce profil a malgré tout tiré profit d'une revalorisation notable d'un dossier majeur du portefeuille, évoluant dans un secteur ayant suscité un fort engouement des investisseurs au cours de l'exercice. Cette évolution favorable a significativement contribué à la performance globale de la catégorie. Bien qu'en léger recul par rapport à la même période l'an dernier, principalement en raison d'une provision supplémentaire dans un dossier significatif du portefeuille, le profil « Dette » a bénéficié de revenus courants soutenus ainsi que d'une relative stabilité des taux corporatifs. Quant au profil « Démarrage et innovations technologiques », celui-ci continue à ressentir les effets négatifs du faible appétit des investisseurs pour les entreprises en démarrage du secteur technologique. À l'inverse, le profil « Fonds externes » a connu une performance supérieure à celle de 2024.

AUTRES INVESTISSEMENTS

La gestion du portefeuille des autres investissements s'applique à la partie de l'actif qui n'est pas dédiée aux investissements à impact économique québécois, y compris les liquidités temporairement disponibles avant leur investissement au sein des entreprises.

CRCD met en place des stratégies de gestion du portefeuille des autres investissements afin d'optimiser le rendement potentiel, tout en disposant des liquidités nécessaires pour faire face aux besoins de fonds découlant des demandes de rachats par ses actionnaires, ainsi que des investissements à impact économique québécois qu'il prévoit effectuer. Ce portefeuille, composé principalement d'actifs liquides, inclut des titres à revenus fixes, des fonds d'actions canadiennes, des fonds immobiliers, un fonds d'infrastructures et un fonds de stratégies d'actions neutres au marché. Le portefeuille des autres investissements procure une base de revenus courants à CRCD et assure une saine diversification.

Au 31 décembre 2025, le portefeuille des autres investissements de CRCD, incluant l'encaisse, mais excluant les contrats de change, totalisait 735,6 M\$ (767,8 M\$ au 31 décembre 2024) et se détaillait comme suit :

Portefeuille des autres investissements

	Au 31 décembre 2025		Au 31 décembre 2024	
	Juste valeur (M\$)	% du portefeuille	Juste valeur (M\$)	% du portefeuille
Encaisse	111	15,0	84	10,8
Obligations	267	36,4	352	45,9
Fonds d'actions canadiennes	81	11,0	64	8,4
Fonds immobiliers	102	13,8	111	14,5
Fonds d'infrastructures	77	10,4	71	9,2
Fonds de stratégies d'actions neutres au marché	98	13,4	86	11,2
Stratégie d'actions neutres au marché				
Actions cotées	—	—	4	0,5
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	—	—	(4)	(0,5)
Total Portefeuille	736	100,0	768	100,0

Au cours de l'exercice 2025, les positions en actions et ventes à découvert, gérées de façon discrétionnaire dans le cadre d'une stratégie d'actions neutres au marché, ont été complètement désinvesties.

Au 31 décembre 2025, 99,2 % des titres obligataires détenus en portefeuille possédaient une garantie gouvernementale (83,7 % au 31 décembre 2024). Cette hausse comparativement au 31 décembre 2024 s'explique par la vente de titres corporatifs en 2025 dans le but d'investir dans le portefeuille d'investissements à impact économique québécois.

La proportion du portefeuille des autres investissements par rapport à l'actif net total était de 26,2 % au 31 décembre 2025 (28,2 % au 31 décembre 2024). Cette diminution provient de l'utilisation des titres de marché monétaire et d'une portion des obligations afin d'investir dans le portefeuille d'investissements à impact économique québécois, tempéré par une encaisse plus importante en fin d'année suite à l'encaissement des émissions d'actions de CRCD. CRCD vise à maintenir une répartition globale de l'actif d'environ 30 % en titres à revenus fixes. À l'occasion, le portefeuille des autres investissements est modifié afin de s'ajuster selon l'évolution du portefeuille des investissements à impact économique québécois.

Contribution générée par les autres investissements

(en milliers de \$)	2025	2024
Produits	33 757	30 209
Gains et pertes	(3 228)	9 942
Total	30 529	40 151

Les produits sont surtout composés des intérêts et des distributions sur les autres investissements. Les revenus d'intérêts tirés essentiellement des investissements en obligations sont reconnus au taux effectif de l'obligation au moment de l'acquisition.

La hausse des produits courants de 3,5 M\$ pour l'exercice 2025 comparativement à la même période en 2024, est expliquée par des distributions plus importantes provenant de la majorité des fonds du portefeuille. Cette hausse est tempérée par la diminution des revenus d'intérêts sur les titres obligataires compte tenu du volume moins élevé.

Les pertes de 3,2 M\$ pour l'exercice 2025 s'expliquent principalement par les actifs financiers suivants :

- Les titres obligataires ont enregistré une moins-value de 14,8 M\$, essentiellement due à la hausse des taux des obligations canadiennes à long terme durant la période.
- Les fonds d'actions canadiennes, le fonds d'infrastructures, le fonds de stratégies d'actions neutres au marché ainsi que la stratégie d'actions neutres au marché désinvestie ont généré des gains (pertes) respectifs de 8,7 M\$, 6,2 M\$, (1,6 M\$) et (0,1 M\$) durant la période. La perte de 1,6 M\$ provenant du fonds de stratégies d'actions neutres au marché est compensée par un revenu de distribution de 11,3 M\$ comptabilisé dans les produits.

- Les fonds immobiliers ont essuyé une perte de 1,6 M\$, majoritairement dû à l'impact des taux de change. Cette perte est compensée par des distributions perçues de 4,7 M\$ enregistrées dans les produits.

La stratégie de gestion des actifs financiers vise à utiliser le portefeuille des autres investissements afin de bénéficier d'un profil global équilibré et atténuer les variations lors de fluctuations importantes des marchés ou d'événements négatifs au sein des entreprises partenaires.

SOUSCRIPTION

CRCD offre de souscrire à ses actions ordinaires à travers le réseau des caisses Desjardins du Québec et par le biais d'AccèsD Internet.

De par sa loi constitutive, les émissions d'actions sont limitées à un montant équivalent au coût des rachats de la période d'émission précédente jusqu'à concurrence de 150 M\$, à moins que le gouvernement provincial accorde à CRCD des mesures exceptionnelles modifiant le montant autorisé des levées de fonds. Chaque période d'émission est d'une durée de 12 mois et s'échelonne du 1^{er} mars au dernier jour de février de l'année suivante. Le capital-actions de CRCD comporte dorénavant trois catégories d'actions, soit la catégorie A « Émission », la catégorie B « Échange » et la catégorie C « Émission ». La catégorie A permettait par son émission de recueillir des liquidités jusqu'au 28 février 2025, laquelle a été remplacée par la catégorie C depuis le 1^{er} mars 2025. La catégorie B, dont le programme d'échange a pris fin le 28 février 2023, offrait quant à elle, la possibilité de profiter d'un nouveau crédit d'impôt pour un actionnaire qui repousserait de sept ans le rachat de ses actions admissibles.

Pour l'émission 2024 d'actions de catégorie A « Émission », CRCD s'était vu accorder le droit d'émettre 125 M\$ d'actions et d'octroyer un crédit d'impôt de 30 %. Dans son Budget 2025-2026 présenté le 25 mars 2025, le ministre des Finances du Québec a autorisé CRCD à recueillir un montant annuel maximal de 150 M\$ en actions de catégorie C « Émission » pour l'émission 2025 et a fixé le crédit d'impôt à 25 %. Pour les émissions subséquentes, jusqu'au 28 février 2030, le montant annuel maximal que CRCD est autorisé à recueillir sera indexé de 5 M\$ par année pour atteindre 170 M\$ pour l'émission 2029. De plus, pour stimuler le renouvellement de l'actionnariat tout en favorisant l'accessibilité du produit, le gouvernement a instauré un nouveau plafond de souscription à vie de 45 000 \$ au coût par actionnaire pour les actions acquises personnellement.

La souscription annuelle maximale par investisseur pour l'émission 2025 a été augmentée, passant de 3 000 \$ à 5 000 \$, ce qui procure un crédit d'impôt de 1 250 \$.

Pour les actions de catégorie A « Émission » et de catégorie B « Échange », la période de détention minimale des actions de CRCD, avant que l'actionnaire ne soit normalement admissible à un rachat, est de sept ans jour pour jour de la date d'achat ou d'échange. Pour les actions de catégorie C « Émission », celles-ci doivent être détenues pour une période minimale de sept (7) ans et doivent être rachetées au plus tard le dernier jour de février de la période de capitalisation comprenant leur 14^e anniversaire de détention. Notons qu'un actionnaire qui retire une partie ou la totalité de ses actions dans le cadre d'un rachat après sept ans de détention ne pourra plus se prévaloir du crédit d'impôt pour toute souscription dont le crédit d'impôt serait applicable à l'année d'imposition en cours ou à une année d'imposition subséquente. Un impôt spécial est payable par CRCD en cas de non-respect des montants d'émission autorisés et des mécanismes de contrôle ont été mis en place afin d'en assurer le respect. Pour les exercices 2025 et 2024, aucun impôt spécial n'a été payé.

Au 31 décembre 2025, le capital-actions de CRCD s'élève à 2 050,3 M\$ (2 024,2 M\$ au 31 décembre 2024) pour 144 577 598 actions ordinaires en circulation (146 225 674 au 31 décembre 2024).

Au cours de l'exercice 2025, CRCD a recueilli des souscriptions à hauteur de 130,9 M\$, soit 1,5 M\$ en actions de catégorie A et 129,4 M\$ en actions de catégorie C. Les rachats d'actions ordinaires en 2025 se sont élevés à 160,9 M\$, comparativement à 117,6 M\$ en 2024.

Au 31 décembre 2025, le solde des actions admissibles au rachat s'élevait à 1 328,9 M\$. Au cours de l'exercice 2026, des actions additionnelles d'une valeur de 420,2 M\$ deviendront admissibles au rachat pour un potentiel de 1 749,1 M\$. Cette somme sera réduite du montant des actions qui seront rachetées pendant l'exercice.

Au 31 décembre 2025, le nombre d'actionnaires était de 108 882 comparativement à 110 546 au 31 décembre 2024.

CRCD a comme politique de réinvestir les bénéfices générés par ses opérations et les produits de cession et de ne pas verser de dividendes à ses actionnaires, afin d'augmenter son capital disponible à l'investissement dans les entités admissibles et de créer une plus-value pour les actions.

CHARGES ET IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

Charges

(en milliers de \$)	2025	2024
Frais de gestion	28 393	30 897
Autres frais d'exploitation	11 069	11 203
Services aux actionnaires	11 556	10 692
Total	51 018	52 792

CRCD a confié la gestion de ses opérations, y compris la gestion de son portefeuille d'investissements à impact économique québécois et de son portefeuille des autres investissements, à Desjardins Capital, aux termes d'une convention de gestion intervenue entre eux. En vertu de cette convention, CRCD verse à Desjardins Capital des frais de gestion équivalant à un taux maximum de 1,75 % de la valeur moyenne annuelle des actifs de CRCD, déduction faite de tout passif relatif aux investissements à impact économique québécois et aux autres investissements. Un ajustement aux frais de gestion est apporté afin d'éviter la double facturation liée à la participation de CRCD dans d'autres fonds d'investissement, que ceux-ci soient dans le portefeuille des investissements à impact économique québécois ou des autres investissements. Desjardins Capital et CRCD ont convenu que, pour un exercice donné, un ajustement pourrait également être apporté afin de permettre à CRCD de bénéficier d'économies d'échelle réalisées par Desjardins Capital liées notamment à la croissance des actifs de CRCD. Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2025, un tel ajustement à la baisse de 5,0 M\$ a été apporté. Les honoraires de négociation provenant des entreprises en portefeuille sont gagnés par Desjardins Capital, et les frais de gestion que CRCD doit payer sont diminués d'un montant équivalent. Les frais de gestion ont diminué de 2,5 M\$ comparativement à la même période en 2024. Cette diminution est causée par l'augmentation de la participation de CRCD au sein d'un fonds de son écosystème par rapport à la même période l'année précédente, ce qui a entraîné une hausse de l'ajustement des frais de gestion visant à éviter la double facturation liée à la participation de CRCD dans d'autres fonds d'investissement.

La convention de gestion entre CRCD et Desjardins Capital a été amendée et refondue en date effective du 1^{er} janvier 2026 pour refléter l'évolution stratégique du modèle d'affaires de CRCD. Bien que la base de calcul de la tarification totale versée par CRCD à Desjardins Capital en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2026 a été modifiée, les frais de gestion et d'administration qui lui sont versés continueront à ne pas dépasser le maximum de 1,75 % de la valeur moyenne des actifs de CRCD pour les exercices 2026 et 2027. Pour plus de détail, se référer à la section « Événements récents » du présent rapport.

Les charges reliées aux services aux actionnaires sont demeurées relativement stables par rapport à l'exercice 2024, la légère augmentation étant attribuable à la campagne promotionnelle de l'émission d'actions 2025. La principale charge concernant les services aux actionnaires est la rémunération versée par CRCD aux caisses Desjardins en échange de l'ensemble des services conseils fournis aux actionnaires, déterminée annuellement en fonction de l'actif net de CRCD.

La majorité des services rendus à CRCD le sont par des entités du Mouvement Desjardins, soit la gestion et l'exploitation de CRCD, l'encadrement et la distribution des actions, le registrariat et la garde de valeurs.

La charge d'impôts sur les bénéfices s'élève à 2,3 M\$ pour l'exercice de 2025, comparativement à une charge de 5,0 M\$ pour l'exercice 2024. La nature des produits a une influence importante sur la charge d'impôts puisque, contrairement aux revenus d'intérêts, les dividendes ne sont généralement pas imposables et le gain en capital bénéficie de déductions et de mécanismes de remboursements d'impôts. Aux fins de la *Loi sur les impôts* du Québec, CRCD ne s'impose pas sur ses gains en capital puisqu'il bénéficie, dans le cadre du calcul de son impôt à payer, d'une déduction dans son revenu imposable correspondant à ses gains en capital imposés pour l'année. Dans ses stratégies, CRCD cherche à optimiser le rendement net d'impôts en tenant compte de ces règles.

SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2025, les sorties de liquidités liées aux émissions d'actions nettes des rachats s'élèvent à 30,0 M\$ (entrées nettes de liquidités de 5,8 M\$ pour l'exercice 2024). Pour l'exercice 2025, les activités opérationnelles jumelées aux activités d'investissement ont généré une entrée nette de liquidités de 97,4 M\$ (sortie nette de liquidités de 24,3 M\$ pour l'exercice 2024). En combinant les déboursés et les produits de cession des investissements à impact économique québécois, le solde obtenu au terme de l'exercice 2025 est une sortie nette de liquidités totalisant 24,4 M\$ (entrée nette de liquidités de 66,5 M\$ pour l'exercice 2024). Le portefeuille des autres investissements affiche une entrée nette de liquidités de 99,6 M\$ durant l'exercice 2025 (sortie nette de liquidités de 103,4 M\$ pour l'exercice 2024).

Au 31 décembre 2025, la trésorerie et équivalents de trésorerie présentent un solde net qui s'élève à 111,2 M\$ (43,7 M\$ au 31 décembre 2024).

CRCD dispose d'une marge de crédit autorisée de 300 M\$ au 31 décembre 2025. Cette marge de crédit a été utilisée au cours de 2025 pour palier au décalage entre le moment des entrées et des sorties de liquidités, notamment en lien avec les activités d'investissements à impact économique québécois. Aux 31 décembre 2025 et 2024, aucun montant n'était prélevé sur la marge de crédit. Pour l'exercice 2025, le solde moyen d'utilisation de la marge de crédit était de 22,1 M\$ (4,4 M\$ pour l'exercice 2024). Bien que CRCD aurait pu céder suffisamment d'autres investissements afin de ne pas utiliser la facilité de crédit, il est prévu que celle-ci soit utilisée au besoin afin de favoriser le maintien d'une saine répartition des actifs de CRCD, en plus d'éviter de devoir effectuer des cessions dans des conditions potentiellement défavorables.

CRCD n'anticipe aucun manque de liquidités à court et à moyen termes et prévoit ainsi être en mesure de procéder au rachat des actions admissibles pour les actionnaires qui en feront la demande.

5.2 Mission, vision, priorités stratégiques et stratégies de CRCD

À l'initiative du Mouvement Desjardins, CRCD a été créé le 1^{er} juillet 2001 en vertu de la *Loi constituant Capital régional et coopératif Desjardins* adoptée par l'Assemblée nationale du Québec. Son gestionnaire, Desjardins Capital, assure la gestion de ses activités.

MISSION ET VISION

Dans le cadre de la dernière planification stratégique de CRCD, une réflexion a été réalisée pour donner plus d'impulsion à l'acquisition de clientèle investisseuse ayant à cœur les entreprises québécoises.

Donc, pour représenter davantage la force de son actionnariat, la mission de CRCD s'énonce ainsi : investir notre capital collectif au sein d'entreprises québécoises pour stimuler la création de richesse pour toutes les régions et les générations futures.

Dans cet état d'esprit et afin de démontrer encore mieux ses ambitions d'investissement, la vision va comme suit : être un investisseur performant agissant comme un catalyseur de productivité et de croissance durable au bénéfice des entreprises québécoises.

Cette démarche s'inscrit dans la continuité de modernisation du positionnement de CRCD.

PRIORITÉS STRATÉGIQUES DE CRCD

En février 2025, le conseil d'administration a approuvé son plan stratégique 2025-2027 établissant les ambitions et priorités de CRCD pour les prochains exercices. Chaque année, le conseil procède à l'actualisation de ses priorités et se dote d'un plan d'exécution dont il suit trimestriellement les initiatives et indicateurs clés de performance.

Afin de concrétiser sa vision et atteindre ses objectifs, CRCD a établi les priorités suivantes :

- Optimiser sa capitalisation et le rendement à ses actionnaires,
- Renforcer son impact dans l'économie québécoise,
- Accroître sa notoriété.

STRATÉGIES

CRCD suit l'évolution de sa répartition d'actifs et de sa performance en fonction de profils d'investissement, afin de mieux gérer ses activités. Chaque profil d'investissement regroupe les actifs détenus par CRCD avec ceux similaires détenus par les fonds de son écosystème selon leur taux de participation respectif.

Desjardins Capital regroupe ses équipes de manière à se doter d'une structure optimale en termes d'efficacité et de contrôle des frais de gestion. Ce regroupement administratif vise justement à répondre adéquatement au mandat de développement des régions et des coopératives de CRCD, ainsi qu'à celui du développement économique du Québec en général. CRCD vise un équilibre entre sa mission de développement économique régional et un rendement raisonnable à long terme pour ses actionnaires. En utilisant une approche globale de gestion de ses actifs financiers, CRCD considère son portefeuille d'investissements à impact économique québécois et son portefeuille des autres investissements de façon conjointe. Cette

approche de gestion permet à CRCD de bénéficier d'un profil global équilibré et d'atténuer les variations lors de fluctuations importantes des marchés ou d'événements négatifs au sein des entreprises partenaires.

Pour ce faire, la stratégie de gestion des actifs financiers découlant de la *Politique de gestion globale des actifs financiers* se décline ainsi :

- Les actifs financiers de CRCD sont gérés de façon intégrée et globale, ce qui signifie que la répartition d'actif cible doit être structurée de manière à réduire les risques inhérents à certaines catégories d'actif des portefeuilles d'investissements par la diversification.
- L'objectif est d'optimiser le rapport rendement/risque après impôts et taxes des actifs financiers de CRCD, et ce, dans le respect de son rôle en tant qu'agent de développement économique, tout en assurant l'attractivité de l'action pour les actionnaires, et en tenant compte du crédit d'impôt qui leur est offert.
- Une partie suffisante des actifs financiers de CRCD doit être investie dans des titres liquides afin de répondre aux demandes de rachats d'actions de CRCD en excédant de ses émissions ainsi qu'aux engagements convenus dans le portefeuille d'investissements à impact économique québécois, tout en tenant compte des facilités de crédit disponibles.
- Une partie suffisante des actifs financiers de CRCD doit être investie dans des titres générant un revenu courant afin d'assumer les charges de CRCD.

En vertu de sa loi constitutive, CRCD doit réaliser sa mission à l'intérieur de certaines normes d'investissement. Les investissements admissibles de CRCD, selon la définition de sa loi, doivent représenter, en moyenne, au moins 65 % de l'actif net moyen de CRCD pour l'année précédente. De plus, une partie représentant au moins 50 % de ce pourcentage doit être investie dans des entités situées dans les régions du Québec situées à l'extérieur de la Communauté métropolitaine de Montréal et de la Communauté métropolitaine de Québec ou dans des coopératives admissibles.

Si ces normes n'étaient pas respectées au 31 décembre 2025, l'émission de capital autorisée pourrait être réduite pour la période de capitalisation suivant la fin de l'exercice. Aux 31 décembre 2025 et 2024, ces règles étaient toutes respectées.

5.3 Gouvernance

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Conformément à la loi constitutive de CRCD, le conseil d'administration (le « conseil ») doit être composé de 13 administrateurs, dont une majorité de personnes indépendantes. La présidence doit aussi être assumée par un administrateur indépendant. Voici le portrait du conseil en date du présent rapport :



Jean-Guy Senécal
FCPA

Président du conseil de CRCD et administrateur de sociétés



Anne-Marie Renaud
B. Sc., IAS.A, CEC, PCC

Vice-présidente du conseil de CRCD, administratrice de sociétés et coach de direction



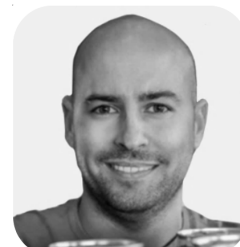
Marinella Ermacora
B. Inf., MBA, IAS.A

Secrétaire du conseil de CRCD et administratrice de sociétés



Linda Labbé
CPA

Administratrice Relations avec le Mouvement Desjardins et administratrice de sociétés



Charles Auger
B.A.A. Finance

Franchisé McDonald's



Bernard Bolduc
B.A.A. Finance, IAS.A

Président, Altrum



Éric Charron
B.A.A. Finance, Adm.A, PI.Fin.

Directeur général, Caisse Desjardins de Gatineau



René Delsanne
M. Sc., FICA, CFA

Président, Delsanne conseil



Souad Elmallem
B.A.A., IAS.A

Associée exécutive, 6temik



Vanessa Guimond
CPA auditrice, D. Fisc.

Associée, Audacie



Shirley Marquis
MBA, PI. Fin., ASC

Directrice principale et cheffe de pratique, Lussier



Gilles Mourette
M. Sc., ASC

Administrateur de sociétés



Louis Roy
B.A.A., MBA, DAE

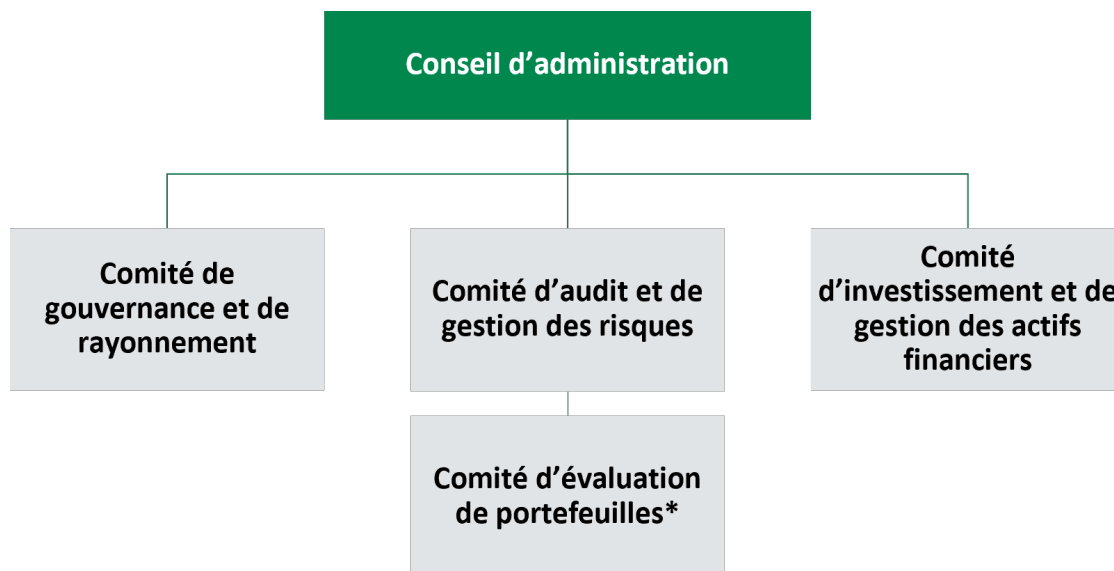
Directeur des solutions transactionnelles et des projets spéciaux, Revenu Québec

Le conseil a le pouvoir général d'administrer les affaires de CRCD et voit à la réalisation de sa mission. À ce titre, il assume des responsabilités d'orientation et de surveillance de l'ensemble des activités et des risques de CRCD, incluant les risques stratégiques et le risque géopolitique et économique dont la surveillance lui est confiée.

Le conseil intervient et prend des décisions dans des matières concernant notamment la gouvernance, la planification stratégique, les investissements dans les fonds partenaires, l'information financière, la gestion des actifs financiers, la gestion des risques, la capitalisation, les relations avec les actionnaires et les contrats.

Pour ce faire, le conseil est appuyé par quatre comités qui lui font régulièrement rapport et lui formulent les recommandations appropriées. De son côté, le gestionnaire Desjardins Capital rend compte des activités imparties par l'entremise des membres de sa direction qui assistent aux réunions du conseil et des comités.

Pour soutenir la transformation stratégique du modèle d'affaires de CRCD, telle que présentée à la section « Événements récents », une évolution de sa gouvernance s'imposait. Depuis le 1^{er} janvier 2026, la structure de gouvernance de CRCD se présente comme suit :



* À compter du 28 février 2026, ce comité sera aboli dans le cadre du nouveau modèle d'affaires de CRCD.

Outre les mandats spécifiques confiés à l'occasion par le conseil, les principales responsabilités des comités sont décrites ci-après.

Comité de gouvernance et de rayonnement

Le comité de gouvernance et de rayonnement a comme mandat de surveiller l'application des règles de gouvernance, d'indépendance, de gestion des conflits d'intérêts, d'éthique et de déontologie. Il élabore notamment les profils de compétence et d'expérience pour le président du conseil et l'administrateur Relations avec le Mouvement Desjardins ainsi que le profil collectif des membres du conseil et s'assure de la mise en place d'un plan de relève du président du conseil et de l'administrateur Relations avec le Mouvement Desjardins. Il recommande au conseil un processus d'évaluation de la performance des administrateurs et des membres de comités, du conseil et de son président, des comités et de leur président, de l'administrateur Relations avec le Mouvement Desjardins ainsi que des ressources clés de Desjardins Capital. Il procède également à l'évaluation des services rendus par Desjardins Capital conformément à la Convention de gestion intervenue entre les parties. De plus, il veille à la prise en charge des activités de notoriété et de rayonnement de CRCD.

Finalement, ce comité exerce également un rôle de surveillance du risque de réputation, des risques de conflits d'intérêts, ainsi que du risque de gouvernance.

Comité d'audit et de gestion des risques

Le comité d'audit et de gestion des risques a comme mandat d'assister le conseil d'administration dans son rôle de surveillance et de reddition de comptes sur les éléments reliés à la qualité, la fiabilité et l'intégrité de l'information financière et de l'information continue. Il s'assure de la présence et de l'efficacité du contrôle interne exercé par Desjardins Capital à l'égard de la divulgation de l'information financière, de la sauvegarde des actifs et de la détection de la fraude. Il reçoit une attestation sur l'environnement de contrôle interne de Desjardins Capital en relation avec la gestion des opérations imparties par CRCD et veille à ce que celui-ci établisse et maintienne des mécanismes adéquats de conformité à l'égard des exigences légales et réglementaires susceptibles d'avoir un impact significatif sur l'information financière. Son rôle comporte également un volet lié aux activités de l'auditeur indépendant, son rendement, son indépendance, la recommandation de sa nomination et sa rémunération.

Finalement, ce comité assume de plus la responsabilité du suivi du processus global de gestion intégrée des risques de CRCD, recommande au conseil les modifications à la *Politique de gestion intégrée des risques et d'appétit pour le risque* et surveille plus spécifiquement les risques opérationnels et réglementaires ainsi que les risques environnemental et social.

Comité d'investissement et de gestion des actifs financiers

Le comité d'investissement et de gestion des actifs financiers a comme mandat d'assurer la coordination et l'arrimage des actifs financiers de CRCD afin d'optimiser l'équilibre rendement – risque. Il recommande au conseil les investissements, réinvestissements et désinvestissements de CRCD dans les fonds partenaires de Desjardins Capital et en effectue le suivi. Il effectue le suivi de la performance de CRCD et s'assure du respect par CRCD des lois et des règlements relatifs aux actifs financiers. Il voit également à la mise en œuvre et au respect de la *Politique de gestion globale des actifs financiers* de CRCD et des directives afférentes. Le comité est également responsable de recommander au conseil l'attribution de mandats à des conseillers en valeurs pour le portefeuille des autres investissements ainsi que sa répartition des actifs et en effectue le suivi.

Finalement, ce comité exerce de plus un rôle de surveillance du risque de crédit, des risques de marché, des risques de concentration et du risque de liquidité.

Comité d'évaluation de portefeuilles*

Le comité d'évaluation de portefeuilles a comme mandat de passer en revue semestriellement toute l'information pertinente concernant les évaluations du portefeuille des investissements à impact économique québécois de CRCD afin de fournir une assurance raisonnable au comité d'audit et de gestion des risques et au conseil que le processus servant à l'évaluation est conforme aux exigences du *Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement*. Il procède aussi, de temps à autre, à la révision de la *Méthodologie d'établissement de la juste valeur* et recommande, le cas échéant, au comité d'audit et de gestion des risques et au conseil les modifications qu'il juge nécessaires. La majorité des membres de ce comité sont des évaluateurs qualifiés indépendants conformément audit règlement.

À compter du 1^{er} mars 2026, ce comité sera transféré sous la gouverne de Desjardins Capital. Pour plus de détail, se référer à la section « Événements récents » du présent rapport.

Relevé des présences et rémunération

Le tableau suivant indique le relevé des présences et la rémunération des administrateurs et des membres externes de comités de CRCD pour l'exercice 2025 en fonction des instances en vigueur au cours de l'exercice.

Noms	Conseil d'administration	Comité de gouvernance et des ressources humaines	Comité d'audit et de gestion des risques	Comité de gestion des actifs financiers	Comité d'évaluation de portefeuilles	Comité d'investissement Capital de Développement	Comité d'investissement Capital de risque	Rémunération (\$)
Nombre de rencontres	9	6	5	4	2	17	11	
Administrateurs et membres externes* de comité actifs à la date du présent rapport								
Charles Auger	8/9	-	4/5	-	-	-	10/11	47 350 \$
Bernard Bolduc	9/9	4/6	-	-	-	-	-	61 468 \$
Éric Charron	8/9	-	-	4/4	-	-	-	26 350 \$
René Delsanne	8/9	-	5/5	4/4	-	-	-	55 350 \$
Souad Elmallem	9/9	-	-	-	-	13/15	3/3	46 047 \$
Marinella Ermacora	8/9	5/5	5/5	-	-	-	-	34 350 \$
Vanessa Guimond	7/8	-	4/4	-	-	-	-	26 277 \$
Linda Labbé	8/9	6/6	-	4/4	-	-	-	94 900 \$
Shirley Marquis	8/8	-	-	2/3	-	-	-	20 190 \$
Gilles Mourette	9/9	-	-	4/4	-	-	10/11	59 950 \$
Anne-Marie Renaud	9/9	-	-	-	-	15/17	-	58 350 \$
Louis Roy	9/9	6/6	-	-	-	-	-	26 350 \$
Jean-Guy Senécal	9/9	4/4	1/1	-	2/2	2/2	-	73 066 \$
Jean-François Brault*	-	-	-	-	2/2	-	-	11 400 \$
Marco Champagne*	-	-	-	-	2/2	-	-	11 400 \$
Claudia Gagné*	-	-	-	4/4	-	-	-	11 000 \$
Sébastien Mailhot*	-	-	-	-	2/2	-	-	11 400 \$
Francis Trudeau*	-	-	-	-	2/2	-	-	11 400 \$
Administrateurs et membres externes* de comité ayant quitté leurs fonctions à la date du présent rapport								
Alexandra Champagne	0/1	-	-	-	-	-	-	3 545 \$
Albert Dang-Vu*	-	-	-	-	-	-	9/11	13 750 \$
Annie Demers	1/1	1/1	-	-	-	-	-	6 144 \$
Sophie Fortin*	-	-	-	-	-	2/3	-	4 500 \$
Robi Guha*	-	-	-	-	-	-	10/11	14 500 \$
Robert Héroux*	-	-	-	-	-	17/17	-	24 750 \$
Marie-Josée Privyk*	-	-	-	-	-	17/17	-	24 750 \$
RÉMUNÉRATION TOTALE								778 537 \$

* Membre externe de comité

AFIN DE FACILITER LA COMPRÉHENSION DU TABLEAU :

La rémunération comprend les honoraires relativement aux réunions du conseil d'administration et des comités, aux séances de formation, aux rencontres de travail ainsi qu'aux rencontres des comités ad hoc. Les membres externes de comités reçoivent une allocation de présence.

En date du présent rapport, les indemnités annuelles du président du conseil d'administration et de l'administrateur Relations avec le Mouvement Desjardins sont respectivement de 72 500 \$ et de 65 000 \$. Aucune rémunération additionnelle ne leur est versée sauf dans le cas où l'administrateur Relations avec le Mouvement Desjardins assume la présidence d'un comité dont il n'est pas président d'office. Celui-ci reçoit alors une indemnité annuelle supplémentaire équivalant à la différence entre l'indemnité annuelle prévue du président de ce comité et l'indemnité annuelle d'un administrateur membre de ce comité.

5.4 Gestion des risques

PRATIQUES ET POLITIQUES

De saines pratiques en matière de gestion des risques sont essentielles à la réussite de CRCD. La *Politique de gestion des risques* adoptée par CRCD permet de fournir la capacité d'anticiper les événements de risques et d'être proactif pour réduire l'impact de ceux-ci.

NOTE AUX LECTEURS

Les sections suivantes portant sur les risques de marché, les risques de crédit et de contrepartie, les risques de concentration et les risques de liquidité ont été auditées par l'auditeur indépendant de CRCD dans le cadre de l'audit des états financiers individuels, sur lesquels un rapport de l'auditeur indépendant a été émis le 19 février 2026.

RISQUES DE MARCHÉ

Il s'agit ici du risque lié à la participation de CRCD aux marchés financiers et, implicitement, à l'évolution de l'économie en général. Il est lié à l'incidence de l'évolution des marchés financiers sur la valorisation des actifs détenus par CRCD. Les différents risques composant les risques de marché ayant un effet direct sur CRCD sont énumérés ci-après.

Avec l'approche globale utilisée par CRCD pour la gestion de ses actifs financiers, l'incidence des risques de taux d'intérêt et de marchés boursiers et leur complémentarité sont prises en considération au moment du choix de la répartition globale d'actifs.

Risque de taux d'intérêt

La variation des taux d'intérêt a des répercussions sur la valeur au marché des titres à revenus fixes, des fonds immobiliers et des fonds d'infrastructures détenus en portefeuille, dont la juste valeur est déterminée en fonction de l'évolution des marchés. La juste valeur de ces actifs au 31 décembre 2025 est de 638,3 M\$ (921,9 M\$ au 31 décembre 2024). Les titres à revenus fixes détenus dans le portefeuille des autres investissements sont composés d'obligations; en 2024, ils incluaient également des instruments de marché monétaire. Les titres à revenus fixes détenus dans le portefeuille d'investissements à impact économique québécois sont constitués de prêts et avances et d'actions privilégiées.

CRCD ne détenait aucun instrument de marché monétaire au 31 décembre 2025 (74,1 M\$ au 31 décembre 2024). Ces instruments ne sont pas évalués en fonction de la variation des taux d'intérêt, compte tenu de leur très courte échéance.

Les obligations d'une juste valeur de 266,8 M\$ (352,2 M\$ au 31 décembre 2024) sont affectées directement par la variation des taux d'intérêt. Une hausse de 1 % des taux d'intérêt aurait eu comme incidence une baisse de 40,6 M\$ du résultat net représentant une diminution de 1,5 % du prix de l'action de CRCD au 31 décembre 2025 (45,9 M\$ pour 1,7 % au 31 décembre 2024). De même, une baisse de 1 % des taux d'intérêt aurait eu l'effet contraire et aurait entraîné une hausse du résultat net de 49,2 M\$ représentant une augmentation de 1,8 % du prix de l'action de CRCD (54,3 M\$ pour 2,0 % au 31 décembre 2024). Compte tenu que la durée des titres obligataires est établie selon la tolérance de CRCD à l'impact d'une hausse de taux d'intérêt sur ses résultats financiers, cela vient limiter la perte dans une telle situation.

Les fonds immobiliers et les fonds d'infrastructures ayant des justes valeurs respectives de 101,7 M\$ et de 76,8 M\$ au 31 décembre 2025 (111,3 M\$ et 70,5 M\$ au 31 décembre 2024) peuvent également être touchés par la variation des taux d'intérêt. Cependant, contrairement aux obligations, il n'y a pas de corrélation directe entre les variations de taux d'intérêt et les variations de la juste valeur de ces catégories d'actifs.

Dans le portefeuille d'investissements à impact économique québécois, les prêts et avances et les actions privilégiées pour lesquels CRCD détient également des actions participantes dans la même entreprise et ceux qui sont escomptés, totalisant une juste valeur de 432,9 M\$ au 31 décembre 2025 (468,1 M\$ au 31 décembre 2024), ne sont pas sensibles à la variation des taux d'intérêt. En revanche, les autres prêts et avances et actions privilégiées inclus dans le portefeuille, totalisant une juste valeur de 193,0 M\$ au 31 décembre 2025 (313,7 M\$ au 31 décembre 2024), sont sensibles à la variation des taux d'intérêt. Ainsi, pour ces prêts et avances et actions privilégiées sensibles à la variation des taux d'intérêt, une hausse de 1 % des taux d'intérêt aurait eu comme incidence une baisse de 3,6 M\$ du résultat net représentant une diminution de 0,1 % du prix de l'action de CRCD (5,9 M\$ pour 0,2 % au 31 décembre 2024). L'effet contraire, soit une baisse de 1 % des taux d'intérêt aurait eu comme incidence une hausse de 3,7 M\$ du résultat net représentant une augmentation de 0,1 % du prix de l'action de CRCD (6,1 M\$ pour 0,2 % au 31 décembre 2024).

Risque de marchés boursiers

Les marchés boursiers, selon leur évolution, ont une double incidence pour CRCD. En effet, en plus de toucher de façon directe l'évaluation au marché des actions cotées, ils peuvent modifier l'évaluation des sociétés fermées détenues en portefeuille.

Au 31 décembre 2025, les fonds d'actions canadiennes d'une valeur de 80,8 M\$ au 31 décembre 2025 (64,2 M\$ au 31 décembre 2024), qui sont détenus dans le portefeuille des autres investissements, se composent essentiellement d'actions cotées. Ainsi, une variation de plus ou moins 10 % du cours des actions cotées aurait eu un impact de plus ou moins 8,1 M\$ sur le résultat net représentant une variation de 0,3 % du prix de l'action de CRCD (6,4 M\$ pour 0,2 % au 31 décembre 2024).

Le fonds de stratégies d'actions neutres au marché, d'une valeur de 98,6 M\$ au 31 décembre 2025 (85,9 M\$ au 31 décembre 2024) n'est pas exposé de façon significative à la variation des marchés boursiers, car il minimise le risque au marché. Ainsi, toute variation du cours des actions sur les marchés boursiers n'aurait pas eu d'incidence directe significative sur le résultat net de CRCD.

Le portefeuille d'investissements à impact économique québécois comptait des participations en actions cotées pour une valeur de 17,3 M\$ au 31 décembre 2025 (14,2 M\$ au 31 décembre 2024). Ainsi, pour ces investissements, une variation de plus ou moins 10 % du cours des actions cotées aurait eu un impact de plus ou moins 1,7 M\$ sur le résultat net représentant une variation de 0,1 % du prix de l'action de CRCD (1,4 M\$ pour 0,1 % au 31 décembre 2024).

Risque de devises

L'évolution de la devise exerce une influence sur les activités de plusieurs des entreprises partenaires de CRCD. L'incidence nette d'une appréciation de la devise canadienne n'est pas nécessairement toujours négative pour ces entreprises de même qu'une dépréciation n'est pas nécessairement positive. Cependant, les fluctuations rapides de la devise canadienne accroissent les difficultés auxquelles ces entreprises font face.

De plus, l'évolution de la devise influe sur la juste valeur des actifs évalués tout d'abord en devise étrangère, puis convertis en dollars canadiens au taux de change courant. Au niveau du portefeuille d'investissements à impact économique québécois, les actifs dont la valeur varie en fonction des fluctuations d'une devise étrangère, représentent une juste valeur de 129,6 M\$ soit 4,6 % de l'actif net au 31 décembre 2025, comparativement à 121,8 M\$ soit 4,5 % de l'actif net au 31 décembre 2024.

CRCD vise la couverture systématique du risque de devises relatif aux actifs évalués en devise étrangère, à moins que celui-ci ne fasse partie du rendement attendu à long terme de certaines catégories d'actifs. Une marge de crédit de 10 M\$ est accordée à CRCD pour ses transactions sur contrats de change. Au 31 décembre 2025, CRCD détient un contrat de change en vertu duquel il devra livrer 75,6 M\$ US (57,5 M\$ US au 31 décembre 2024) au taux de 1,3589 \$ CA/\$ US le 30 juin 2026 (1,4308 \$ CA/\$ US au 31 décembre 2024). De plus, CRCD détient un contrat en euros, en vertu duquel il devra livrer 17,8 M€ au taux de 1,6114 \$ CA/€ le 30 juin 2026 (20,4 M€ au taux de 1,5066 \$ CA/€ au 31 décembre 2024). Au 31 décembre 2025, CRCD n'a aucun collatéral sur ses contrats de change (2,0 M\$ au 31 décembre 2024).

Au 31 décembre 2025, l'exposition nette du portefeuille d'investissements à impact économique québécois et des comptes débiteurs de CRCD aux monnaies étrangères est de 2,8 M\$ (8,8 M\$ au 31 décembre 2024). Toute variation du dollar canadien n'aurait donc pas d'impact significatif sur les résultats de CRCD.

Au niveau du portefeuille des autres investissements, l'exposition nette des investissements aux monnaies étrangères est de 65,1 M\$ (76,0 M\$ au 31 décembre 2024). Ainsi, une dépréciation (appréciation) de 10 % du dollar canadien face à l'ensemble des devises étrangères aurait pour effet une hausse (baisse) de 6,5 M\$ sur le résultat net représentant une variation de 0,2 % du prix de l'action de CRCD (7,6 M\$ pour 0,3 % au 31 décembre 2024).

RISQUE DE CRÉDIT ET DE CONTREPARTIE

De par ses activités d'investissements à impact économique québécois, CRCD est exposé au risque de crédit et de contrepartie lié à la possibilité de subir des pertes financières si une entreprise partenaire ne respectait pas ses engagements ou voyait sa situation financière se détériorer. En diversifiant ses investissements par profil d'investissement, et en limitant le risque potentiel lié à chaque entreprise individuelle, CRCD restreint la volatilité de son portefeuille liée à l'occurrence possible d'événements négatifs.

Dans un souci de respect des normes d'admissibilité des investissements à impact économique québécois, CRCD n'exige généralement pas de garanties pour limiter le risque de crédit sur ses prêts.

L'exposition maximale au risque de crédit correspond à la valeur comptable des instruments financiers à la date de clôture, à laquelle il faut ajouter les fonds engagés mais non déboursés ainsi que le cautionnement. Au 31 décembre 2025, la répartition des cotes de risque affiche une diminution de la proportion des investissements à impact économique québécois dans la catégorie « À haut risque et en insolvabilité ». Cette baisse s'explique principalement par l'amélioration de la cote de risque de certaines entreprises ayant une pondération significative en juste valeur par rapport à l'ensemble du portefeuille.

Les investissements à impact économique québécois, à l'exception de ceux effectués dans des fonds, sont répartis et mis à jour régulièrement entre les cotes 1 à 10, majoritairement selon les critères de risque définis par le système CreditLens de Moody's.

L'établissement des cotes de risque pour les investissements à impact économique québécois effectués sous forme de fonds s'effectue en fonction de plusieurs critères spécifiques à cette classe d'actifs. La majorité de ces investissements sont présentés dans la catégorie « Risque faible à acceptable » compte tenu de la structure de ce type de produits et parce qu'ils ne comportent généralement pas d'endettement.

Le tableau suivant permet de constater l'évolution des investissements à impact économique québécois répartis par cote de risque (montants à la juste valeur) :

Cotes		Au 31 décembre 2025		Au 31 décembre 2024	
		(en milliers de \$)	(en %)	(en milliers de \$)	(en %)
1 à 6,5	Risque faible à acceptable	1 788 867	89,2	1 625 301	85,3
7 à 9	À risque	182 966	9,1	195 242	10,2
10	À haut risque et en insolvabilité	33 678	1,7	84 869	4,5
Total		2 005 511	100,0	1 905 412	100,0

De plus, CRCD est exposé au risque de crédit sur des instruments financiers non comptabilisés à l'actif, soit les fonds engagés mais non déboursés ainsi que le cautionnement, relatifs au portefeuille d'investissements à impact économique québécois. Le tableau suivant indique la répartition par cote de risque des fonds engagés mais non déboursés ainsi que le cautionnement à la date de présentation de l'information financière :

Cotes		Au 31 décembre 2025		Au 31 décembre 2024	
		(en milliers de \$)	(en %)	(en milliers de \$)	(en %)
1 à 6,5	Risque faible à acceptable	147 873	77,1	285 643	91,6
7 à 9	À risque	37 420	19,5	20 666	6,6
10	À haut risque et en insolvabilité	6 529	3,4	5 495	1,8
Total		191 822	100,0	311 804	100,0

Pour les titres obligataires, représentant 42,7 % de la juste valeur du portefeuille des autres investissements (46,4 % au 31 décembre 2024), le risque de crédit est géré par le biais d'une diversification de plusieurs émetteurs ayant des cotes de crédit réparties ainsi :

Cotes ⁽¹⁾	Au 31 décembre 2025	Au 31 décembre 2024
	(en milliers de \$)	(en milliers de \$)
AAA	96 517	116 633
AA	159 830	206 198
A	10 458	29 353
Total	266 805	352 184

⁽¹⁾ Les cotes d'évaluation du risque de crédit sont établies par les agences de notation reconnues.

Conformément à la *Politique de gestion globale des actifs financiers*, les instruments de marché monétaire ont une cote de crédit minimale R-1 faible, limitant ainsi le risque de crédit associé à ces instruments financiers.

Le risque de contrepartie est quant à lui limité au très court terme et est lié à la contrepartie de CRCD lors de transactions au comptant.

Pour les contrats de change, le risque de contrepartie est faible compte tenu des montants en jeu et de la contrepartie au contrat qui est la Fédération des caisses Desjardins du Québec.

RISQUES DE CONCENTRATION

Le risque de concentration découle de la possibilité qu'une portion importante du portefeuille d'investissements à impact économique québécois ou du portefeuille des autres investissements de CRCD se retrouve dans une entité, une région ou un produit financier, ce qui pourrait rendre CRCD vulnérable aux difficultés financières de ces sous-ensembles.

Risque de concentration dans une entité

Conformément à sa loi constitutive, ses politiques et ses directives internes, le montant que CRCD peut investir dans une entité ou un ensemble d'entités associées est limité à un pourcentage de son actif, et ce, autant pour le portefeuille d'investissements à impact économique québécois que pour le portefeuille des autres investissements.

La concentration dans les cinq plus importants investissements à impact économique québécois et les cinq plus importants autres investissements est la suivante (les pourcentages sont basés sur la juste valeur des actifs et les fonds engagés mais non déboursés ainsi que le cautionnement) :

	Au 31 décembre 2025		Au 31 décembre 2024	
	% du portefeuille	% de l'actif net	% du portefeuille	% de l'actif net
Investissements à impact économique québécois ⁽¹⁾	37,7	29,4	35,4	28,8
Autres investissements ⁽²⁾	65,1	14,4	58,9	16,5

⁽¹⁾ La participation de CRCD dans les fonds de l'écosystème représente 51 % (59 % au 31 décembre 2024) des cinq plus importants investissements à impact économique québécois.

⁽²⁾ Les émetteurs gouvernementaux et les émissions garanties par les entités gouvernementales ainsi que les fonds de placements diversifiés représentent respectivement 36 % et 64 % (48 % et 52 % au 31 décembre 2024) des cinq plus importants émetteurs ou contreparties du portefeuille des autres investissements.

Risque de concentration par région

Dicté par sa mission de développement économique du Québec, le portefeuille d'investissements à impact économique québécois est essentiellement constitué d'entreprises dont la majorité des employés résident au Québec. De plus, au 31 décembre 2025, au moins 50 % de ces investissements doivent être réalisés dans des coopératives admissibles ou dans des entreprises situées dans les régions du Québec, à l'extérieur des communautés métropolitaines de Montréal et de Québec. Le rendement de ce portefeuille est donc fortement influencé par le contexte économique québécois. Au 31 décembre 2025, le portefeuille d'investissements à impact économique québécois représente 71,3 % de l'actif net (70,1 % au 31 décembre 2024).

Au 31 décembre 2025, le portefeuille des autres investissements comprend une portion de titres étrangers découlant essentiellement de sa participation dans des fonds immobiliers et d'infrastructures et il est composé à 91,2 % de titres canadiens (90,1 % au 31 décembre 2024). Le rendement du portefeuille des autres investissements est donc fortement influencé par le contexte économique canadien. Au 31 décembre 2025, le portefeuille des autres investissements représente 26,2 % de l'actif net (28,2 % au 31 décembre 2024).

Risque de concentration dans un produit financier

La *Politique de gestion globale des actifs financiers* favorise une gestion intégrée et globale du portefeuille d'investissements à impact économique québécois et du portefeuille des autres investissements. La politique établit des balises par catégorie de titres et celles-ci sont appliquées par le gestionnaire. Au 31 décembre 2025, les titres obligataires représentent 9,5 % de l'actif net (12,9 % au 31 décembre 2024).

L'aperçu du portefeuille présenté à la fin du présent rapport de gestion fournit également des informations pertinentes à l'appréciation du risque lié à la concentration.

RISQUE DE LIQUIDITÉ

Pour pallier les besoins de liquidités liés aux rachats d'actions et aux engagements en investissements à impact économique québécois, CRCD conserve suffisamment d'actifs liquides afin d'éviter d'être dépendant des marchés et ainsi de devoir effectuer des transactions à des moments inopportuns. De plus, une facilité de crédit est mise en place avec l'objectif d'apporter davantage de souplesse dans la gestion des liquidités, afin de conserver une certaine marge de manœuvre eu égard aux besoins de fonds relatifs aux opérations courantes de CRCD. Cette facilité de crédit a été utilisée durant l'exercice 2025 afin de pallier un certain décalage entre les déboursés et les cessions d'investissements à impact économique québécois ainsi que le décalage entre les rachats et les émissions d'actions au courant de l'année.

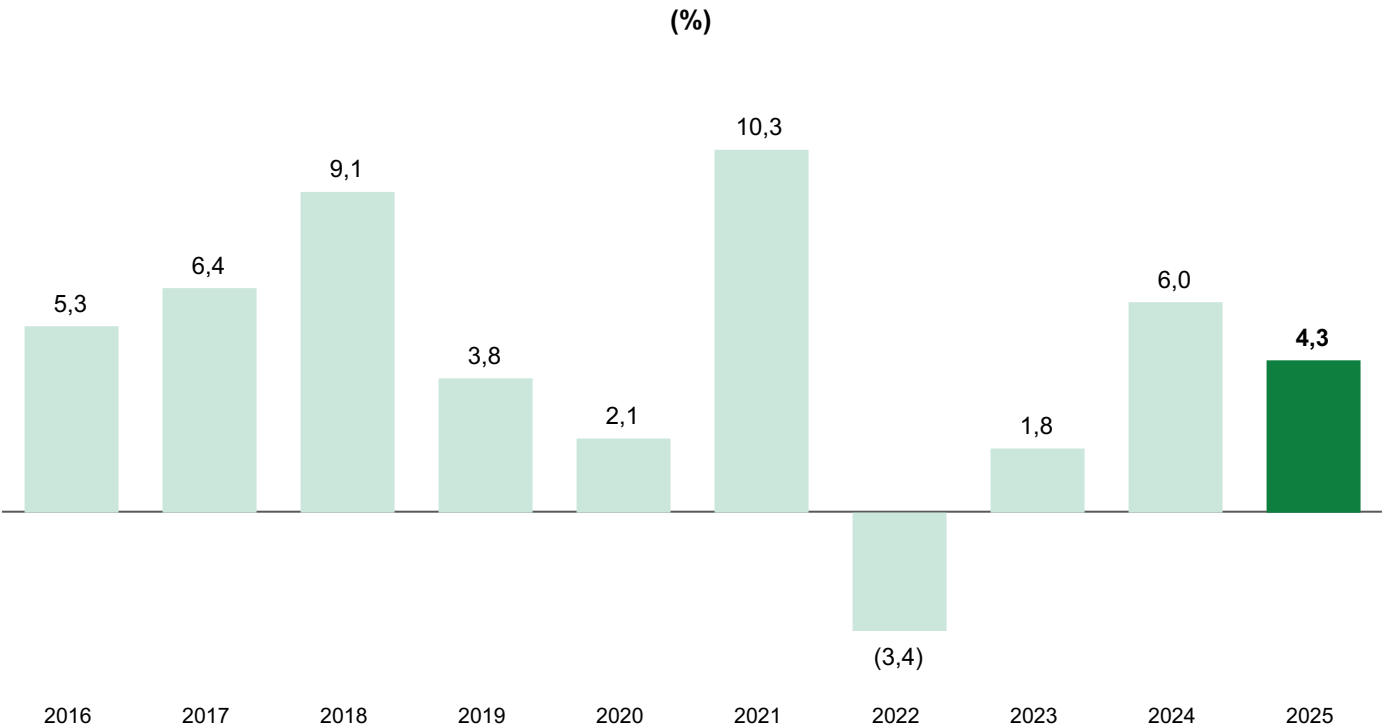
CRCD, de par sa stratégie financière équilibrée, sa marge de crédit autorisée et sa gestion intégrée des risques, dispose des sources de fonds nécessaires pour faire face à ses obligations financières et continuer sa mission au sein des entreprises québécoises.

6.0 Rendement passé

Cette section présente les rendements historiques obtenus par CRCD. Ces rendements ne tiennent pas compte des frais administratifs de 50 \$ encourus par l'actionnaire ni du crédit d'impôt dont il a bénéficié à la suite de son investissement. Les rendements passés ne sont pas nécessairement indicatifs des rendements futurs.

6.1 Rendement annuel

Le graphique ci-après présente le rendement annuel de CRCD et fait ressortir la variation de son rendement d'une période à l'autre, pour les dix derniers exercices. Ce rendement annuel est calculé en divisant le bénéfice (perte) par action de la période par le prix de l'action au début de la période.



6.2 Rendement composé de l'action ordinaire au 31 décembre 2025

Le rendement composé est calculé sur la base de la variation annualisée du prix de l'action ordinaire sur chacune des périodes indiquées.

10 ANS	7 ANS	5 ANS	3 ANS	1 AN
4,4 %	3,4 %	3,7 %	4,0 %	4,3 %

7.0 Aperçu du portefeuille

7.1 Principaux profils d'investissement

Au 31 décembre 2025, les actifs des portefeuilles d'investissements à impact économique québécois et des autres investissements de CRCD sur la base de la juste valeur se répartissent comme suit :

Profils d'investissement	% de l'actif net
INVESTISSEMENTS À IMPACT ÉCONOMIQUE QUÉBÉCOIS *	
Dette	15,9
Équité	44,1
Fonds externes	2,5
Démarrage et innovations technologiques	7,8
Autres éléments d'actifs détenus par les fonds de l'écosystème	1,0
Total - Investissements à impact économique québécois	71,3
AUTRES INVESTISSEMENTS	
Encaisse	4,0
Obligations	9,5
Fonds d'actions canadiennes	2,9
Fonds immobiliers	3,6
Fonds d'infrastructures	2,7
Fonds de stratégies d'actions neutres au marché	3,5
Total - Autres investissements	26,2

* Incluant les contrats de change

L'actif net est composé à 97,5 % des profils d'investissements ci-dessus et à 2,5 % des autres éléments d'actifs.

7.2 Principaux investissements détenus

Au 31 décembre 2025, les émetteurs des 25 principaux investissements détenus par CRCD sur la base de la juste valeur sont les suivants :

Émetteurs au 31 décembre 2025	% de l'actif net
Investissements à impact économique québécois – 17 émetteurs *	44,8
Fonds CC&L Q Marché neutre	3,5
Fonds CORE Fiera Immobilier	3,0
Gouvernement du Canada	2,9
Fonds DGIA Infrastructures privées mondiales	2,7
Province de l'Ontario	2,3
Province de Québec	2,2
Fiducie institutionnelle Fidelity Actions canadiennes à faible volatilité	1,5
FNB BMO d'actions canadiennes à faible volatilité	1,4

* Les 17 émetteurs représentant collectivement 44,8 % de l'actif net de CRCD sont :

9388-7628 Québec inc.
Agropur Coopérative
DC Immo 1ère S.E.C.
Desjardins Capital PME s.e.c.
Exo-s inc.
Fonds Qscale s.e.c.
Forages Technic-Eau inc.
Gestion Groupe Fournier inc.
Groupe Canmec inc.
Groupe Filgo inc.
Groupe Norbec inc.
Groupe Solotech inc.
Investissement Groupe Champlain RPA, S.E.C.
Lokia GT inc.
Phildan inc.
Premier Tech Itée
Vention inc.

Cet aperçu du portefeuille de CRCD peut être modifié en tout temps en raison des opérations effectuées par CRCD.

Le 19 février 2026

8.0 Rapport de la direction

Le 19 février 2026

Les états financiers individuels de CRCD ainsi que les renseignements financiers contenus dans ce rapport financier annuel sont la responsabilité du conseil d'administration qui délègue à la direction le soin de les préparer.

Afin de s'acquitter de sa responsabilité à l'égard de l'intégrité et de la fidélité des états financiers individuels, la direction s'est assurée que le gestionnaire a mis en place un système de contrôle interne qui donne l'assurance raisonnable que les données financières sont fiables, qu'elles constituent une base adéquate pour la préparation des états financiers individuels et que les éléments d'actifs sont convenablement préservés et comptabilisés.

Également, l'administrateur Relations avec le Mouvement Desjardins et le chef de la direction financière de CRCD ont attesté que la juste valeur de chacun des investissements à impact économique québécois a été établie selon un processus conforme à celui prévu au *Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement* et ont confirmé le caractère raisonnable de la juste valeur globale du portefeuille d'investissements à impact économique québécois.

Le conseil d'administration exerce sa responsabilité à l'égard des états financiers individuels plus particulièrement par le biais de son comité d'audit et de gestion des risques. Ce comité rencontre, en présence et en l'absence des membres de la direction, l'auditeur indépendant désigné par les actionnaires afin de revoir les états financiers individuels, discuter de l'audit et autres sujets connexes et formuler les recommandations appropriées au conseil d'administration. Il examine également le contenu du rapport de gestion afin de s'assurer que les informations qui y sont présentées complètent adéquatement celles figurant aux états financiers individuels.

Les états financiers individuels présentent l'information financière au 31 décembre 2025. Établis selon les *Normes internationales d'information financière* publiées par l'International Accounting Standards Board (Normes IFRS de comptabilité), ils ont été audités par PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.

Le conseil d'administration a approuvé ces états financiers individuels ainsi que les informations contenues dans le rapport de gestion. Les renseignements financiers présentés ailleurs dans ce rapport sont conformes aux états financiers individuels de CRCD.

(signé) Frédéric Deschênes

Chef de la direction financière

Capital régional et coopératif Desjardins

États financiers individuels

31 décembre 2025 et 2024

(en milliers de dollars canadiens)



Rapport de l'auditeur indépendant

Aux actionnaires de Capital régional et coopératif Desjardins

Notre opinion

À notre avis, les états financiers individuels ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Capital régional et coopératif Desjardins (CRCD) aux 31 décembre 2025 et 2024, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière publiées par l'International Accounting Standards Board (Normes IFRS de comptabilité).

Notre audit

Nous avons effectué l'audit des états financiers individuels de CRCD, qui comprennent :

- les bilans aux 31 décembre 2025 et 2024;
- les états du résultat global pour les exercices terminés à ces dates;
- les états des variations de l'actif net pour les exercices terminés à ces dates;
- les tableaux des flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates;
- les notes afférentes aux états financiers individuels, qui comprennent les informations significatives sur les méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Certaines informations à fournir ont été présentées ailleurs dans le rapport de gestion annuel 2025, plutôt que dans les notes afférentes aux états financiers individuels. Ces informations font l'objet d'un renvoi dans les états financiers individuels et sont indiquées comme ayant été auditées.

PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.
1250, boulevard René-Lévesque Ouest, bureau 2500
Montréal (Québec) Canada H3B 4Y1
Tél. : +1 514 205-5000, Téléc. : +1 514 876-1502
Téléc. courriel : ca_montreal_main_fax@pwc.com

« PwC » s'entend de PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l., une société à responsabilité limitée de l'Ontario.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section *Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers individuels* de notre rapport.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Indépendance

Nous sommes indépendants de CRCB conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers individuels au Canada. Nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent du rapport de gestion annuel 2025.

Notre opinion sur les états financiers individuels ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des états financiers individuels, notre responsabilité consiste à lire les autres informations désignées ci-dessus et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers individuels ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers individuels

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers individuels conformément aux Normes IFRS de comptabilité, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers individuels exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers individuels, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de CRCD à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider CRCD ou de cesser ses activités, ou si elle n'a aucune autre solution réaliste que de le faire.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de CRCD.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers individuels

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers individuels, pris dans leur ensemble, sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers individuels prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long du processus. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers individuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de CRCD;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de CRCD à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers individuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener CRCD à cesser ses activités;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers individuels, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers individuels représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance, entre autres informations, l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

/s/PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.¹

Montréal (Québec)

Le 19 février 2026

¹ CPA auditrice, permis de comptabilité publique n° A117693

Bilans

(en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions ordinaires en circulation et l'actif net par action ordinaire)	Notes	Au 31 décembre 2025 \$	Au 31 décembre 2024 \$
ACTIF			
Investissements à impact économique québécois	7	2 005 511	1 905 412
Autres investissements	8	624 246	762 751
Immobilisations incorporelles		614	1 278
Impôts sur le bénéfice	16	54 314	45 695
Comptes débiteurs	10	32 278	17 695
Encaisse	11	111 155	9 609
		2 828 118	2 742 440
PASSIF			
Autres investissements - Engagements afférents à des titres vendus à découvert	8	—	4 079
Comptes créditeurs		15 537	12 363
		15 537	16 442
ACTIF NET	13	2 812 581	2 725 998
NOMBRE D' ACTIONS ORDINAIRES EN CIRCULATION		144 577 598	146 225 674
ACTIF NET PAR ACTION ORDINAIRE		19,45	18,64

Les notes afférentes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers individuels.

Au nom du conseil d'administration de Capital régional et coopératif Desjardins,

(signé) Jean-Guy Senécal, FCPA, administrateur

(signé) Vanessa Guimond, CPA auditrice, D.Fisc., administratrice

États du résultat global

Pour les exercices terminés les 31 décembre

(en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation et le bénéfice net par action ordinaire)

	Notes	2025 \$	2024 \$
PRODUITS			
Intérêts	7 et 8	48 055	57 208
Dividendes et distributions		73 533	34 562
Frais d'administration		280	309
		121 868	92 079
GAINS SUR INVESTISSEMENTS			
Réalisés		26 090	5 942
Non réalisés		22 130	113 309
		48 220	119 251
Frais financiers	12	(207)	(4)
TOTAL DES PRODUITS NETS ET DES GAINS SUR INVESTISSEMENTS		169 881	211 326
CHARGES OPÉRATIONNELLES			
Frais de gestion		28 393	30 897
Autres frais d'exploitation	15	11 069	11 203
Services aux actionnaires	15	11 556	10 692
		51 018	52 792
BÉNÉFICE AVANT IMPÔTS		118 863	158 534
Impôts sur le bénéfice	16	2 314	4 992
BÉNÉFICE NET DE L'EXERCICE		116 549	153 542
NOMBRE MOYEN PONDÉRÉ D' ACTIONS ORDINAIRES		143 824 761	144 474 623
BÉNÉFICE NET PAR ACTION ORDINAIRE		0,81	1,06

Les notes afférentes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers individuels.

États des variations de l'actif net

Pour les exercices terminés les 31 décembre

	Capital-actions (note 13)						Bénéfices non répartis	Actif net
	Actions « Émission » ⁽¹⁾		Actions « Échange » ⁽¹⁾		Total			
(en milliers de dollars canadiens)	Nombre	\$	Nombre	\$	Nombre	\$	\$	\$
SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2024	120 901 227	1 630 421	25 324 447	393 775	146 225 674	2 024 196	701 802	2 725 998
Bénéfice net de l'exercice	—	—	—	—	—	—	116 549	116 549
Opérations sur le capital-actions								
Émission d'actions ordinaires	7 017 034	130 934	—	—	7 017 034	130 934	—	130 934
Rachat d'actions ordinaires ⁽²⁾	(8 546 568)	(103 036)	(118 542)	(1 824)	(8 665 110)	(104 860)	(56 040)	(160 900)
SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2025	119 371 693	1 658 319	25 205 905	391 951	144 577 598	2 050 270	762 311	2 812 581
SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2023	120 488 709	1 583 597	25 444 048	395 613	145 932 757	1 979 210	587 408	2 566 618
Bénéfice net de l'exercice	—	—	—	—	—	—	153 542	153 542
Opérations sur le capital-actions								
Émission d'actions ordinaires	6 933 919	123 424	—	—	6 933 919	123 424	—	123 424
Rachat d'actions ordinaires ⁽²⁾	(6 521 401)	(76 600)	(119 601)	(1 838)	(6 641 002)	(78 438)	(39 148)	(117 586)
SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2024	120 901 227	1 630 421	25 324 447	393 775	146 225 674	2 024 196	701 802	2 725 998

⁽¹⁾ Les actions « Émission » désignent les actions ordinaires de catégorie A « Émission » émises jusqu'au 28 février 2025 et les actions ordinaires de catégorie C « Émission » émises depuis le 1er mars 2025, alors que les actions « Échange » désignent les actions ordinaires de catégorie B « Échange »; collectivement appelées actions ordinaires.

⁽²⁾ Ces données ne tiennent pas compte des demandes de rachat effectuées dans les 30 jours suivant la date de souscription.

Les notes afférentes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers individuels.

Tableaux des flux de trésorerie

Pour les exercices terminés les 31 décembre

(en milliers de dollars canadiens)	Notes	2025 \$	2024 \$
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES			
Bénéfice net de l'exercice		116 549	153 542
Ajustements sans effet sur la trésorerie			
Gains sur investissements		(48 220)	(119 251)
Amortissement des primes et des escomptes sur les autres investissements		(2 184)	(2 591)
Amortissement des immobilisations incorporelles		664	1 500
Impôts différés		(474)	(742)
Intérêts capitalisés et autres éléments hors caisse		(33 219)	(12 275)
Variation des actifs et des passifs opérationnels			
Impôts sur le bénéfice		(8 145)	(14 130)
Comptes débiteurs		(5 955)	4 526
Comptes créditeurs		3 174	2 192
Acquisition d'investissements à impact économique québécois		(290 812)	(113 889)
Produit de la cession d'investissements à impact économique québécois		266 386	180 361
Acquisition d'autres investissements		(259 829)	(623 241)
Produit de la cession d'autres investissements		359 441	519 775
		97 376	(24 223)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT			
Acquisition d'immobilisations incorporelles		—	(62)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT			
Émission d'actions ordinaires		130 934	123 424
Rachat d'actions ordinaires		(160 900)	(117 586)
		(29 966)	5 838
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au cours de l'exercice		67 410	(18 447)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice		43 745	62 192
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN DE L'EXERCICE	12	111 155	43 745
Autres renseignements sur les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles			
Intérêts reçus		57 654	41 829
Dividendes et distributions reçus		44 106	26 328
Impôts sur les bénéfices payés		(10 845)	(19 835)

Les notes afférentes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers individuels.

Notes afférentes aux états financiers individuels

Note 1 – Loi constitutive, administration et investissements

Loi constitutive

Capital régional et coopératif Desjardins (CRCD) est constitué par une loi sanctionnée par l'Assemblée nationale du Québec (R.L.R.Q. c. C-6.1) (la Loi) et est réputé avoir été constitué par dépôt de statuts le 1^{er} juillet 2001. CRCD a commencé ses activités le 5 novembre 2001 et est une personne morale à fonds social. CRCD a comme place d'affaires le 2, complexe Desjardins, tour Est, bureau 1717, Montréal (Québec), Canada, et son siège social est situé au 100, rue des Commandeurs, Lévis (Québec), Canada.

Administration

Les activités de CRCD sont administrées par un conseil d'administration composé de 13 membres :

- six personnes nommées par la présidence de la Fédération des caisses Desjardins du Québec;
- trois personnes élues par l'assemblée générale des actionnaires;
- trois personnes nommées par les neuf membres nommés précédemment, dont une personne que ces membres jugent représentative des coopératives admissibles et une autre des autres entités admissibles décrites dans la Loi; et
- un administrateur Relations avec le Mouvement Desjardins nommé par les douze administrateurs.

Investissements

CRCD peut faire des investissements avec ou sans garantie ou cautionnement, principalement dans des entités québécoises admissibles. Les entités québécoises admissibles comprennent une coopérative admissible et une société ou une personne morale, autre qu'une coopérative admissible ou une société ou une personne morale dont l'ensemble des activités consiste principalement à faire des investissements, qui, d'une part, exploite activement une entreprise au Québec et qui, d'autre part, est de propriété québécoise ou a un centre de décision principal qui est exploité au Québec. L'investissement est généralement prévu pour une durée de cinq à sept ans.

CRCD peut investir jusqu'à 5 % de son actif (tel qu'il est établi sur la base de la dernière évaluation d'experts-comptables) dans une même entreprise ou coopérative admissible. Ce pourcentage peut être porté jusqu'à 10 % pour permettre à CRCD d'acquérir des titres d'une entité faisant des affaires au Québec, mais qui n'est pas une entité admissible. Dans un tel cas, CRCD ne peut, directement ou indirectement, acquérir ni détenir des actions représentant plus de 30 % des droits de vote pouvant être exercés en toutes circonstances.

Les investissements admissibles de CRCD, selon la définition de la Loi, doivent représenter, en moyenne, au moins 65 % de l'actif net moyen de CRCD pour l'année précédente. De plus, une partie représentant au moins 50 % de ce pourcentage doit être investie dans des entités situées dans les régions du Québec situées à l'extérieur de la Communauté métropolitaine de Montréal et de la Communauté métropolitaine de Québec ou dans des coopératives admissibles, selon la définition de la Loi.

Advenant le non-respect de l'une ou l'autre de ces règles au terme d'un exercice, une réduction de l'émission de capital autorisée pour la période de capitalisation suivant la fin de l'exercice financier serait imposée. Aux 31 décembre 2025 et 2024, les cibles ont été atteintes.

Évolution vers un modèle d'investissement indirect

À compter du 1^{er} janvier 2026, CRCD réalisera l'ensemble de ses investissements à impact économique québécois exclusivement de manière indirecte, en investissant dans des fonds partenaires privés gérés par Desjardins Capital. Des informations supplémentaires sont présentes à la note 18, Événement postérieur à la date du bilan.

Note 2 – Mode de présentation

Déclaration de conformité

CRCD a établi les présents états financiers individuels (les états financiers) conformément aux Normes internationales d'information financière publiées par l'International Accounting Standards Board (Normes IFRS de comptabilité). Ces états financiers ont été approuvés par le conseil d'administration le 19 février 2026.

Base d'évaluation

Ces états financiers ont été préparés sur la base de la juste valeur, sauf en ce qui concerne l'encaisse, les comptes débiteurs, les comptes créditeurs, les immobilisations incorporelles ainsi que les impôts, qui sont évalués au coût amorti et au coût.

Entité d'investissement

CRCD compte plusieurs actionnaires qui ne lui sont pas liés et détient plusieurs investissements directement et indirectement dans des fonds sous-jacents. Les participations dans CRCD sont sous forme d'actions rachetables, sujettes à certaines conditions, qui sont présentées dans l'actif net, conformément à l'exemption visant les titres d'instruments remboursables au gré de l'actionnaire selon la Norme comptable internationale IAS 32, *Instruments financiers : Présentation*.

CRCD a conclu qu'il constitue une entité d'investissement selon l'IFRS 10, *États financiers consolidés*, car il obtient des fonds de plusieurs actionnaires, prend l'engagement auprès de ceux-ci de gérer les fonds dans le but d'apporter du rendement sur le capital, et mesure et évalue la performance de ses investissements sur une base de juste valeur. Conséquemment, CRCD ne prépare pas d'états financiers consolidés et les investissements dans les filiales et les entités associées présentés dans les investissements à impact économique québécois sont comptabilisés à la juste valeur.

Monnaie de présentation et monnaie fonctionnelle

Ces états financiers sont exprimés en dollars canadiens, cette monnaie étant également la monnaie fonctionnelle de CRCD. Les chiffres présentés dans les tableaux des notes afférentes sont en milliers de dollars, sauf indication contraire. Le symbole M\$ est utilisé pour désigner les millions de dollars.

Note 3 – Méthodes comptables significatives

a) Instruments financiers

CRCD comptabilise les instruments financiers à la juste valeur lors de leur comptabilisation initiale. Les achats ou les ventes d'actifs financiers sont comptabilisés à la date de transaction.

Classement et évaluation

Les actifs financiers sont classés en fonction des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels ainsi que du modèle économique en vertu duquel ils sont détenus.

Caractéristiques des flux de trésorerie contractuels

Pour que le critère lié aux caractéristiques des flux de trésorerie soit respecté aux fins du classement d'un actif financier, il faut que les flux de trésorerie liés à cet actif correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts sur le principal restant dû. Le principal correspond généralement à la juste valeur de l'actif financier lors de sa comptabilisation initiale. L'intérêt consiste principalement en une contrepartie pour la valeur temps de l'argent et le risque de crédit associés au principal restant dû sur une période donnée.

Modèles économiques

Les modèles économiques que suit CRCD sont déterminés d'une manière qui reflète la façon dont les groupes d'actifs financiers sont gérés en vue d'atteindre un objectif économique donné. Les modèles économiques représentent la manière dont CRCD gère ses actifs financiers afin de produire des flux de trésorerie, c'est-à-dire qu'ils reflètent si les flux de trésorerie découleront de la perception des flux de trésorerie contractuels, de la vente des actifs financiers ou des deux. Les modèles économiques établis par CRCD se définissent comme suit :

- Détenus pour percevoir les flux de trésorerie contractuels : L'objectif de détention des actifs financiers est la perception des flux de trésorerie contractuels;
- Détenus pour percevoir les flux de trésorerie contractuels et vendre : L'objectif est atteint à la fois par la perception de flux de trésorerie contractuels et par la vente des actifs financiers; et
- Autres modèles économiques : L'objectif ne cadre avec aucun des modèles économiques susmentionnés.

Le classement et l'évaluation des actifs et passifs financiers de CRCD se résument comme suit :

- Les investissements à impact économique québécois, les autres investissements et les montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois sont classés à la juste valeur par le biais du résultat net puisque leur détention s'inscrit dans un modèle économique dont l'objectif est de gérer et d'évaluer la performance des investissements sur une base de la juste valeur.
- L'encaisse, les comptes débiteurs et les comptes à recevoir sur les cessions d'autres investissements sont évalués au coût amorti, qui se rapproche de leur juste valeur, puisque leur détention s'inscrit dans un modèle économique dont l'objectif est de percevoir les flux de trésorerie contractuels et qu'ils répondent aux critères du test des caractéristiques des flux contractuels correspondant uniquement à des remboursements de capital et d'intérêt.
- Les comptes créditeurs et les comptes à payer sur les acquisitions d'autres investissements sont classés et évalués au coût amorti, qui se rapproche de leur juste valeur tandis que les engagements afférents aux titres vendus à découvert sont désignés à la juste valeur par le biais du résultat net. Les passifs financiers sont décomptabilisés à l'extinction de l'obligation, soit à la date où l'obligation précisée au contrat est éteinte, annulée ou expirée.

Note 3 – Méthodes comptables significatives (suite)

b) Évaluation de la juste valeur

La juste valeur s'entend du prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation.

Juste valeur des actifs et des passifs négociés sur des marchés

La juste valeur des actifs et des passifs négociés sur des marchés considérés comme actifs est basée sur le prix coté situé entre le cours acheteur et le cours vendeur qui reflète le mieux la juste valeur selon les circonstances. Dans certains cas, si le marché n'est pas considéré comme actif, le dernier prix coté situé entre le cours vendeur et le cours acheteur peut être ajusté pour refléter adéquatement la juste valeur.

Juste valeur des actifs et des passifs qui ne sont pas négociés sur des marchés

Lorsque des actifs et des passifs ne sont pas négociés sur des marchés, la juste valeur est déterminée à partir de techniques d'évaluation choisies selon certains critères déterminés et en fonction des conditions qui prévalent sur les marchés à chaque date de présentation de l'information financière. Les principaux instruments financiers qui ne sont pas négociés sur des marchés sont inclus dans les investissements à impact économique québécois. Les techniques utilisées se basent sur des principes d'évaluation comportant des lignes directrices généralement utilisées dans l'industrie par les professionnels en évaluation d'entreprise. Ces principes d'évaluation sont approuvés par le conseil d'administration de CRCD. La méthode d'évaluation employée pour un instrument financier donné est généralement la même d'une période à l'autre, sauf dans les cas où un changement aboutit à des estimations plus précises de la juste valeur. Comme le contexte propre à chaque entité sous-jacente à ces instruments financiers est en constante évolution, des changements de techniques d'évaluation se produisent à chaque période de présentation de l'information financière.

Prêts et avances, actions non participantes

La juste valeur des prêts et avances ainsi que des actions non participantes est déterminée par l'actualisation des flux monétaires contractuels qui devraient être perçus par CRCD en utilisant un taux d'actualisation qui reflète le rendement qu'il exigerait compte tenu du risque de crédit de l'entité.

Actions participantes

La principale technique utilisée pour déterminer la juste valeur des actions participantes est celle de la capitalisation des flux monétaires. Les deux principales variables utilisées dans cette technique sont le flux monétaire caractéristique et le taux de capitalisation. Pour déterminer le flux monétaire caractéristique, une estimation des flux monétaires récurrents est effectuée à partir des résultats historiques de l'entité et/ou de ses prévisions financières. Par la suite, un facteur de pondération est appliqué à chacun des flux retenus afin de refléter sa probabilité de réalisation. Le taux de capitalisation utilisé pour capitaliser le flux caractéristique ainsi obtenu reflète la façon selon laquelle l'entité pourrait financer ses opérations et les risques afférents à la réalisation de ce flux caractéristique.

Lorsque le prix d'une transaction récente négocié entre des parties non liées dans des conditions normales de concurrence est disponible, cette technique d'évaluation est retenue. Il peut être aussi approprié d'utiliser une technique basée sur une offre d'achat reçue d'un tiers lorsque celle-ci est jugée sérieuse et crédible. Un jugement est nécessaire afin de déterminer si la juste valeur de cette transaction récente ou de l'offre d'achat représente la meilleure indication de la juste valeur à la date d'évaluation. La période pendant laquelle il est jugé approprié de faire référence à une transaction passée ou à une offre d'achat dépend des circonstances propres à chaque investissement.

Une autre technique d'évaluation utilisée est celle de l'actif net redressé qui consiste à réévaluer l'ensemble des actifs et des passifs qui se trouvent au bilan de l'entité ou du fonds à leur juste valeur à la date de l'évaluation. Les principaux redressements effectués sont ceux liés à la juste valeur des actifs et des passifs, aux nouvelles informations disponibles et aux événements importants survenus entre la date du bilan de l'entité ou du fonds et la date d'évaluation.

Note 3 – Méthodes comptables significatives (suite)

b) Évaluation de la juste valeur (suite)

Fonds d'investissement

Les participations en fonds d'investissement, dont les fonds partenaires, sont évalués selon la technique d'évaluation de l'actif net redressé selon les derniers états financiers audités, ajustée pour tenir compte des éléments survenus entre la date des états financiers et la date d'évaluation.

Fonds d'actions canadiennes, fonds immobiliers, fonds d'infrastructures et fonds de stratégies d'actions neutres au marché

Les participations en fonds d'actions canadiennes, fonds immobiliers, fonds d'infrastructures et fonds de stratégies d'actions neutres au marché sont inscrites à leur juste valeur. La juste valeur représente l'actif net par part, tel qu'elle est établie par les fonds en date du bilan.

Garanties et cautionnements

Lorsqu'il est probable qu'un montant devra être déboursé par CRCD relativement à une garantie ou un cautionnement qu'il a accordé, une provision pour perte de crédit attendue équivalente à l'estimation du montant à assumer sera comptabilisée à titre de passif.

Billet

Le billet à recevoir est lié à un investissement à impact économique québécois et est comptabilisé à la juste valeur, qui correspond à la somme que CRCD aurait à recevoir en vertu de l'entente contractuelle sous-jacente à ce billet à la date de présentation de l'information financière.

Engagements afférents à des titres vendus à découvert

Les titres vendus à découvert représentant l'obligation pour CRCD de livrer des titres qu'il ne possédait pas au moment de la vente, sont comptabilisés à leur juste valeur à titre de passifs. Les gains et les pertes réalisés et non réalisés sur ces titres sont comptabilisés à titre de gains (pertes) sur investissements à l'état du résultat global.

Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois

La juste valeur des montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois est déterminée selon la méthode d'actualisation des flux monétaires contractuels et prend notamment en considération le risque de crédit du débiteur. Généralement, l'estimation des montants à recevoir et du moment de leur recouvrement dépend d'événements futurs ou de la réalisation de certaines conditions.

Note 3 – Méthodes comptables significatives (suite)

c) Capital-actions

Les actions ordinaires de CRCD sont rachetables au gré de l'actionnaire, soumises à certaines conditions, et constituent donc des passifs financiers. Elles sont toutefois présentées dans l'actif net, car elles possèdent toutes les caractéristiques suivantes :

- Elles accordent à l'actionnaire le droit à une quote-part de l'actif net de CRCD en cas de liquidation de celui-ci;
- Elles appartiennent à une catégorie qui est subordonnée à toutes les autres catégories d'instruments de CRCD;
- Elles possèdent des caractéristiques identiques à tous les autres instruments de cette catégorie;
- À l'exception de l'obligation contractuelle pour CRCD de racheter ou de rembourser l'instrument en trésorerie ou à partir d'un autre actif financier, elles n'incluent pas l'obligation contractuelle de remettre de la trésorerie ou un autre actif financier à une autre entité, ni d'échanger des actifs financiers ou des passifs financiers avec une autre entité dans des conditions potentiellement défavorables à CRCD; il ne s'agit pas non plus d'un contrat qui sera ou qui peut être réglé en actions de CRCD; et
- Le total des flux de trésorerie attendus attribuables aux actions, sur leur durée de vie, est basé essentiellement sur le résultat net, la variation de l'actif net comptabilisé ou la variation de la juste valeur de l'actif net comptabilisé et non comptabilisé de CRCD sur la durée de vie des actions (à l'exclusion de l'effet des actions).

d) Constatation des produits

Intérêts

Pour les investissements à impact économique québécois, les intérêts sont comptabilisés au taux contractuel lorsque leur encaissement est raisonnablement assuré. Pour les autres investissements, les intérêts sont comptabilisés selon la méthode du taux d'intérêt effectif. L'amortissement des primes et des escomptes selon cette méthode est enregistré aux états du résultat global, sous la rubrique « Intérêts ».

Dividendes et distributions

Les dividendes sont comptabilisés à la date d'inscription aux registres des actionnaires et lorsqu'ils sont déclarés par les sociétés émettrices des actions ou encaissés.

Les distributions sont comptabilisées lorsqu'elles sont déclarées par les fonds du portefeuille des autres investissements.

Gains et pertes

Les gains et les pertes réalisés sur les investissements sont comptabilisés au moment de la vente et correspondent à l'écart entre le produit de la cession et le coût. Les variations de la juste valeur des montants à recevoir sur les cessions d'investissements sont considérées comme un ajustement du produit de cession et sont donc comptabilisées comme gains et pertes réalisés. Les gains et les pertes réalisés sur un passif financier sont comptabilisés lorsque celui-ci est payé et correspondent à l'écart entre le montant payé par CRCD en règlement du passif financier et la valeur initiale. Ces gains et ces pertes ne prennent pas en compte les gains et les pertes non réalisés des exercices précédents, lesquels sont renversés et pris en compte dans les gains et les pertes non réalisés de l'exercice en cours.

e) Contrats de change

Dans le cadre de ses activités d'investissements, CRCD a recours à des contrats de change qui visent la couverture systématique du risque de devises relatif aux actifs évalués en devises, à moins que celui-ci ne fasse partie du rendement attendu à long terme de certaines catégories d'actifs. CRCD a choisi de ne pas appliquer la comptabilité de couverture.

Note 3 – Méthodes comptables significatives (suite)

f) Impôts

La charge d'impôts sur le bénéfice comprend la charge d'impôts exigibles et la charge d'impôts différés. Les impôts sur le bénéfice sont comptabilisés à l'état du résultat global.

L'impôt exigible est le montant de l'impôt sur le bénéfice payable au titre du bénéfice imposable de la période, calculé selon les taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés à la clôture de la période de présentation de l'information financière et tout ajustement de l'impôt à payer à l'égard des périodes antérieures.

L'impôt différé est comptabilisé au titre des différences temporelles survenant entre les bases fiscales des actifs et des passifs et leurs valeurs comptables dans les états financiers, sauf ceux liés aux gains latents décrits au paragraphe suivant. L'impôt différé est calculé sur une base non actualisée au moyen des taux d'impôt et des réglementations fiscales qui ont été adoptées ou quasi adoptées à la date de clôture et dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle l'actif d'impôt différé sera réalisé ou le passif d'impôt différé sera réglé. Un actif d'impôt différé est comptabilisé seulement dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable futur, auquel les différences temporelles pourront être imputées, sera disponible.

CRCD est assujetti à l'impôt fédéral et à l'impôt provincial sur son bénéfice. Il est également assujetti aux règles d'impôts applicables aux sociétés de placement à capital variable. Aux fins de l'impôt fédéral, CRCD peut, entre autres, obtenir le remboursement de son impôt payé sur ses gains en capital en procédant au rachat de ses actions. Ce remboursement attendu d'impôts est constaté à titre d'actif au bilan. CRCD se considère, en substance, comme exempté des impôts fédéraux sur le bénéfice liés aux gains (pertes) en capital aux fins de l'application des IFRS et, par conséquent, ne constate aucun impôt différé relié aux gains (pertes) latents sur les investissements et aux recouvrements latents découlant des mécanismes fiscaux liés à l'impôt en main remboursable au titre des gains en capital. Aux fins de l'impôt provincial, les gains (pertes) en capital réalisés ne sont pas imposables (déductibles).

Note 4 – Jugements significatifs, estimations et hypothèses

La préparation des états financiers conformément aux normes IFRS de comptabilité exige que CRCD exerce des jugements et ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés de certains actifs, passifs, produits et charges ainsi que sur l'information connexe. Des modifications apportées aux hypothèses peuvent avoir une incidence importante sur les états financiers de la période au cours de laquelle ces hypothèses ont été modifiées. CRCD estime que les hypothèses utilisées sont appropriées et que ses états financiers présentent, par conséquent, une image fidèle de sa situation financière et de ses résultats.

La principale méthode comptable qui a nécessité que CRCD porte des jugements subjectifs ou complexes, souvent sur des questions de nature incertaine, concerne l'évaluation de la juste valeur des actifs et des passifs qui ne sont pas négociés sur des marchés.

Un jugement important est posé sur les hypothèses utilisées dans les techniques d'évaluation. Bien que, dans la mesure du possible, ces techniques fassent appel à des données observables, la juste valeur est également établie au moyen de données et d'estimations internes (données non observables) qui tiennent compte des caractéristiques propres à l'instrument financier ainsi que de tout facteur pertinent pour l'évaluation. L'utilisation de données non observables requiert le recours au jugement de la part de CRCD afin que celles-ci reflètent les hypothèses que les intervenants du marché utiliseraient pour fixer la juste valeur à partir de la meilleure information disponible au 31 décembre dans les circonstances. CRCD considère comme des données observables les données de marché qui sont faciles à obtenir, diffusées et mises à jour périodiquement, fiables et vérifiables, non exclusives et fournies par des sources indépendantes qui sont des intervenants actifs sur le marché en question.

Depuis l'annonce en février 2025 de tarifs douaniers sur les produits canadiens, le contexte économique est impacté par l'incertitude entourant l'évolution des relations commerciales avec les États-Unis. À la lumière de l'évolution de ce contexte encore incertain, les jugements, estimations et hypothèses qui seront retenus pour les prochaines périodes pourraient donc différer de ceux qui ont été retenus pour la préparation des états financiers du 31 décembre 2025. Ainsi, la juste valeur reflète les conditions du marché au 31 décembre 2025 et, selon l'évolution des relations commerciales, peut être différentes des justes valeurs futures.

Conformément aux exigences contenues dans le *Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement* mis en place par l'Autorité des marchés financiers (AMF), CRCD a mis en œuvre divers contrôles et procédures afin de s'assurer que l'évaluation des instruments financiers est appropriée et fiable. Les évaluations sont préparées par une équipe d'évaluateurs qualifiés qui s'appuient sur un processus structuré comportant plusieurs étapes de validation et de révision. Un comité d'évaluation de portefeuilles (CEP), formé majoritairement de membres qui sont des évaluateurs qualifiés indépendants, passe en revue semestriellement toute l'information pertinente concernant les évaluations du portefeuille d'investissements à impact économique québécois, afin de fournir une assurance raisonnable que le processus d'évaluation respecte les exigences réglementaires. De plus, un comité d'audit et de gestion des risques surveille le risque de non-conformité aux règles d'évaluation de portefeuille. En cas de non-conformité, le CEP en serait informé.

Note 5 – Modifications comptables futures

L'IASB a publié en avril 2024 l'IFRS 18, *Présentation et informations à fournir dans les états financiers* qui remplacera l'actuelle norme IAS 1, *Présentation des états financiers*.

L'IFRS 18 introduit trois nouveaux éléments qui visent à améliorer la présentation des informations fournies dans les états financiers. L'IFRS 18 introduit trois nouvelles catégories de produits et de charges (exploitation, investissement et financement) afin d'améliorer la comparabilité de l'état des résultats entre les sociétés. L'IFRS 18 a pour objectif d'améliorer la transparence des indicateurs de performance définis par la direction. L'IFRS 18 fournit des indications sur la manière de présenter les informations se retrouvant dans les états financiers.

Les dispositions de la nouvelle norme IFRS 18 s'appliqueront de manière rétrospective aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2027. CRCD évalue actuellement l'incidence de l'adoption de cette norme sur ses états financiers.

Il n'y a aucune autre norme comptable publiée par l'IASB qui n'est pas encore en vigueur au 31 décembre 2025 et qui pourrait avoir une incidence significative sur les états financiers de CRCD.

Note 6 – Risques associés aux instruments financiers

Les risques associés aux instruments financiers ayant une incidence sur la situation financière de CRCD sont discutés en détail dans les sections « Risque de marché », « Risque de crédit et de contrepartie », « Risque de concentration » et « Risque de liquidité » du rapport de gestion de CRCD, qui font partie intégrante des états financiers audités.

Note 7 – Investissements à impact économique québécois

Le Relevé du coût des investissements à impact économique québécois peut être obtenu sur demande en écrivant à la place d'affaires de CRCQ ou en consultant son site Internet, à l'adresse www.capitalregional.com et sur SEDAR+ à l'adresse www.sedarplus.com. Ce relevé ne fait pas partie intégrante des états financiers.

	Au 31 décembre 2025		
	Coût \$	Gain (perte) non réalisé \$	Juste valeur \$
Non garantis			
Actions ordinaires	564 625	249 353	813 978
Actions privilégiées	291 364	(15 321)	276 043
Parts de fonds	438 662	125 081	563 743
Prêts et avances	392 339	(52 132)	340 207
Billet	397	1 508	1 905
Garantis			
Prêts et avances	13 864	(4 229)	9 635
Total	1 701 251	304 260	2 005 511

	Au 31 décembre 2024		
	Coût \$	Gain (perte) non réalisé \$	Juste valeur \$
Non garantis			
Actions ordinaires	546 065	171 717	717 782
Actions privilégiées	322 048	65 388	387 436
Parts de fonds	294 949	109 087	404 036
Prêts et avances	442 631	(59 394)	383 237
Billet	631	1 176	1 807
Garantis			
Prêts et avances	16 508	(5 394)	11 114
Total	1 622 832	282 580	1 905 412

Les investissements à impact économique québécois incluent des investissements évalués en dollars américains pour une juste valeur en dollars canadiens de 100,6 M\$ (89,5 M\$ au 31 décembre 2024) et des investissements évalués en euros pour une juste valeur en dollars canadiens de 25,4 M\$ (29,1 M\$ au 31 décembre 2024).

Les ententes relatives aux investissements à impact économique québécois peuvent comporter des clauses prévoyant des options de conversion et de rachat.

Les prêts et avances portent intérêt au taux moyen pondéré de 8,8 % (8,5 % au 31 décembre 2024). Pour la majorité des prêts et avances portant intérêt, le taux d'intérêt est fixe. Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2025, les produits d'intérêts comptabilisés selon le taux contractuel sont de 36,3 M\$ (42,8 M\$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024). La variation de la juste valeur des prêts et avances est principalement imputable à la variation du risque de crédit et, dans une moindre mesure, à l'évolution des taux exigés sur ces types de produits.

Les prêts et avances ont une durée moyenne résiduelle de 3,5 années (4,0 années au 31 décembre 2024), et la juste valeur de ces prêts et avances échéant dans moins d'un an est de 36,4 M\$ (16,9 M\$ au 31 décembre 2024).

Note 7 – Investissements à impact économique québécois (suite)

Répartition des investissements et des engagements par secteur d'activité

La répartition des investissements et des engagements par secteur d'activité s'établit comme suit :

Secteur d'activité	Au 31 décembre 2025				
	Manufacturier \$	Services \$	Innovations technologiques \$	Fonds \$	Total \$
Investissements, au coût	466 504	586 167	209 521	439 059	1 701 251
Gain (perte) non réalisé	158 100	46 605	(27 034)	126 589	304 260
Juste valeur	624 604	632 772	182 487	565 648	2 005 511
Fonds engagés mais non déboursés ⁽¹⁾	2 512	19 608	8 592	154 066	184 778
Cautionnements ^{(1) (2)}	—	7 044	—	—	7 044
Total	627 116	659 424	191 079	719 714	2 197 333

Secteur d'activité	Au 31 décembre 2024				
	Manufacturier \$	Services \$	Innovations technologiques \$	Fonds \$	Total \$
Investissements, au coût	575 260	575 555	176 437	295 580	1 622 832
Gain (perte) non réalisé	152 883	40 032	(20 598)	110 263	282 580
Juste valeur	728 143	615 587	155 839	405 843	1 905 412
Fonds engagés mais non déboursés ⁽¹⁾	5 096	8 605	11 818	280 052	305 571
Cautionnement ^{(1) (2)}	—	6 233	—	—	6 233
Total	733 239	630 425	167 657	685 895	2 217 216

⁽¹⁾ Les fonds engagés, mais non déboursés, ainsi que les cautionnements n'apparaissent pas au bilan.

⁽²⁾ En vertu de l'article 22 de sa loi constitutive, lorsque CRCD fait un investissement sous la forme d'une garantie ou d'un cautionnement, il doit établir et maintenir pour la durée d'un tel investissement une réserve équivalente à au moins 50 % de sa valeur. Cette réserve est constituée à même les Autres investissements.

Cautionnements

Au 31 décembre 2025, CRCD a consenti des cautionnements d'un montant total de 7,0 M\$, dans le cadre de cautions adossées à des prêts octroyés à des entreprises dans lesquelles CRCD a investi (6,2 M\$ au 31 décembre 2024). Ces cautionnements ne peuvent être invoqués que dans le cas où une entreprise ne respecterait pas ses obligations contractuelles. Au 31 décembre 2025, la durée de ces cautions au moment de leur octroi variait de trois à cinq ans (cinq ans au 31 décembre 2024).

Aux 31 décembre 2025 et 2024, aucun montant n'a été comptabilisé au passif à titre de provision pour perte de crédit attendue découlant de ces cautionnements consentis.

Note 7 – Investissements à impact économique québécois (suite)

Fonds engagés, mais non déboursés

Les fonds engagés, mais non déboursés, représentent les investissements qui ont déjà été convenus et pour lesquels des montants ont été engagés par CRCD, mais non encore déboursés à la date de présentation de l'information financière. Les débours futurs sont assujettis au respect de certaines conditions. En supposant que les conditions seront respectées, l'échéancier estimé des paiements exigibles au cours des prochains exercices terminés les 31 décembre est le suivant :

2026 \$	2027 \$	2028 \$	2029 \$	2030 et après \$	Total \$
127 356	22 657	24 504	1 885	8 376	184 778

Investissements dans les filiales et les entités associées

À la suite des analyses quantitatives et qualitatives effectuées, CRCD a déterminé qu'il détient le contrôle (filiales) ou qu'il exerce une influence notable (entités associées) sur le nombre d'entités suivant :

	Au 31 décembre 2025		Au 31 décembre 2024	
	Nombre	Juste valeur \$	Nombre	Juste valeur \$
Filiales				
Entreprises partenaires	6	208 028	6	245 086
Entités associées				
Entreprises partenaires	56	764 594	54	665 967
Fonds	9	515 395	9	367 019

L'établissement principal de ces entités est au Québec et le pays de constitution est le Canada.

Les participations dans le capital-actions des entreprises partenaires sont constituées d'actions ordinaires et d'actions privilégiées. Le pourcentage des titres de participation détenus par CRCD dans chacune de ces entreprises partenaires est de 50 % et plus pour les filiales et se situe entre 2 % et 50 % au 31 décembre 2025 (entre 1 % et 45 % au 31 décembre 2024) pour les entités associées. Au 31 décembre 2025, les droits de vote sont équivalents à la proportion des intérêts détenus à l'exception de deux filiales et 16 entités associées (deux filiales et 15 entités associées au 31 décembre 2024).

Aux 31 décembre 2025 et 2024, les participations dans les fonds sont constituées de parts, et le pourcentage de détention varie entre 13 % et 95 %.

Note 8 – Autres investissements

Le Relevé des autres investissements peut être obtenu sur demande en écrivant à la place d'affaires de CRCD ou en consultant son site Internet à l'adresse www.capitalregional.com et sur SEDAR+ à l'adresse www.sedarplus.com. Ce relevé ne fait pas partie intégrante des états financiers.

	Au 31 décembre 2025		
	Coût \$	Gain (perte) non réalisé \$	Juste valeur \$
Actifs - Autres investissements			
Obligations			
Fédérales ou garanties	102 928	(6 328)	96 600
Provinciales, municipales ou garanties	183 420	(13 215)	170 205
	286 348	(19 543)	266 805
Contrats de change ⁽²⁾	—	(334)	(334)
Fonds d'actions canadiennes	56 587	24 214	80 801
Fonds immobiliers	95 802	5 850	101 652
Fonds d'infrastructures	60 000	16 763	76 763
Fonds de stratégies d'actions neutres au marché	101 510	(2 951)	98 559
Total	600 247	23 999	624 246

	Au 31 décembre 2024		
	Coût \$	Gain (perte) non réalisé \$	Juste valeur \$
Actifs - Autres investissements			
Obligations			
Fédérales ou garanties	119 604	(2 970)	116 634
Provinciales, municipales ou garanties	183 185	(3 973)	179 212
Institutions financières	56 289	49	56 338
	359 078	(6 894)	352 184
Instruments de marché monétaire ⁽¹⁾	74 131	—	74 131
Contrats de change ⁽²⁾	—	449	449
Fonds d'actions canadiennes	48 691	15 469	64 160
Fonds immobiliers	106 122	5 210	111 332
Fonds d'infrastructures	60 000	10 542	70 542
Fonds de stratégies d'actions neutres au marché	87 222	(1 323)	85 899
Actions cotées	3 982	72	4 054
Total	739 226	23 525	762 751
Passifs - Autres investissements			
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	(4 103)	24	(4 079)
Total	(4 103)	24	(4 079)

Note 8 – Autres investissements (suite)

Répartition des obligations par échéance

	Au 31 décembre 2025			
	Moins de 1 an \$	De 1 an à 5 ans \$	Plus de 5 ans \$	Total \$
Coût	—	10 824	275 524	286 348
Valeur nominale	—	12 225	338 188	350 413
Juste valeur	—	10 875	255 930	266 805
Taux moyen nominal ⁽³⁾	— %	0,56 %	2,59 %	2,52 %
Taux moyen effectif	— %	3,09 %	3,84 %	3,81 %

	Au 31 décembre 2024			
	Moins de 1 an \$	De 1 an à 5 ans \$	Plus de 5 ans \$	Total \$
Coût	59 026	3 230	296 822	359 078
Valeur nominale	59 150	3 275	364 616	427 041
Juste valeur	59 077	3 246	289 861	352 184
Taux moyen nominal ⁽³⁾	3,00 %	2,70 %	2,38 %	2,47 %
Taux moyen effectif	3,83 %	3,10 %	3,72 %	3,73 %

⁽¹⁾ Au 31 décembre 2024, les instruments de marché monétaire sont composés principalement de bons du trésor, de papiers commerciaux et d'acceptations bancaires.

⁽²⁾ Les contrats de change pour vendre un notionnel de 75,6 M\$ US (57,5 M\$ US au 31 décembre 2024) et un notionnel de 17,8 M€ (20,4 M€ au 31 décembre 2024) ont une échéance de six mois.

⁽³⁾ La totalité des obligations portent intérêt à taux fixe.

Les autres investissements incluent des investissements qui sont exposés aux monnaies étrangères pour une juste valeur de 65,1 M\$ (76,0 M\$ au 31 décembre 2024).

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2025, les produits d'intérêts sur les obligations comptabilisés selon le taux d'intérêt effectif sont de 10,6 M\$ (11,7 M\$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024).

Actifs financiers affectés en garantie

Dans le cadre de la stratégie d'actions neutres au marché, depuis janvier 2025, CRCD n'a plus d'actif financier sous forme de titres obligataires affecté en garantie (4,7 M\$ au 31 décembre 2024).

Fonds engagés, mais non déboursés

Aux 31 décembre 2025 et 2024, les autres investissements ne comprennent aucun fonds engagés mais non déboursés.

Note 9 – Juste valeur des instruments financiers

Niveaux hiérarchiques des instruments financiers évalués à la juste valeur

CRCD a catégorisé ses instruments financiers selon les trois niveaux hiérarchiques suivants :

- Niveau 1 : évaluation basée sur les cours (non ajustés) observés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques;
- Niveau 2 : les données concernant l'actif ou le passif utilisées dans l'évaluation, autres que les cours du marché inclus dans les données d'entrée de niveau 1, sont observables directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des données dérivées de prix); et
- Niveau 3 : les données relatives à l'actif ou au passif utilisées dans l'évaluation ne sont pas fondées sur des données observables de marché (à savoir des données non observables).

Les tableaux qui suivent présentent la répartition des évaluations à la juste valeur des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur aux bilans selon ces trois niveaux :

	Au 31 décembre 2025			
	Niveau 1 \$	Niveau 2 \$	Niveau 3 \$	Total \$
Actifs financiers				
Investissements à impact économique québécois	17 280	—	1 988 231	2 005 511
Autres investissements	444 116	1 715	178 415	624 246
Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois	—	—	13 003	13 003
Total des actifs financiers	461 396	1 715	2 179 649	2 642 760

	Au 31 décembre 2024			
	Niveau 1 \$	Niveau 2 \$	Niveau 3 \$	Total \$
Actifs financiers				
Investissements à impact économique québécois	14 217	—	1 891 195	1 905 412
Autres investissements	451 697	129 180	181 874	762 751
Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois	—	—	4 375	4 375
Total des actifs financiers	465 914	129 180	2 077 444	2 672 538
Passifs financiers				
Autres investissements - Engagements afférents à des titres vendus à découvert	(4 079)	—	—	(4 079)
Total des passifs financiers	(4 079)	—	—	(4 079)

Les transferts entre les niveaux hiérarchiques des instruments financiers évalués à la juste valeur se font à la date de clôture de la période visée. Il n'y a eu aucun transfert entre les niveaux au cours des exercices terminés les 31 décembre 2025 et 2024.

Note 9 – Juste valeur des instruments financiers (suite)

Instruments financiers classés dans le niveau 3

Les tableaux suivants présentent le rapprochement entre les soldes de début et de fin des instruments financiers classés dans le niveau 3 :

	Au 31 décembre 2025		
	Investissements à impact économique québécois \$	Autres investissements \$	Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois \$
Juste valeur au 31 décembre 2024	1 891 195	181 874	4 375
Gains (pertes) réalisés	38 037	(2 292)	2 104
Gains (pertes) non réalisés	3 501	6 861	—
Acquisitions/émissions	325 238	5 376	11 527
Cessions/remboursements	(269 740)	(13 404)	(5 003)
Juste valeur au 31 décembre 2025	1 988 231	178 415	13 003
Gains (pertes) non réalisés du résultat global sur les investissements et les passifs financiers détenus au 31 décembre 2025	38 306	6 861	—

	Au 31 décembre 2024		
	Investissements à impact économique québécois \$	Autres investissements \$	Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois \$
Juste valeur au 31 décembre 2023	1 822 911	170 078	5 185
Gains (pertes) réalisés	18 631	—	274
Gains (pertes) non réalisés	101 265	8 692	—
Acquisitions/émissions	125 325	3 104	910
Cessions/remboursements	(176 937)	—	(1 994)
Juste valeur au 31 décembre 2024	1 891 195	181 874	4 375
Gains (pertes) non réalisés du résultat global sur les investissements et les passifs financiers détenus au 31 décembre 2024	98 036	8 692	—

Note 9 – Juste valeur des instruments financiers (suite)

Instruments financiers classés dans le niveau 3 (suite)

Les tableaux suivants présentent les principales techniques et les données utilisées pour évaluer la juste valeur des instruments financiers classés dans le niveau 3 :

	Au 31 décembre 2025			
	Juste valeur \$	Principales techniques d'évaluation	Données non observables	Intervalles de valeurs des données (moyenne pondérée)
Investissements à impact économique québécois				
Prêts et avances	193 020	Actualisation des flux monétaires	Taux de rendement exigé	De 5,1 % à 18,8 % (9,1 %)
	29 375	Autres ⁽³⁾	—	De 25,0 % à 75,0 % (60,8 %)
Actions participantes majoritaires	118 841	Capitalisation des flux monétaires	Taux de capitalisation	De 8,6 % à 9,9 % (8,8 %)
			% du flux caractéristique ⁽¹⁾	De 7,4 % à 14,9 % (13,7 %)
	58 354	Transactions récentes et offres d'achat	Prix payé/de l'offre	—
	31 986	Actif net redressé	Actif net de l'entité	(2)
Actions participantes minoritaires	506 618	Capitalisation des flux monétaires	Taux de capitalisation	De 7,8 % à 16,8 % (10,6 %)
			% du flux caractéristique ⁽¹⁾	De 3,3 % à 70,7 % (32,0 %)
	181 541	Transactions récentes et offres d'achat	Prix payé/de l'offre	—
	196 545	Actif net redressé	Actif net de l'entité	(2)
	106 303	Autres ⁽³⁾	—	—
Billet	1 905	Actif net redressé	Actif net du fonds	(4)
Parts de fonds	563 743	Actif net redressé	Actif net du fonds	(2)
	1 988 231			
Autres investissements – Fonds immobiliers et Fonds d'infrastructures	178 415	Actif net redressé	Actif net du fonds	(2)
Montant à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois	13 003	Actualisation des flux monétaires	Taux de rendement exigé	De 0 % à 6,8 % (2,1 %)

Note 9 – Juste valeur des instruments financiers (suite)

Au 31 décembre 2024				
	Juste valeur \$	Principales techniques d'évaluation	Données non observables	Intervalles de valeurs des données (moyenne pondérée)
Investissements à impact économique québécois				
Prêts et avances	252 262	Actualisation des flux monétaires	Taux de rendement exigé	De 5,2 % à 16,0 % (9,1 %)
	38 842	Autres ⁽³⁾	—	—
Actions non participantes	61 471	Actualisation des flux monétaires	Taux de rendement exigé	De 6,1 % à 7,4 % (7,1 %)
Actions participantes majoritaires	150 780	Capitalisation des flux monétaires	Taux de capitalisation	De 8,2 % à 8,4 % (8,3 %)
			% du flux caractéristique ⁽¹⁾	De 2,8 % à 13,7 % (9,9 %)
	110 271	Actif net redressé	Actif net de l'entité	(2)
Actions participantes minoritaires	433 147	Capitalisation des flux monétaires	Taux de capitalisation	De 8,2 % à 19,9 % (10,6 %)
			% du flux caractéristique ⁽¹⁾	De 0 % à 58,3 % (22,1 %)
	166 248	Transactions récentes et offres d'achat	Prix payé/de l'offre	—
	188 420	Actif net redressé	Actif net de l'entité	(2)
	83 911	Autres ⁽³⁾	—	—
Billet	1 807	Actif net redressé	Actif net du fonds	(4)
Parts de fonds	404 036	Actif net redressé	Actif net du fonds	(2)
	1 891 195			
Autres investissements – Fonds immobiliers et Fonds d'infrastructures				
	181 874	Actif net redressé	Actif net du fonds	(2)
Montant à recevoir sur les cessions d'investissement à impact économique québécois				
	4 375	Actualisation des flux monétaires	Taux de rendement exigé	De 0,0 % à 6,7 % (2,9 %)

⁽¹⁾ En raison des tailles très variées des entités composant le portefeuille, le flux caractéristique est présenté en pourcentage des ventes.

⁽²⁾ En raison des tailles très variées des entités et des fonds composant le portefeuille, aucun intervalle de valeur des données n'est présenté pour l'actif net de l'entité ou du fonds.

⁽³⁾ Les autres techniques d'évaluation regroupent notamment les méthodes de la valeur de transaction escomptée, de la valeur de rachat et de la valeur de liquidation.

⁽⁴⁾ Le billet à recevoir est lié à un investissement à impact économique québécois effectué dans un fonds.

Note 9 – Juste valeur des instruments financiers (suite)

Les principales techniques d'évaluation utilisées pour les actions participantes tiennent compte des investissements faits dans une même entité sous forme de prêts et avances ainsi que d'actions non participantes. Conséquemment, la juste valeur des actions participantes inclut ces investissements mixtes.

Sensibilité de la juste valeur aux données non observables

Bien que CRCD considère que les estimations de la juste valeur retenues aux fins des états financiers sont appropriées, l'utilisation d'hypothèses différentes liées aux données non observables pourrait amener des résultats différents.

Prêts et avances, actions non participantes – Actualisation des flux monétaires

De façon générale, une augmentation (diminution) du taux de rendement exigé, prise isolément, entraîne une baisse (ou une hausse) de la juste valeur. CRCD estime qu'une variation raisonnablement possible de ce taux pourrait se situer autour de +/- 0,5 %. Toutefois, une telle fluctuation n'aurait pas d'incidence directe significative sur la juste valeur des prêts et avances, ni sur celle des actions non participantes.

Actions participantes – Capitalisation des flux monétaires

Dans le cadre de l'évaluation d'un investissement donné, le recours à des hypothèses différentes liées aux deux données non observables, soit le flux monétaire caractéristique et le taux de capitalisation, pourrait entraîner une augmentation ou une diminution de la juste valeur de cet investissement. Toutefois, il existe des interrelations entre ces deux données non observables. En effet, l'utilisation d'hypothèses différentes liées à l'une de ces données entraîne généralement une révision des hypothèses sous-jacentes à l'autre donnée, limitant ainsi l'incidence sur la juste valeur.

En pratique, CRCD détermine un intervalle des justes valeurs acceptables pour chacun des investissements évalués, et le milieu de celui-ci est généralement retenu aux fins de présentation aux états financiers. En additionnant chacun de ces intervalles, l'écart cumulé entre le haut ou le bas de l'intervalle des justes valeurs acceptables et la juste valeur retenue de l'investissement exprimé en pourcentage de l'actif net de CRCD est de l'ordre de :

	Au 31 décembre 2025 \$	Au 31 décembre 2024 \$
Actions participantes majoritaires	+/- 0,2 %	+/- 0,3 %
Actions participantes minoritaires	+/- 1,0 %	+/- 0,8 %

CRCD est d'avis que le fait de modifier les deux données non observables pour refléter d'autres hypothèses raisonnablement possibles pour chacun des investissements évalués pris individuellement devrait avoir une incidence plus limitée que ce pourcentage sur l'actif net de CRCD.

Actions participantes – Transactions récentes et offres d'achat

Selon ces techniques, la juste valeur des actions participantes est fondée sur une donnée observable, soit le prix d'une transaction récente négociée entre des parties non liées ou le prix d'une offre d'achat reçue. CRCD doit porter un jugement pour déterminer si cette transaction récente est encore représentative de la juste valeur à la date d'évaluation ou si cette offre est sérieuse et crédible. Il peut aussi, au besoin, apporter certains ajustements jugés nécessaires, introduisant ainsi des données non observables dans l'établissement de la juste valeur. Le montant des ajustements est généralement peu significatif comparativement au prix de la transaction retenue ou de l'offre d'achat auquel ils se rapportent. CRCD considère que la juste valeur qu'il aurait pu obtenir en utilisant des hypothèses différentes et raisonnablement possibles dans l'établissement des données non observables n'aurait pas été significativement différente de celle retenue.

Note 9 – Juste valeur des instruments financiers (suite)

Sensibilité de la juste valeur aux données non observables (suite)

Parts de fonds – Actif net redressé

Selon cette technique, la juste valeur des parts de fonds est fondée sur une donnée observable, soit l'actif net présenté aux plus récents états financiers audités de chaque fonds détenu et ajusté au besoin pour tenir compte des acquisitions ou des cessions de parts que CRCD a effectuées entre la date des états financiers de chacun de ces fonds et la date d'évaluation. Dans certaines circonstances, CRCD doit apporter certains autres ajustements qui font davantage appel au jugement. CRCD considère que la juste valeur qu'il aurait pu obtenir en utilisant des hypothèses différentes et raisonnablement possibles dans l'établissement des données non observables n'aurait pas été significativement différente de celle retenue.

Autres techniques d'évaluation

La juste valeur des actifs évalués selon d'autres techniques étant limitée, CRCD considère que la juste valeur qu'il aurait pu obtenir en utilisant des hypothèses différentes et raisonnablement possibles dans l'établissement des données non observables n'aurait pas été significativement différente de celle retenue.

Note 10 – Comptes débiteurs

	Au 31 décembre 2025 \$	Au 31 décembre 2024 \$
Intérêts, dividendes et distributions à recevoir sur les investissements	19 263	11 003
Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois	13 003	4 375
Autres	12	2 317
Total	32 278	17 695

Les changements de risque de crédit n'ont pas eu d'impact significatif sur la valeur des montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois. Ces montants à recevoir incluent des montants libellés en dollars américains pour une somme de 2,1 M\$ (2,1 M\$ au 31 décembre 2024).

Selon les informations disponibles à la date de clôture et les hypothèses posées sur le moment du recouvrement, CRCDD s'attend à recouvrer des comptes débiteurs d'une valeur de 31,4 M\$ (17,4 M\$ au 31 décembre 2024) au plus tard dans les 12 mois suivant la date de clôture.

Note 11 – Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent de l'encaisse et des instruments de marché monétaire dont l'échéance au moment de l'acquisition est inférieure à 90 jours.

	Au 31 décembre 2025 \$	Au 31 décembre 2024 \$
Encaisse	111 155	9 609
Instruments de marché monétaire	—	34 136
Total	111 155	43 745

Au 31 décembre 2025, un montant d'encaisse de 1,3 M\$ est inclus en fidéicommiss (aucun montant au 31 décembre 2024).

Note 12 – Marge de crédit

CRCDD dispose d'une marge de crédit autorisée de 300 M\$ aux 31 décembre 2025 et 2024 auprès de la Fédération des caisses Desjardins du Québec (FCDQ). Cette marge de crédit porte intérêt au taux offert Desjardins majoré de 0,5 % et est renouvelable annuellement.

Aux 31 décembre 2025 et 2024, aucun montant n'était prélevé sur cette marge de crédit.

Note 13 – Capital-actions

Autorisé

Le capital-actions de CRCD comporte dorénavant trois catégories d'actions, soit la catégorie A « Émission », la catégorie B « Échange » et la catégorie C « Émission ». La catégorie A permettait par son émission de recueillir des liquidités jusqu'au 28 février 2025, laquelle a été remplacée par la catégorie C à compter du 1er mars 2025. La catégorie B, dont le programme a pris fin le 28 février 2023, offrait quant qu'à elle, la possibilité de profiter d'un nouveau crédit d'impôt pour un actionnaire qui repousserait de sept ans le rachat de ses actions admissibles.

Les actions sont émises sans valeur nominale et elles sont participantes, avec droit de vote et droit d'élire des administrateurs au conseil d'administration, rachetables sous réserve de certaines conditions prévues par la Loi.

Chaque période de capitalisation a une durée de 12 mois et débute le 1^{er} mars de chaque année.

Émission

L'actif net de CRCD au 31 décembre 2025 s'élève à 2 812,6 M\$ et se répartit par émission comme suit :

Émission	Solde en M\$(¹)			Rachat possible à compter de(²)
	Actions "Émissions"	Actions "Échange"	Total	
2001 à 2018	1 328,9	—	1 328,9	Aujourd'hui
2018	—	128,9	128,9	2026
2019	167,7	124,0	291,7	2026
2020	178,4	126,8	305,2	2027
2021	154,1	54,8	208,9	2028
2022	157,0	55,8	212,8	2029
2023	65,1	—	65,1	2030
2024	136,3	—	136,3	2031
2025	134,8	—	134,8	2032
Actif net	2 322,3	490,3	2 812,6	

(¹) Calculé à la valeur de l'actif net par action au 31 décembre 2025.

(²) La date de rachat possible est établie selon la date de la transaction.

Note 14 – Information concernant le capital

L'objectif de CRCD dans la gestion du capital est d'assurer la disponibilité de liquidités suffisantes pour effectuer des investissements conformément à sa mission et faire face aux demandes de rachat d'actions par les actionnaires. Le capital de CRCD est composé de l'actif net.

CRCD n'est pas assujéti à des exigences externes concernant son capital autres que celles régissant l'émission et le rachat de ses actions, tel qu'il est mentionné à la note 13.

CRCD a comme politique de réinvestir les bénéfices générés par ses opérations et de ne pas verser de dividendes à ses actionnaires, afin d'augmenter son capital disponible à l'investissement et de créer une plus-value pour les actions.

Note 15 – Charges

	2025 \$	2024 \$
Autres frais d'exploitation		
Frais informatiques	8 639	8 093
Honoraires pour services professionnels	1 133	1 093
Honoraires de conseillers en valeurs	—	715
Rémunération des membres du conseil d'administration et de ses comités	779	694
Honoraires d'audit	222	228
Frais de garde et rémunération du fiduciaire	248	253
Autres charges	48	127
Total	11 069	11 203
Services aux actionnaires		
Frais de fiduciaire (registrariat)	2 560	2 542
Communication de l'information aux actionnaires	240	217
Frais de distribution	6 348	6 096
Frais informatiques	1 460	1 631
Autres charges	948	206
Total	11 556	10 692

Note 16 – Impôts sur le bénéfice

Charge (recouvrement) d'impôts sur le bénéfice

Les impôts sur le bénéfice se détaillent comme suit :

	2025 \$	2024 \$
Exigibles	2 788	5 734
Différés	(474)	(742)
Total	2 314	4 992

Rapprochement du taux d'imposition

Le taux réel d'imposition sur le bénéfice diffère du taux de base pour les raisons suivantes :

	2025 \$	2024 \$
Impôts selon le taux d'imposition de base combiné de 39,5 % en 2025 et 2024	46 952	62 621
Écarts permanents entre le bénéfice avant impôts et le revenu imposable et autres éléments		
Pertes (gains) réalisés et non réalisés sur investissements	(21 136)	(46 765)
Dividendes non imposables	(20 350)	(7 299)
Autres	(3 152)	(3 565)
Total	2 314	4 992

Note 16 – Impôts sur le bénéfice (suite)

Solde d'impôts sur le bénéfice

Les impôts sur le bénéfice comptabilisés aux bilans se détaillent comme suit :

	Au 31 décembre 2025 \$	Au 31 décembre 2024 \$
Actifs		
Impôts en main remboursables	33 809	34 887
Impôts sur le bénéfice à recouvrer	16 452	7 229
Impôts différés	4 053	3 579
Total	54 314	45 695

Les éléments donnant lieu aux actifs (passifs) d'impôts différés se détaillent comme suit:

	Au 31 décembre 2025 \$	Au 31 décembre 2024 \$
Impôts différés - frais d'émission et de distribution	4 186	3 974
Impôts différés - autres	(133)	(395)
Total actif d'impôts différés	4 053	3 579

CRCD s'attend à recouvrer 18,4 M\$ (8,8 M\$ à recouvrer au 31 décembre 2024) d'impôts sur le bénéfice au plus tard dans les 12 mois suivant la date de clôture.

Note 17 – Informations relatives aux parties liées

Les parties liées à CRCD comprennent Gestion Desjardins Capital inc. (Desjardins Capital), son gestionnaire qui est une filiale de la FCDQ et qui fait partie du Mouvement Desjardins. CRCD est donc indirectement lié au Mouvement Desjardins. Les parties liées incluent également les principaux dirigeants de CRCD.

- CRCD a retenu les services de Desjardins Capital et l'a mandaté pour qu'il assure la gestion et l'exploitation complète de CRCD, conformément aux stratégies et aux objectifs approuvés par le conseil d'administration. Cette convention de gestion qui était en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2018, pour une durée de trois ans, a été modifiée en date du 1^{er} décembre 2020 et prévoit des renouvellements automatiques pour des termes d'un an, à moins d'une résiliation de la part d'une des parties. En vertu de cette convention, les frais de gestion sont équivalents à un taux maximum de 1,75 % de la valeur moyenne annuelle des actifs de CRCD, déduction faite de tout passif relatif aux investissements à impact économique québécois et aux autres investissements. Un ajustement aux frais de gestion de CRCD est apporté afin d'éviter la double facturation liée à la participation de CRCD dans d'autres fonds d'investissement, que ceux-ci soient dans le portefeuille des investissements à impact économique québécois ou des autres investissements. Desjardins Capital et CRCD ont convenu que, pour un exercice donné, un ajustement pourrait également être apporté afin de permettre à CRCD de bénéficier d'économies d'échelle réalisées par Desjardins Capital liées à la croissance des actifs de CRCD. Les honoraires de négociation provenant des entreprises en portefeuille sont gagnés par Desjardins Capital, et les frais de gestion que CRCD doit payer sont diminués d'un montant équivalent.
- CRCD a confié à Fiducie Desjardins inc. le mandat de tenir ses registres d'actionnaires et de transferts des actions. Celle-ci agit aussi comme intermédiaire pour divers services de soutien aux actionnaires. En date du 1^{er} janvier 2023, une convention amendée et refondue, dont l'échéance est fixée au 31 décembre 2025 est entrée en vigueur. Des renouvellements automatiques pour des termes d'un an sont prévus à l'expiration du terme, à moins d'une résiliation de la part d'une des parties.
- CRCD a confié la garde de valeur de ses actifs à Fiducie Desjardins inc. Le contrat de garde et d'administration entre les parties a été amendé et refondu en date du 1^{er} janvier 2023 et pour une durée illimitée, à moins d'une résiliation de la part d'une des parties.
- CRCD a confié à la FCDQ l'encadrement des activités relatives à la distribution de ses actions dans le réseau des caisses Desjardins et via AccèsD. En date du 1^{er} janvier 2023, une convention amendée et refondue, dont l'échéance est fixée au 31 décembre 2025, est entrée en vigueur. Des renouvellements automatiques pour des termes d'un an sont prévus à l'expiration du terme, à moins d'une résiliation de la part d'une des parties. Également, CRCD s'est engagé à verser, si requis, des honoraires de projets afin de réaliser les travaux pour faire évoluer les outils et les applications supportant le processus de distribution des actions de CRCD.
- CRCD a confié au réseau des caisses Desjardins des activités relatives à la distribution de ses actions.
- CRCD a confié à la FCDQ, ses opérations bancaires liées à ses activités quotidiennes et le rôle de contrepartiste pour les contrats de change.
- CRCD a confié à Valeurs mobilières Desjardins inc. le rôle de courtier de plein exercice. Son travail consiste à être intermédiaire pour les ventes et les achats des actions transigées sur des marchés publics.
- CRCD, par le biais de son gestionnaire, a confié à Groupe Technologies Desjardins inc. sa stratégie de développement des technologies de l'information (plan directeur TI), notamment avec l'évolution de son logiciel de gestion des investissements.
- CRCD, par le biais de son gestionnaire, a confié la gestion d'une partie du portefeuille des autres investissements à Desjardins Gestion internationale d'actifs inc., soit la mise en œuvre de stratégies de titres à revenu fixe et la gestion des instruments de marché monétaire.

Note 17 – Informations relatives aux parties liées (suite)

Transactions entre les parties liées de CRCD

Dans le cours normal de ses activités, CRCD a conclu des opérations avec d'autres entités du Mouvement Desjardins et toutes ces opérations sont mesurées à la valeur d'échange. Sauf indication contraire, aucune des transactions ne comporte de caractéristiques ni conditions spéciales. Les soldes sont généralement réglés en trésorerie. Les opérations et les soldes se détaillent comme suit :

	Au 31 décembre 2025			Au 31 décembre 2024		
	Desjardins Capital \$	Autres parties liées ⁽¹⁾ \$	Total \$	Desjardins Capital \$	Autres parties liées ⁽¹⁾ \$	Total \$
Bilans						
Actif						
Autres investissements	—	(335)	(335)	—	449	449
Immobilisations incorporelles	—	615	615	—	1 279	1 279
Encaisse	—	109 871	109 871	—	9 661	9 661
Passif						
Comptes créditeurs	3 917	9 689	13 606	3 312	3 632	6 944

	2025			2024		
	Desjardins Capital \$	Autres parties liées ⁽¹⁾ \$	Total \$	Desjardins Capital \$	Autres parties liées ⁽¹⁾ \$	Total \$
États du résultat global						
Gains sur investissements	—	1 351	1 351	—	7 324	7 324
Frais financiers	—	(207)	(207)	—	(4)	(4)
Charges						
Frais de gestion	28 393	—	28 393	30 897	—	30 897
Autres frais d'exploitation	—	8 615	8 615	—	8 514	8 514
Services aux actionnaires	—	11 368	11 368	—	10 451	10 451

⁽¹⁾ Les autres parties liées comprennent la FCDQ ainsi que ses filiales, soit Valeurs mobilières Desjardins inc., Groupe Technologies Desjardins inc., Fiducie Desjardins inc., Desjardins Société de placement inc. et Desjardins Gestion internationale d'actifs inc.. Elles comprennent aussi le réseau des caisses Desjardins.

Rémunération des principaux dirigeants

Les principaux dirigeants de CRCD sont les membres du conseil d'administration. Pour les exercices terminés les 31 décembre 2025 et 2024, leur rémunération se compose uniquement d'avantages à court terme pour un montant total respectif de 0,6 M\$.

Note 18 – Événement postérieur à la date du bilan

Le 1er janvier 2026, le nouveau modèle d'affaires précédemment annoncé par CRCD dans son communiqué de presse du 22 août 2025 est entré en vigueur.

Dans le cadre de ce nouveau modèle, CRCD réalise désormais ses activités d'investissements à impact économique québécois exclusivement de manière indirecte, en investissant dans des fonds partenaires privés établis et gérés par Desjardins Capital, soit le fonds Desjardins Capital Appui PME S.E.C., le fonds Desjardins Capital Équité S.E.C. ainsi que le fonds DCPME dont la dénomination sociale est désormais Desjardins Capital Dette privée S.E.C..

Pour la mise en œuvre du nouveau modèle d'affaires, un transfert à la juste valeur des investissements au sein des entreprises, coopératives et fonds externes du portefeuille actuel d'investissements à impact économique québécois de CRCD a été effectué en date du 1er janvier 2026 vers les deux nouveaux fonds partenaires de la manière suivante, en contrepartie d'une participation équivalente dans ces fonds à la juste valeur des investissements transférés :

	Juste valeur		
	31 décembre 2025 \$	Transfert \$	1er janvier 2026 \$
Non garantis			
Actions ordinaires	813 978	(813 978)	—
Actions privilégiées	276 043	(276 043)	—
Parts de fonds	563 743	1 439 863	2 003 606
Prêts et avances	340 207	(340 207)	—
Billet	1 905	—	1 905
Garantis			
Prêts et avances	9 635	(9 635)	—
Total	2 005 511	—	2 005 511

Au 1er janvier 2026, CRCD a transféré des investissements aux fonds Desjardins Capital Appui PME S.E.C. et Desjardins Capital Équité S.E.C. dont la juste valeur respective était de 931,8 M\$ et 577,5 M\$. Au moment du transfert, les gains non réalisés en lien avec ces investissements ont été réalisés par CRCD. Aucun transfert n'a été effectué vers le fonds Desjardins Capital Dette privée S.E.C.

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé du coût des investissements
à impact économique québécois

Au 31 décembre 2025

(en milliers de dollars canadiens)

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux administrateurs de Capital régional et coopératif Desjardins

Notre opinion

À notre avis, l'information financière ci-jointe de Capital régional et coopératif Desjardins (CRCD) au 31 décembre 2025 a été préparée, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de l'article 18 du Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement.

Notre audit

Nous avons effectué l'audit de l'information financière de CRCD qui comprend le relevé du coût des investissements à impact économique québécois au 31 décembre 2025 et la note afférente, qui comprend les principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section *Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'information financière* de notre rapport.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Indépendance

Nous sommes indépendants de CRCD conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'information financière au Canada. Nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.
1250, boulevard René-Lévesque Ouest, bureau 2500
Montréal (Québec) Canada H3B 4Y1
Tél. : +1 514 205-5000, Téléc. : +1 514 876-1502
Téléc. courriel : ca_montreal_main_fax@pwc.com

Observations – référentiel comptable et restriction à l'utilisation

Nous attirons l'attention sur la note afférente à l'information financière, qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'information financière a été préparée conformément aux dispositions de l'article 18 du Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement. En conséquence, il est possible que l'information financière ne puisse se prêter à un usage autre. Notre rapport est destiné uniquement à CRCD. Nous ne faisons aucune déclaration et ne donnons aucune garantie à un tiers à l'égard de ce rapport. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'information financière

La direction est responsable de la préparation de l'information financière conformément aux dispositions de l'article 18 du Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'une information financière exempte d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de CRCD.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'information financière

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'information financière, prise dans son ensemble, est exempte d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'information financière prennent en se fondant sur celle-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long du processus.

En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que l'information financière comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de CRCD;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance, entre autres informations, l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

/s/PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.¹

Montréal (Québec)

Le 19 février 2026

¹ CPA auditrice, permis de comptabilité publique n° A117693

Relevé du coût des investissements à impact économique québécois (en milliers de dollars canadiens)
Au 31 décembre 2025

				Investissements non garantis	Investissements garantis		
	Année de l'investis- sment initial	Secteur d'activité	Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts, avances et billets \$	Prêts, avances et billets \$	Total \$	Cautionnements \$
Abitibi-Témiscamingue							
3344541 Canada inc. (Restaurant Pizza-Bella)	2022	S	—	239	—	239	—
9045-2491 Québec inc. (Entreprises Gaétan Jolicoeur)	2021	S	—	306	—	306	—
9097-7810 Québec inc. (Pro-Portes)	2021	S	—	96	—	96	—
9145-1625 Québec inc. (MC Industriel)	2021	M	—	87	—	87	—
9212-9402 Québec inc. (Construction Francis Roy inc.)	2019	S	—	230	—	230	—
9252-7217 Québec inc. (Roy Hydraulmec)	2022	S	—	358	—	358	—
9269-2011 Québec inc. (Zone Chasse & Pêche)	2022	S	—	382	—	382	—
9332-0414 Québec inc. (Garage Patriote)	2022	S	—	181	—	181	—
Boulons Abitibi ltée	2022	S	—	1 800	—	1 800	—
Corporation Aurifère Vior Inc.	2020	M	501	—	—	501	—
Gestion Globale CMAC-Thyssen inc.	2021	M	—	4 810	—	4 810	—
Lebleu Communication Humaine inc.	2023	S	—	271	—	271	—
Pentagones - Société d'investissement inc.	2019	S	—	544	—	544	—
Probe Gold inc.	2022	M	350	—	—	350	—
Raymond Beausejour (1989) inc.	2023	S	—	431	—	431	—
Ressources minières Radisson inc.	2019	M	198	—	—	198	—
Sogitex inc.	2021	S	—	299	—	299	—
Total Abitibi-Témiscamingue			1 049	10 034	—	11 083	—
Bas-Saint-Laurent							
9147-1227 Québec inc.	2022	S	—	201	—	201	—
A.G.M. Construction inc.	2020	S	—	272	—	272	—
Alain Tardif photographie inc.	2021	S	—	24	—	24	—
Armand St-Onge inc.	2023	S	—	42	—	42	—
Arseno & Associés inc.	2022	M	—	368	—	368	—
Chaussures Rioux inc.	2023	S	—	273	—	273	—
Distributions B.S.L. inc. (Les)	2021	S	—	900	—	900	—
Domaine Élie-Raphaël inc.	2018	S	—	166	—	166	—
Petits bonheurs de Marguerite inc. (Les)	2023	S	—	161	—	161	—
Premier Tech ltée	2022	M	—	26 238	—	26 238	—
Pré-vert Plus inc.	2022	S	—	206	—	206	—
Produits d'érable Prestige inc.	2021	S	—	2 629	—	2 629	—
Produits métalliques A.T. inc. (Les)	2021	M	1 500	—	—	1 500	—
Résidence St-Louis Lafontaine inc.	2021	S	—	860	—	860	—
Total Bas-Saint-Laurent			1 500	32 340	—	33 840	—
Canada Hors Québec et Hors Ontario							
HootSuite inc.	2021	IT	4 254	—	—	4 254	—
Total Canada Hors Québec et Hors Ontario			4 254	—	—	4 254	—

Relevé du coût des investissements à impact économique québécois (en milliers de dollars canadiens)

Au 31 décembre 2025

	Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$	Cautiounnements \$
			Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts, avances et billets \$	Prêts, avances et billets \$		
Capitale-Nationale							
9038-6418 Québec inc. (Etaltech)	2019	S	—	50	—	50	—
9049-3636 Québec inc. (Bello Restaurante)	2022	S	—	465	—	465	—
9170-1029 Québec inc.	2025	M	—	—	274	274	—
9174-1330 Québec inc. (Emballages de la Capitale)	2022	S	—	410	—	410	—
9317-5578 Québec inc. (La Bûche, Cuisine québécoise)	2022	S	—	465	—	465	—
9332-2964 Québec inc. (Céramique L'Entrepôt de Québec)	2021	S	—	330	—	330	—
9370-8956 Québec inc. (Les Constructions 3CR)	2022	S	—	212	—	212	—
9375-3226 Québec inc. (OK Pneus La Malbaie)	2020	S	—	243	—	243	—
9450-4214 Québec inc.	2022	S	4 890	2 391	—	7 281	—
9470-8047 Québec inc.	2022	M	0	—	—	0	—
9518-5708 Québec inc. (Station-Service G. et M. Leroux)	2024	S	—	178	—	178	—
Accair inc.	2021	M	—	204	—	204	—
Ai-Genetika inc. (BioTwin)	2021	IT	—	349	—	349	—
Antegrade Médical inc.	2025	IT	1 880	—	—	1 880	—
Atelier Avant-Garde inc. (L')	2021	S	—	81	—	81	—
Automatisation D2E inc.	2021	S	—	1 799	—	1 799	—
AxesNetwork Solutions inc.	2019	IT	6 820	—	—	6 820	—
Champlain Élévation Performance s.e.c.	2025	M	0	—	—	0	—
Clinique de l'auto D.L.H. inc.	2022	S	—	267	—	267	—
Communication Wazo inc.	2021	IT	4 039	—	—	4 039	—
Concept Naval Experts Maritimes inc.	2021	S	—	361	—	361	—
Concetti Design inc.	2021	M	—	319	—	319	—
Construction Dinamo inc.	2025	S	6 981	—	—	6 981	—
Construction Durand inc.	2023	S	—	383	—	383	—
Constructions François Martel inc.	2021	S	—	167	—	167	—
Coopérative de travailleurs actionnaires EBM Laser et Després	2022	M	—	395	—	395	—
Coopérative nationale de l'information indépendante, Coop de	2022	S	—	2 000	—	2 000	—
Demers Bicyclettes et skis de fond inc.	2023	S	—	—	869	869	—
Dessercom inc.	2023	S	—	15 000	—	15 000	—
Électronique Organique Brilliant Matters inc.	2023	IT	2 000	—	—	2 000	—
Flash Romeo inc. (Evolia (MC))	2019	IT	3 860	—	—	3 860	—
Fokus productions inc.	2021	S	—	861	—	861	—
Geniarp inc.	2023	S	—	200	—	200	—
Groupe Céramique L'Entrepôt inc.	2024	S	—	2 000	—	2 000	—
Ingéniarts Technologies inc.	2020	M	5 898	—	—	5 898	—
Inogéni inc.	2021	M	1 475	180	—	1 655	—
KSO inc.	2021	S	2 950	—	—	2 950	—
Laserax inc.	2020	M	8 620	—	—	8 620	—
Manulift E.M.I. Itée	2024	S	3 333	1 972	—	5 305	—
Mécanique J. Clair inc.	2021	S	—	326	—	326	—
Micro Logic Sainte-Foy Itée	2022	S	—	—	1 099	1 099	—
Nuutok Entreprise inc.	2019	IT	—	1 127	—	1 127	—
OxyNov inc.	2021	IT	1 974	—	—	1 974	—
Pâtisserie-Traiteur La Mangue Verte inc.	2021	S	—	—	117	117	—
Prehos inc.	2021	S	—	2 000	750	2 750	—
Qohash inc.	2019	IT	7 133	—	—	7 133	—
Service de Pneus Central inc.	2021	S	—	105	—	105	—
Services Denco inc. (Les)	2022	S	—	74	—	74	—
Société en commandite Groupe Gecko Alliance	2022	M	14 748	—	—	14 748	—
SVI E Solutions inc.	2021	S	—	278	—	278	—
Technologies Folks RH inc. (Les)	2021	S	—	3 204	—	3 204	—
Womance Style de Vie inc.	2021	S	—	126	—	126	—
Total Capitale-Nationale			76 601	38 522	3 109	118 232	—

Relevé du coût des investissements à impact économique québécois (en milliers de dollars canadiens)
Au 31 décembre 2025

			Investissements non garantis		Investissements garantis		
			Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds	Prêts, avances et billets	Prêts, avances et billets		
Année de l'investissement initial	Secteur d'activité		\$	\$	\$	Total \$	Cautionnements \$
Centre-du-Québec							
17171765 Canada Inc.	2025	M	6 155	—	—	6 155	—
9046-8984 Québec inc. (Équipements Tousignant)	2022	S	—	403	—	403	—
9319-4496 Québec inc. (EBGO)	2021	S	—	306	—	306	—
Airex Énergie inc.	2022	M	4 050	—	—	4 050	—
Citadelle, Coopérative de producteurs de sirop d'érable	2016	M	1 100	—	—	1 100	—
Fruit d'or inc.	2018	M	20 000	—	—	20 000	—
Groupe Anderson inc.	2007	M	1 312	—	—	1 312	—
Groupe Posi-Plus inc.	2025	M	1 014	667	—	1 681	—
Réfrigération Drummond inc.	2022	S	—	460	—	460	—
Total Centre-du-Québec			33 631	1 836	—	35 467	—
Chaudière - Appalaches							
11129929 Canada inc.	2024	IT	0	—	—	0	—
8450765 Canada inc. (Groupe Blu2)	2021	S	—	292	—	292	—
9349-1256 Québec inc. (Roulez en Vélo de Style)	2022	S	—	450	—	450	—
9358-9307 Québec inc. (Hôtel-Motel La Différence)	2021	S	—	240	—	240	—
9375-3325 Québec inc. (Enviro Jim)	2022	S	—	354	—	354	—
Armoires de Cuisine Milmonde inc.	2021	M	—	368	—	368	—
Caron automobiles inc.	2022	S	—	267	—	267	—
Centre de production Laflamme inc.	2022	M	—	340	—	340	—
Champlain Tabouret Performance S.E.C.	2023	M	0	—	—	0	—
Fonds Qscale s.e.c.	2021	S	40 000	29 282	—	69 282	—
Garage Henri-Louis Bégin inc.	2022	S	—	281	—	281	—
Gestion Groupe Fournier inc.	2022	M	13 600	—	—	13 600	—
Grondin et Nadeau inc.	2019	S	0	344	—	344	—
Groupe Filgo inc.	2012	S	21 386	—	—	21 386	—
Groupe Industries Fournier inc.	2013	M	—	2 692	—	2 692	—
Hortau inc.	2010	M	2 867	—	—	2 867	—
Importation Kayaks Sup inc.	2022	S	—	333	—	333	—
Industries Amisco Itée (Les)	2018	M	3 976	—	—	3 976	—
K.A.B.I.N.E.T. Cuisine inc.	2022	M	—	225	—	225	—
KSM inc.	2023	M	—	2 546	—	2 546	—
P.H. Tech inc.	2022	M	2 907	1 393	—	4 300	—
Produits de Filtration Grenier inc.	2020	M	—	204	—	204	—
Quantum Juricomptable inc.	2021	S	—	156	—	156	—
Québec Peinture inc.	2021	S	—	50	—	50	—
Ressorts Liberté inc.	2019	M	37 243	—	—	37 243	—
Solutions Chemco inc.	2021	S	—	271	—	271	—
Solutions Mécanique Diesel inc.	2021	S	—	302	—	302	—
Tapis Venture inc.	2022	M	—	382	—	382	—
Total Chaudière - Appalaches			121 979	40 772	—	162 751	—
Côte-Nord							
2311-7757 Québec inc. (Construction et Ferblanterie J.B. Sept-îles)	2021	S	—	313	—	313	—
9011-1501 Québec inc. (Location Gestion S.P.)	2021	S	—	633	—	633	—
9454-0192 Québec inc. (BX Services Aviation)	2022	S	—	438	—	438	—
CJB inc.	2022	S	—	363	—	363	—
Total Côte-Nord			—	1 747	—	1 747	—

Relevé du coût des investissements à impact économique québécois (en milliers de dollars canadiens)
Au 31 décembre 2025

			Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$	Cautionnements \$
			Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts, avances et billets \$	Prêts, avances et billets \$		
Année de l'investissement initial	Secteur d'activité						
Estrie							
135456 Canada inc. (Créations Jade)	2022	M	—	347	—	347	—
2757-5158 Québec inc.	2024	M	2 000	—	—	2 000	—
9155-7280 Québec inc. (Vausco)	2021	S	—	346	—	346	—
9283-1312 Québec inc. (Vraies Richesses (Les))	2022	M	—	—	205	205	—
9321691 Canada inc. (Unik Parquet)	2021	S	—	313	—	313	—
A7 Intégration inc.	2021	M	—	326	—	326	—
Bornes électriques Québec inc.	2021	M	—	292	—	292	—
Carrier Sports inc.	2024	S	—	500	—	500	—
Centre de rénovation Stanstead inc.	2020	S	—	250	—	250	—
CFO masqué inc. (Le)	2022	S	—	186	—	186	—
Clôtures Orford inc.	2019	S	—	133	—	133	—
Consultants Serge Brochu inc. (Les)	2022	S	—	347	—	347	—
Échafaudages Sécur-It inc.	2022	M	—	375	—	375	—
Entreprises de développement durable Énergie Solutions et Associés	2019	M	500	—	—	500	—
E-Solutions Groupe d'ameublement inc.	2020	M	32 880	10 199	—	43 079	—
Exo-s inc.	2012	M	20 572	—	—	20 572	—
Forages Technic-Eau inc.	2017	M	10 934	4 369	—	15 303	—
FuturCarb inc.	2022	S	—	347	—	347	—
Groupe Conseil Briau inc.	2022	S	—	361	—	361	—
Groupe MFFE inc.	2022	S	—	132	—	132	—
H.L. Boisvert inc.	2023	M	—	493	—	493	—
Hydro Coupe CRC Itée	2023	M	—	479	—	479	—
Imeka Solutions inc.	2021	IT	—	901	—	901	—
Imprimerie Précé-Grafic inc.	2009	M	1 500	—	95	1 595	—
Innomalt inc.	2021	M	1 250	4 850	—	6 100	—
Installations Électriques R. Thériège inc. (Les)	2023	S	—	215	—	215	—
Kemestrie inc.	2010	IT	528	—	—	528	—
Mécanique de performance Panthera Motorsports inc.	2021	M	—	—	266	266	—
Microbrasserie La Memphré inc.	2021	S	—	256	—	256	—
Monteurs d'acier inc. (Les)	2022	S	—	71	—	71	—
Plastique M.P. inc.	2021	M	—	319	—	319	—
Soudures Richard St-Amant inc.	2022	M	—	368	—	368	—
Technologie Demtroys inc.	2019	M	—	1 795	—	1 795	—
Technologie Leadfox inc.	2019	IT	—	2 712	—	2 712	—
Technologies Boréas inc.	2023	IT	2 082	3 000	—	5 082	—
Technologies Cdware inc.	2021	S	—	2 737	—	2 737	—
TherAppx inc.	2022	IT	—	538	—	538	—
Total Estrie			72 246	37 557	566	110 369	—
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine							
9253-1466 Québec inc. (Lapierre Ancestrale)	2022	S	—	403	—	403	—
Atelier du Pêcheur inc.	2022	S	—	354	—	354	—
Coopérative des pêcheurs des Îles-de-la-Madeleine	2025	S	900	—	—	900	—
Entreprises Leblanc 3 inc. (Les)	2018	S	—	429	—	429	—
Kemer inc.	2022	S	—	289	—	289	—
Le Domaine du Vieux Couvent inc.	2025	S	—	500	—	500	—
Protection Garvex inc.	2021	S	—	319	—	319	—
Total Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine			900	2 294	—	3 194	—

Relevé du coût des investissements à impact économique québécois (en milliers de dollars canadiens)

Au 31 décembre 2025

				Investissements non garantis	Investissements garantis		
	Année de l'investis- sement initial	Secteur d'activité	Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts, avances et billets \$	Prêts, avances et billets \$	Total \$	Cautionnements \$
Lanaudière							
9111-0767 Québec inc. (Gary Schwartz)	2021	S	—	285	—	285	—
ACGM Mécanique du bâtiment inc.	2022	S	—	361	—	361	—
Arbo-Design inc.	2022	S	—	263	—	263	—
Cloud Monitored Objects inc.	2022	S	—	167	—	167	—
Électricité Kingston inc.	2022	S	—	361	—	361	—
Machineries Nordtrac ltée	2022	S	—	410	—	410	—
Oliva Horticulture inc.	2023	S	—	7 554	—	7 554	—
Total Lanaudière			—	9 401	—	9 401	—
Laurentides							
9476-5724 Québec inc. (La Moisson)	2022	S	—	319	—	319	—
Construction Dramis inc.	2021	S	—	—	340	340	—
Construction Ultimateck inc.	2021	S	—	340	—	340	—
Laurin, Laurin (1991) inc.	2023	S	—	472	—	472	—
MFL Électrique inc.	2021	S	—	312	—	312	—
Total Laurentides			—	1 443	340	1 783	—
Laval							
6394612 Canada inc. (Basco Monde)	2022	S	—	340	—	340	—
9388-7628 Québec inc.	2021	S	40 000	—	—	40 000	—
DBM Technologies inc.	2020	M	14 979	—	—	14 979	—
Ionodes inc.	2019	IT	3 682	—	—	3 682	—
Recharge Véhicule électrique inc.	2022	S	—	375	—	375	—
Ressources Delta ltée	2020	M	59	—	—	59	—
Signalisation Kalitec inc.	2021	M	—	299	—	299	—
Total Laval			58 720	1 014	—	59 734	—
Mauricie							
Accès Logement Mauricie/Centre-du-Québec	2025	S	—	474	—	474	—
Équipements St-Arnaud inc. (Les)	2020	S	—	222	—	222	—
Gestions Thrace inc. (Les)	2022	S	—	81	—	81	—
Joelle inc.	2023	S	—	1 849	—	1 849	—
Matériaux spécialisés Louiseville inc.	2021	M	8 200	—	—	8 200	—
Nautico La Tuque inc.	2023	S	—	172	—	172	—
Total Mauricie			8 200	2 798	—	10 998	—

Relevé du coût des investissements à impact économique québécois (en milliers de dollars canadiens)
Au 31 décembre 2025

			Investissements non garantis		Investissements garantis		
			Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds	Prêts, avances et billets	Prêts, avances et billets		
Année de l'investissement initial	Secteur d'activité		\$	\$	\$	Total \$	Cautionnements \$
Montérégie							
9020-5758 Québec inc. (AVRIL)	2021	S	9 919	—	—	9 919	—
9111-5790 Québec inc. (Moss International)	2023	S	—	431	—	431	—
9349-6347 Québec inc.	2019	S	—	31 091	—	31 091	—
A.T.L.A.S. Aéronautique inc.	2010	M	7 685	—	—	7 685	—
Agropur Coopérative	2014	M	—	31 435	—	31 435	—
Angel Host inc.	2021	IT	1 258	—	—	1 258	—
Cloria Chambly s.e.c.	2025	S	—	0	—	—	811
DC Immo 2 s.e.c.	2025	S	1 671	0	—	1 671	—
Denicourt Migué, Arpenteurs-géomètres inc.	2021	S	—	203	—	203	—
Divin Paradis inc.	2021	S	—	313	—	313	—
Énergie Volthium inc.	2023	S	—	408	—	408	—
Entrepreneurs-Peintres B.S.R. inc. (Les)	2022	S	—	188	—	188	—
Équipements colpron St-Clet inc. (Les)	2022	S	—	283	—	283	—
FC Géosynthétiques inc.	2021	S	—	1 385	—	1 385	—
Frontenac Technologies inc.	2021	M	—	139	—	139	—
Gestion Distinct'O inc. (Amerispa)	2021	S	1 222	—	—	1 222	—
Groupe AGF inc.	2024	M	—	9 000	—	9 000	—
Groupe Jafaco Gestion inc.	2019	M	—	20 648	—	20 648	—
Groupe Llenar inc.	2021	M	—	455	—	455	—
Groupe Norbec inc.	2017	M	4 461	—	—	4 461	—
GWI II Co-Investissements (BFL) S.E.C	2024	M	5 057	—	—	5 057	—
Industries Rainville inc.	2021	M	—	313	—	313	—
Investissement Groupe Champlain RPA, S.E.C.	2020	S	46 451	—	—	46 451	—
Jupiter Machinerie Itée	2023	S	—	451	—	451	—
Jus Dose inc.	2019	M	1 472	525	—	1 997	—
Le Groupe Chagall inc.	2025	S	16 000	—	—	16 000	—
Les Emballages GAB Itée	2025	M	5 000	—	—	5 000	—
Malga inc.	2021	S	—	244	—	244	—
Moulées Bellifrance inc. (Les)	2022	S	—	382	—	382	—
Mulligan International inc.	2022	S	—	347	—	347	—
Optima Aero inc.	2021	M	—	306	—	306	—
Sécur-Icare inc.	2023	S	—	451	—	451	—
Technologies Tremcar inc.	2021	M	—	17 000	—	17 000	—
Transport Claude Martel inc.	2021	S	—	203	—	203	—
Valtech Fabrication inc.	2017	M	—	4 000	—	4 000	—
W. Côté & fils Itée	2024	M	—	1 225	—	1 225	—
Total Montérégie			100 196	121 426	—	221 622	811

Relevé du coût des investissements à impact économique québécois (en milliers de dollars canadiens)
Au 31 décembre 2025

			Investissements non garantis		Investissements garantis		
			Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds	Prêts, avances et billets	Prêts, avances et billets		
Année de l'investissement initial	Secteur d'activité		\$	\$	\$	Total \$	Cautionnements \$
Montréal							
9456-1826 Québec inc.	2022	S	12 180	—	—	12 180	—
9556-2005 Québec inc.	2025	IT	1 377	3 008	—	4 385	—
Agence 360 inc.	2016	S	12 692	3 284	—	15 976	—
Agences AirPC inc. (Les)	2022	M	—	217	—	217	—
Agriculture Concentric inc.	2018	M	2 468	—	1 670	4 138	—
Alaya Soins inc.	2019	IT	3 543	—	—	3 543	—
Ananda Devices inc.	2019	IT	1 000	2 888	—	3 888	—
AWL-Électricité inc.	2024	M	2 000	—	—	2 000	—
Axya inc.	2021	IT	1 048	600	—	1 648	—
Cables PTI Cables inc.	2025	M	—	10 000	—	10 000	—
Centre d'appui aux communautés immigrantes de Bordeaux-	2023	S	—	311	—	311	—
Champlain Chevaux Vapeurs Performance s.e.c.	2021	S	0	—	—	0	—
Champlain G2MC Performance s.e.c.	2022	S	0	—	—	0	—
CMP Ecom inc.	2021	S	—	326	—	326	—
Commandité Opportunité Diagram inc.	2025	IT	5 029	—	—	5 029	—
Compagnie de location de véhicules récréatifs VanLife	2021	S	—	269	—	269	—
Compagnie de vêtements Néon du Canada inc. (La)	2021	S	295	154	—	449	—
CRI Communication inc.	2022	S	—	410	—	410	—
DC Immo 1ère S.E.C.	2019	S	5 006	—	—	5 006	—
Distributions Triple A inc. (Les)	2021	S	—	319	—	319	—
Emovi inc.	2018	M	1 481	391	—	1 872	—
Entreprise Nexmoov inc. (Local Logic)	2018	IT	5 417	—	—	5 417	—
G2MC inc.	2022	S	21 533	—	—	21 533	—
Gestion MY01 PI inc.	2021	IT	6 337	—	—	6 337	—
Groupe Alithya inc.	2015	S	20 141	—	—	20 141	—
Groupe SJM inc.	2019	M	16 250	1 667	—	17 917	—
Groupe Solotech inc.	2013	S	49 892	19 438	—	69 330	—
Inscora inc.	2024	IT	500	—	—	500	—
Interloge Lafontaine	2023	S	—	1 043	—	1 043	—
Keatext inc.	2018	IT	2 006	—	—	2 006	—
Laboratoires Ditch inc.	2021	IT	—	300	—	300	—
Made in 3D Canada Inc.	2025	IT	2 737	—	—	2 737	—
Montres Solios inc. (Les)	2023	M	307	—	—	307	—
Moozoom éducation inc.	2023	IT	—	2 345	—	2 345	—
NeuroServo inc.	2020	IT	—	1 400	—	1 400	—
Ni2 inc.	2017	IT	5 084	—	1 257	6 341	—
Optina Diagnostiques inc.	2018	IT	5 557	1 376	—	6 933	—
ORO Santé inc.	2021	IT	1 250	—	255	1 505	—
Orthogone Technologies inc.	2021	S	2 678	—	—	2 678	—
Phildan inc.	2015	M	8 250	—	—	8 250	—
Potloc inc.	2018	IT	20 098	—	—	20 098	—
Prevu3D Technologies inc.	2020	IT	3 750	2 103	—	5 853	—
Puzzle Medical Devices inc.	2023	IT	13 322	—	—	13 322	—
Relocalize inc.	2024	IT	2 000	1 600	—	3 600	—
Résidences pour aînés Immo 1ère inc.	2019	S	788	—	—	788	—
Restock Canada inc.	2022	S	—	1 013	—	1 013	—
Robotique infonuagique C2RO inc.	2020	IT	250	—	—	250	—
Smartd Technologies inc.	2025	IT	2 000	—	—	2 000	—
Société en commandite 45NORD	2025	S	—	2 500	—	2 500	—
Solutions Santé Préventive Haleo inc.	2019	IT	1 060	—	—	1 060	—
SportLogiq inc.	2024	IT	—	2 421	—	2 421	—
Systèmes Médicaux Thoraciques Thorasys inc.	2018	IT	585	2 854	2 339	5 778	—
Technologies Financières Mako, inc.	2021	IT	1 104	—	—	1 104	—
Technologies Korbit inc.	2022	IT	2 000	1 543	—	3 543	—
Technologies Optable inc.	2021	IT	9 017	—	—	9 017	—
Télécon inc.	2011	S	45 441	—	—	45 441	6 233
Tink Profitabilité Numérique inc.	2021	S	1 125	—	—	1 125	—

Relevé du coût des investissements à impact économique québécois (en milliers de dollars canadiens)

Au 31 décembre 2025

			Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$	Cautiionnements \$
			Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts, avances et billets \$	Prêts, avances et billets \$		
Année de l'investis- sement initial	Secteur d'activité						
Montréal (suite)							
UNO Plateforme inc.	2025	IT	—	1 000	—	1 000	—
Vention inc.	2025	IT	27 572	—	—	27 572	—
Vital MFG Corp.	2021	M	—	484	—	484	—
Wrk Technologies inc.	2020	IT	8 453	—	—	8 453	—
Zorah Bio Cosmétiques inc.	2022	M	2 000	—	—	2 000	—
Total Montréal			336 623	65 264	5 521	407 408	6 233
Nord-du-Québec							
Auriginal Mining Corp.	2020	M	335	—	—	335	—
Corporation Comète Lithium	2021	M	69	—	—	69	—
Corporation de minéraux stratégiques du Maroc	2020	M	225	—	—	225	—
Cygnus Metals Limited	2021	M	350	—	—	350	—
Exploration Azimut inc.	2019	M	637	—	—	637	—
Exploration Midland inc.	2022	M	480	—	—	480	—
Les Mines Fury Gold	2025	M	36	—	—	36	—
Harfang Exploration inc.	2019	M	440	—	—	440	—
Maple Gold Mines Ltd	2018	M	75	—	—	75	—
Ressources GéoMégA inc.	2022	S	150	—	—	150	—
Ressources Sirios inc.	2019	M	620	—	—	620	—
Soudure G.A.M. (Chibougama) inc.	2022	M	—	333	—	333	—
Stelmine Canada ltée	2019	M	173	—	—	173	—
XXIX Metal Corp.	2023	M	280	—	—	280	—
Total Nord-du-Québec			3 870	333	—	4 203	—
Outaouais							
3863573 Canada inc. (Mécanique PCI)	2021	S	—	333	—	333	—
9198-6455 Québec inc. (Dépanneur Thompson)	2022	S	—	557	—	557	—
Agrisoma Biosciences inc.	2018	M	—	—	3 463	3 463	—
Brasserie du Bas-Canada inc.	2021	M	—	—	264	264	—
Construction Michel Lacroix inc.	2019	S	—	112	—	112	—
Entreprises d'Électricité Denis Lucas inc.	2021	S	—	292	—	292	—
Habitations de l'Outaouais Métropolitain	2024	S	—	383	—	383	—
Rossmann Architecture inc.	2021	S	—	—	319	319	—
Signalisation Prosign Québec inc.	2019	S	—	62	—	62	—
Steamatic Canada inc.	2021	S	—	271	—	271	—
Total Outaouais			—	2 010	4 046	6 056	—

Relevé du coût des investissements à impact économique québécois (en milliers de dollars canadiens)

Au 31 décembre 2025

	Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$	Cautionnements \$
			Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts, avances et billets \$	Prêts, avances et billets \$		
Saguenay-Lac-Saint-Jean							
10696056 Canada inc. (Widescape(MC))	2021	M	—	778	—	778	—
2740-2775 Québec inc. (Attache-Remorque Saguenay)	2024	S	—	170	—	170	—
8851450 Canada inc.	2024	M	8 102	—	—	8 102	—
9003-2541 Québec inc. (Épicerie - Boucherie Culinaire)	2022	S	—	139	—	139	—
9115-3023 Québec inc. (Voie maltée - Jonquière)	2022	S	—	—	282	282	—
9123-6794 Québec inc.	2022	S	12 600	—	—	12 600	—
9311-8818 Québec inc. (Le Lion bleu)	2022	M	—	268	—	268	—
9331-8384 Québec inc. (Okaze)	2021	S	—	210	—	210	—
9340-9415 Québec inc. (Multi DJS)	2022	S	—	72	—	72	—
9367-8126 Québec inc. (Bistro Café Summum Chicoutimi)	2022	S	—	133	—	133	—
9448-9911 Québec inc. (Val-Éo)	2021	S	—	2 081	—	2 081	—
Chouape inc. (La)	2022	M	—	142	—	142	—
Constructions Unibec inc.	2021	S	—	16	—	16	—
Équipements Pétroliers Claude Pedneault inc. (Les)	2021	S	—	271	—	271	—
Extrême auto voiture classique inc.	2022	S	—	174	—	174	—
Forestiers G.T. inc.	2022	S	—	195	—	195	—
Gestion Rodrigue Tremblay Itée	2023	S	—	71	—	71	—
Groupe Canmec inc.	2004	M	2 899	10 776	—	13 675	—
Jean Dumas Maximum Sport inc.	2022	S	—	396	—	396	—
Lokia GT inc.	2022	S	12 617	5 768	—	18 385	—
MGS Métal inc.	2021	S	—	306	—	306	—
Moulores Transform inc.	2021	M	—	224	—	224	—
RI d'Éloïse et Destany inc.	2021	S	—	335	—	335	—
Spécialité du frein St-Félicien inc.	2022	S	—	122	—	122	—
St-Félicien Diesel (1988) inc.	2022	S	—	200	—	200	—
Structures M.H. inc.	2021	S	—	192	—	192	—
Toitures d'ici inc. (Les)	2021	S	—	150	—	150	—
Transport P.L.M. Doucet inc.	2022	S	—	76	—	76	—
V.R. du Lac inc. (Au)	2022	S	—	283	—	283	—
Total Saguenay-Lac-Saint-Jean			36 218	23 548	282	60 048	

Relevé du coût des investissements à impact économique québécois (en milliers de dollars canadiens)
Au 31 décembre 2025

	Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$	Cautionnements \$
			Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts, avances et billets \$	Prêts, avances et billets \$		
Fonds							
Amorchem, S.E.C.	2024	F	—	—	—	—	—
Boréal Capital de risque I, S.E.C.	2021	F	1 739	—	—	1 739	—
Capital croissance PME II s.e.c.	2014	F	—	—	—	—	—
Capital croissance PME s.e.c.	2010	F	—	—	—	—	—
Desjardins - Innovatech S.E.C.	2005	F	14 899	397	—	15 296	—
Desjardins Capital PME s.e.c.	2018	F	339 895	—	—	339 895	—
Desjardins Capital Transatlantique, s.e.c.	2018	F	15 245	—	—	15 245	—
FIER Partenaires, s.e.c.	2005	F	—	—	—	—	—
Fonds Cycle Capital V, S.E.C.	2025	F	1 062	—	—	1 062	—
Fonds d'amorçage Cycle-C3E, S.E.C.	2024	F	0	—	—	0	—
Fonds d'investissement Luge I, s.e.c.	2018	F	2 114	—	—	2 114	—
Fonds d'investissement pour la relève agricole (FIRA)	2011	F	14 355	—	—	14 355	—
Fonds d'investissement Réal III, S.E.C.	2024	F	—	—	—	—	—
Fonds d'investissement Réal, S.E.C.	2024	F	0	—	—	0	—
Fonds de Technologie Climatique Diagram S.E.C.	2024	F	1 246	—	—	1 246	—
Fonds de transfert d'entreprise du Québec, s.e.c.	2011	F	1 546	—	—	1 546	—
Fonds d'opportunités canadiennes Brightspark II S.E.C.	2023	F	2 840	—	—	2 840	—
Fonds Ecofuel I, S.E.C.	2018	F	2 759	—	—	2 759	—
Fonds Medtech Venture I, s.e.c.	2025	F	1 154	—	—	1 154	—
Gestion FIRA inc.	2011	F	0	—	—	0	—
Gestion Fonds de transfert d'entreprise du Québec inc.	2011	F	0	—	—	0	—
Go Capital S.E.C.	2024	F	1	—	—	1	—
Groupe alimentaire Claridge, S.E.C.	2022	F	2 846	—	—	2 846	—
Groupe W Investissements II S.E.C.	2022	F	17 069	—	—	17 069	—
Namakor Fund I Canada LP	2025	F	2 793	—	—	2 793	—
Novacap Industries III, s.e.c.	2007	F	—	—	—	—	—
Novacap Technologies III, s.e.c.	2007	F	—	—	—	—	—
Novacap TMT IV, S.E.C.	2024	F	—	—	—	—	—
Rho Canada Capital de Risque, S.E.C.	2024	F	0	—	—	0	—
Siparex Transatlantique - Fonds Professionnel de Capital	2018	F	3 488	—	—	3 488	—
Société en commandite Essor et Coopération	2013	F	9 266	—	—	9 266	—
Société en commandite RVOMTL17	2017	F	2 962	—	—	2 962	—
White Star Capital Fonds d'Amorçage I Amérique du Nord	2025	F	1 385	—	—	1 385	—
Total Fonds			438 664	397	—	439 061	—
Total au coût			1 294 651	392 736	13 864	1 701 251	7 044

Légende par secteur d'activité

M: Manufacturier

S: Services

IT: Innovations technologiques

F: Fonds

Le relevé du coût des investissements à impact économique québécois est préparé conformément aux dispositions de l'article 18 du *Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement*. Ce relevé du coût des investissements à impact économique québécois fournit le détail par entreprise partenaire des sommes investies par Capital régional et coopératif Desjardins (CRCD). Ce montant apparaît à la note 7 des états financiers individuels de CRCD au 31 décembre 2025. De plus, ce relevé présente deux cautionnements octroyés par CRCD.

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé des autres investissements

Au 31 décembre 2025

(en milliers de dollars canadiens)

Relevé des autres investissements non audité (en milliers de dollars canadiens)
Au 31 décembre 2025

Description			Valeur nominale \$	Coût \$	Juste valeur \$
Obligations (42,8 %)					
Obligations fédérales ou garanties (15,5 %)					
Fiducie du Canada pour l'habitation	2031-03-15	1,10 %	18 087	16 425	16 333
Gouvernement du Canada	2030-12-01	0,50 %	11 525	10 124	10 220
	2031-12-01	1,50 %	750	685	685
	2032-06-01	2,00 %	1 000	931	933
	2034-06-01	3,00 %	12 550	12 217	12 265
	2035-12-01	3,25 %	8 000	7 942	7 883
	2048-12-01	2,75 %	10 000	9 014	8 396
	2051-12-01	2,00 %	10 558	7 865	7 368
	2053-12-01	1,75 %	46 999	35 286	30 165
	2055-12-01	2,75 %	500	417	403
	2064-12-01	2,75 %	2 500	2 022	1 949
Total obligations fédérales ou garanties			122 469	102 927	96 600
Obligations provinciales, municipales ou garanties (27,3 %)					
Hydro-Québec	2060-02-15	2,10 %	3 300	2 213	1 861
Municipalité de la communauté urbaine de Toronto (La)	2039-09-24	2,60 %	200	199	164
Province de la Colombie-Britannique	2044-06-18	3,20 %	1 200	1 093	999
	2048-06-18	2,80 %	11 000	8 433	8 183
	2050-06-18	2,95 %	8 500	7 325	6 394
Province de la Saskatchewan	2042-02-03	3,40 %	1 400	1 322	1 238
	2046-12-02	2,75 %	9 600	8 656	7 239
	2048-06-02	3,30 %	2 400	2 122	1 960
Province de l'Alberta	2050-06-01	3,10 %	3 825	3 471	2 977
Province de l'Ontario	2026-06-02	2,40 %	1	1	1
	2043-06-02	3,50 %	7 200	6 479	6 361
	2046-12-02	2,90 %	12 878	11 205	10 007
	2048-06-02	2,80 %	32 140	26 100	24 118
	2050-12-02	2,65 %	22 149	16 484	15 782
	2051-12-02	1,90 %	14 875	9 723	8 868
	2054-12-02	4,15 %	200	193	186
Province de Québec	2045-12-01	3,50 %	19 235	16 808	16 418
	2048-12-01	3,50 %	6 587	5 685	5 491
	2053-12-01	2,85 %	55 485	43 038	39 704
Province de Terre-Neuve-et-Labrador	2050-10-17	2,65 %	1 000	990	691
	2054-10-17	4,10 %	450	400	401
Province du Manitoba	2043-03-05	3,35 %	2 825	2 566	2 418
	2046-09-05	2,85 %	3 517	2 631	2 674
	2048-09-05	3,40 %	3 250	2 786	2 665
	2052-09-05	2,05 %	2 527	1 528	1 519
TransLink	2030-07-03	1,60 %	700	700	655
Ville de Montréal	2041-12-01	2,40 %	1 000	773	752
Ville de Toronto	2055-03-11	4,50 %	500	496	479
Total obligations provinciales, municipales ou garanties			227 944	183 420	170 205
Total obligations			350 413	286 348	266 805
Contrat de change (0,1 %)					
Fédération des caisses Desjardins du Québec	2026-06-30, 1,35892 \$ CA/\$ US		75 595 \$ US	—	(290)
	2026-06-30, 1,61138 \$ CA/€		17 765 €	—	(44)
Total contrats de change				—	(334)

Relevé des autres investissements (non audité)

Au 31 décembre 2025

Description	Nombre de parts	Coût \$	Juste valeur \$
Fonds d'actions canadiennes (11,9 %)			
Fiducie institutionnelle Fidelity Actions canadiennes à faible volatilité	1 783 525	28 863	41 374
FNB BMO d'actions canadiennes à faible volatilité	820 205	27 724	39 427
Total fonds d'actions canadiennes		56 587	80 801
Fonds immobiliers (18,0 %)			
Fonds CORE Fiera Immobilier	57 883	76 347	85 397
Fonds nourricier immobilier direct mondial Invesco	12 849	19 455	16 255
Total fonds immobiliers		95 802	101 652
Fonds infrastructures (12,0 %)			
Fonds DGLA Infrastructures privées mondiales	1	60 000	76 763
Total fonds infrastructures		60 000	76 763
Fonds de stratégies d'actions neutres au marché (14,8 %)			
Fonds CC&L Q Marché neutre	380 590	101 510	98 559
Total fonds de stratégies d'actions neutres au marché		101 510	98 559
Total autres investissements (100,0 %)		600 247	624 246

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût
effectués par des fonds spécialisés et partenaires

Au 31 décembre 2025

(en milliers de dollars canadiens)

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires non audité
(en milliers de dollars canadiens)
Au 31 décembre 2025

Extraits des plus récents états financiers audités en date du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts, avances et billets \$	Prêts, avances et billets \$	
31-12-2025 Capital croissance PME II s.e.c.	50,00				
Bas-Saint-Laurent					
Gestion AFM-Séma inc.		3 185	—	—	3 185
PVP Média inc.		250	—	—	250
Total Bas-Saint-Laurent		3 436	—	—	3 436
Capitale-Nationale					
9295-4874 Québec inc. (Naterro - Santé, pharma et cie)		34	—	—	34
Panthera Dental inc.		188	—	—	188
R. Bouffard & Fils inc.		—	—	85	85
Total Capitale-Nationale		222	—	85	307
Centre-du-Québec					
Mobilicab inc.		—	—	654	654
Total Centre-du-Québec		—	—	654	654
Chaudière - Appalaches					
Productions Horticoles Demers inc. (Les)		188	480	188	856
Serres Demers inc. (Les)		—	—	184	184
Transport St-Agapit inc.		—	—	56	56
Total Chaudière - Appalaches		188	480	428	1 096
Etrie					
Attraction inc.		—	35	—	35
Avizo Experts-Conseils inc.		—	39	—	39
Total Etrie		—	74	—	74
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine					
9413-1927 Québec inc. (Solution infomédia)		—	—	50	50
Entreprises Leblanc 3 inc. (Les)		—	—	94	94
Total Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine		—	—	145	145
Laurentides					
Technoflex International inc.		350	—	—	350
Total Laurentides		350	—	—	350
Montréal					
W. Côté & fils ltée		—	152	—	152
Total Montréal		—	152	—	152

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires non audité
(en milliers de dollars canadiens)
Au 31 décembre 2025

Extraits des plus récents états financiers audités en date du	Participation de la Société %	Investissements non garantis	Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts, avances et billets \$	
31-12-2025 Capital croissance PME II s.e.c. (suite)	50,00			
Montréal				
9230-2629 Québec inc. (Groupe Résidence des bâtisseurs)		—	2 369	2 369
Masdel inc.		225	—	225
Sphère Média inc.		1 000	—	1 000
Total Montréal		1 225	2 369	3 594
Nord-du-Québec				
Exploration Dios inc.		34	—	34
Harfang Exploration inc.		34	—	34
Ressources Tarku ltée		8	—	8
Stelmine Canada ltée		71	—	71
Total Nord-du-Québec		148	—	148
Saguenay-Lac-Saint-Jean				
9216-3146 Québec inc. (Micro Brasserie du Saguenay)		—	13	13
9348-0739 Québec inc. (L'Usine - VM)		—	61	61
9365-4606 Québec inc. (La Voie Maltée)		975	—	975
Communications Télésignal inc.		338	—	338
Total Saguenay-Lac-Saint-Jean		1 313	74	1 386
		6 881	706	11 342
Fonds engagés mais non déboursés				—
Total Capital croissance PME II s.e.c.				11 342

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires non audité
(en milliers de dollars canadiens)
Au 31 décembre 2025

Extraits des plus récents états financiers audités en date du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts, avances et billets \$	Prêts, avances et billets \$	
31-12-2025 Desjardins Capital PME s.e.c.	61,71				
Abitibi-Témiscamingue					
11360345 Canada inc.		—	—	218	218
2985080 Canada inc.		—	—	289	289
9063-7547 Québec inc. (Usinage Laquerre)		—	398	—	398
Abitibi Géophysique inc.		—	1 128	—	1 128
Créations Thermodoor inc.		—	293	—	293
Équipement Forestier Inovforest inc.		—	—	216	216
Forage G4 ltée		—	—	617	617
Gestion Globale CMAC-Thyssen inc.		—	977	—	977
Groupe minier Cmac-Thyssen inc.		1 542	1 317	—	2 859
Moto Sport du Cuivre inc.		—	—	617	617
P.D.G. Industries inc.		—	—	417	417
Perseus Services-Conseils inc.		—	31	—	31
Total Abitibi-Témiscamingue		1 542	4 144	2 374	8 060
Bas-Saint-Laurent					
9024-0177 Québec inc. (Transport Stéphane Ross)		—	—	42	42
9310-1384 Québec inc.		2 887	—	—	2 887
André Hallé & fils ltée		—	67	—	67
Bois CFM inc.		—	—	257	257
Créations Verbois inc.		—	1 232	—	1 232
Décartecq inc.		—	—	370	370
Électronique Mercier ltée		—	461	—	461
Fromagerie des Basques inc.		—	437	—	437
Gestion Rock Morel inc.		—	—	463	463
Groupe Chênevert inc.		—	1 069	—	1 069
Maison du Lac Témiscouata inc. (La)		—	61	—	61
Maskinen inc.		—	—	227	227
Produits métalliques A.T. inc. (Les)		—	243	—	243
Services à domicile de la région de Matane (Les)		—	—	228	228
Services agricoles de la Vallée (2006) inc.		—	—	481	481
Signalisation B.S.L. inc.		—	—	233	233
Trailex les remorques de Rimouski inc.		—	—	1 728	1 728
Transport Gérard Hallé inc.		—	45	—	45
Total Bas-Saint-Laurent		2 887	3 615	4 029	10 530

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires non audité
(en milliers de dollars canadiens)
Au 31 décembre 2025

Extraits des plus récents états financiers audités en date du	Participation de la Société %	Investissements non garantis	Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts, avances et billets \$	
31-12-2025 Desjardins Capital PME s.e.c. (suite)	61,71			
Capitale-Nationale				
9269-6988 Québec inc.		—	217	217
9270-8783 Québec inc.		—	792	792
9274-8292 Québec inc.		—	3 086	3 086
9333-9455 Québec inc.		—	80	80
9450-4214 Québec inc.		3 771	1 838	5 609
9518-5708 Québec inc. (Station-Service G. et M. Leroux)		—	330	330
Agence For-Trem inc.		—	617	617
Alarme Expert inc.		—	154	154
Champlain Élévation Performance s.e.c.		0	—	0
Construction Dinamo inc.		6 171	—	6 171
Cristal Contrôles Ltée		—	131	131
Équipements E.S.F inc.		—	6 171	6 171
Gestion Villéco inc.		1 192	—	1 192
Granite D.R.C. inc.		987	1 364	2 351
Groupe Binani Desbo inc.		—	119	119
Groupe Restos Plaisirs inc. (Le)		—	126	126
KSO inc.		4 998	—	4 998
Lasertech industries inc.		—	20	20
Les Entreprises Québécoises d'Excavation L.E.Q.E.L. (1993)		—	617	617
Manulift E.M.I. ltée		4 114	2 434	6 548
Micro Logic Sainte-Foy ltée		—	6 780	6 780
Produits Pâtisserie Michaud inc.		—	6	6
Radio-Onde inc.		—	1 256	1 256
S.R.S. Environnement inc.		—	715	715
Service d'équipement G.D. inc.		—	2 830	2 830
Solugaz inc.		—	209	209
Xeos Imagerie inc.		—	287	287
Total Capitale-Nationale		21 233	15 995	51 413
Centre-du-Québec				
9015-5144 Québec inc. (RCL)		—	796	796
9341-1163 Québec inc.		—	617	617
9481-2815 Québec inc.		—	871	871
Académie internationale Zig Zag		—	226	226
Buropro Citation inc.		—	1 648	1 648
Groupe JMD Métal inc.		—	617	617
Groupe Kopers inc.		—	1 234	1 234
Groupe Korok inc.		890	106	996
Groupe Machinex inc.		—	3 086	3 086
Groupe Posi-Plus inc.		3 128	2 057	5 185
Kirouac Procédés Polymères inc.		—	309	309
Placements P.F. inc. (Les), Fournelleco inc. et Fournelle		—	1 234	1 234
Sérigraphie Élite inc.		—	149	149
Signé Garneau Paysagiste inc.		—	309	309
Skytech Élévation inc.		—	309	309
Solution Conviviale Communication inc.		—	617	617
Transport Dessaults inc.		—	106	106
Vibrotech inc.		—	1 069	1 069
Warwick International inc.		—	864	864
Total Centre-du-Québec		4 018	12 934	20 239

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires non audité
(en milliers de dollars canadiens)
Au 31 décembre 2025

Extraits des plus récents états financiers audités en date du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts, avances et billets \$	Prêts, avances et billets \$	
31-12-2025 Desjardins Capital PME s.e.c. (suite)	61,71				
Chaudière - Appalaches					
9100-9647 Québec inc.		—	—	210	210
9244-6699 Québec inc. (Produits Versaprofiles inc. (Les))		0	—	—	0
9281-8251 Québec inc.		—	216	—	216
C.I.F. Métal Itée		2 600	—	—	2 600
Construction Couture & Tanguay inc.		—	237	—	237
Fabrication P.F.L. inc.		—	—	463	463
Fonderie Poitras Itée		1 359	1 519	—	2 878
Garage Gilmyr inc.		—	—	397	397
Humaco Acoustique inc.		—	87	—	87
Humaco Construction inc.		—	344	—	344
Immobilisation 2010 inc.		—	—	284	284
J.L. Leclerc et fils inc.		2 095	—	—	2 095
L. & G. Cloutier Médical inc.		—	617	—	617
Litières Ripbec inc. (Les)		—	37	—	37
Métallifer Aluminium inc.		—	—	1 726	1 726
Nutech inc.		771	934	—	1 705
P.H. Tech inc.		4 658	2 232	—	6 890
Placide Martineau inc.		—	—	410	410
Planchers Mercier inc. (Les)		—	—	2 468	2 468
Portes et Fenêtres Isothermic inc.		—	728	—	728
Productions Horticoles Demers inc. (Les)		1 617	590	629	2 836
R.C.M. Modulaire inc.		3 086	2 025	—	5 111
SCM-GL inc.		—	—	295	295
Technologies Smartrek inc.		—	536	—	536
Umano Médical inc.		—	6 171	—	6 171
Usitechnov industries inc.		—	617	—	617
Vachon Auto Itée		—	—	551	551
Total Chaudière - Appalaches		16 186	16 890	7 433	40 509
Côte-Nord					
Pêcheries LD inc.		—	74	—	74
Total Côte-Nord		—	74	—	74

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires non audité
(en milliers de dollars canadiens)
Au 31 décembre 2025

Extraits des plus récents états financiers audités en date du	Participation de la Société %	Investissements non garantis	Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts, avances et billets \$	
31-12-2025 Desjardins Capital PME s.e.c. (suite)	61,71			
Etrie				
2757-5158 Québec inc.		6 171	—	6 171
4369530 Canada inc.		—	1 134	1 134
9045-7631 Québec inc.		—	205	205
9055-2647 Québec inc. (Rock Moto Sport)		—	901	901
9443-9965 Québec inc. (BeSpline)		—	284	284
AB Tech Services Polytechniques inc.		—	733	733
DBO Expert inc.		—	167	167
Distribution MC Arsenal inc.		—	1 049	1 049
Groupe Cabico inc.		1 543	—	1 543
Groupe Elevco inc.		—	1 851	1 851
Lefko Produits de Plastique inc.		—	1 118	1 628
Metosak inc.		—	694	694
Plastiques Folia inc. (Les)		—	494	494
Pliages Apaulo inc. (Les)		154	927	1 081
Pompape de béton JPB inc.		—	463	463
Portes et fenêtres Vallée inc.		—	185	185
Solution Télécom Industrielle et Commerciale Inc.		—	433	433
Wiptec inc.		—	1 234	1 234
Total Etrie		7 868	7 758	20 251
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine				
9131-0037 Québec inc. (Manoir du Havre)		—	1 629	1 629
9193-6575 Québec inc. (Pit Caribou)		—	810	810
9413-1927 Québec inc. (Solution infomédia)		—	168	168
9428-7356 Québec inc. (Constructions M.R.S. inc. (Les))		—	771	771
9440-9760 Québec inc.		—	135	135
9489-8707 Québec inc.		—	401	401
Construction L.F.G. inc.		—	1 388	1 388
Entreprises Leblanc 3 inc. (Les)		—	235	235
Poissons frais des Îles inc.		—	664	664
Total Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine		—	4 766	6 201
Lanaudière				
2635-8762 Québec inc. (Express Mondor)		3 086	776	3 862
9269-1419 Québec inc. (SurfaceLabo)		—	2 203	2 203
9293-8927 Québec inc. (Intermarché St-Roch-de-L'Achigan)		—	256	256
Cyberimpact inc.		—	987	987
Dentisterie Hanok inc.		—	1 872	1 872
Karam Fruits et Légumes inc.		—	546	546
Nanuk Protection d'équipements inc.		—	6 287	6 287
Pattes et Griffes inc.		—	720	720
Total Lanaudière		3 086	8 051	16 734

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires non audité
(en milliers de dollars canadiens)
Au 31 décembre 2025

Extraits des plus récents états financiers audités en date du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts, avances et billets \$	Prêts, avances et billets \$	
31-12-2025 Desjardins Capital PME s.e.c. (suite)	61,71				
Laurentides					
12420015 Canada inc.		—	741	—	741
Agrikom inc.		—	—	1 611	1 611
Excavation Mastromatteo inc.		—	612	—	612
Importations A1 inc.		—	—	2 323	2 323
Le Groupe Duroking Inc.		—	—	6 171	6 171
Multi Online Distribution inc. (Multinautic)		—	—	987	987
Piscidelle inc.		—	—	1 234	1 234
Premier Soin D'Amérique inc.		—	—	5 052	5 052
Proservin inc.		—	—	1 234	1 234
Tisseur inc.		—	—	1 388	1 388
Total Laurentides		—	1 352	20 002	21 355
Laval					
9257-4607 Québec inc. (Piscine Okéanos Québec)		—	638	—	638
9388-7628 Québec inc.		6 171	—	—	6 171
Construction Jadco inc.		—	—	2 993	2 993
D'Aronco, Pineau, Hébert, Varin inc.		—	—	1 653	1 653
DBM Technologies inc.		6 171	—	—	6 171
Investissements Odevco inc.		—	—	1 263	1 263
MEDIAVOIRE interactif inc.		—	—	100	100
Plantes d'intérieur Véronneau inc. (Les)		—	175	—	175
Total Laval		12 342	813	6 009	19 163
Mauricie					
9027-9118 Québec inc. (Trois-Rivières Honda)		—	498	—	498
Intersis Capital inc.		—	—	1 176	1 176
L'entrepôt du pneu de la Mauricie inc.		—	—	427	427
Matériaux spécialisés Louiseville inc.		6 171	—	—	6 171
Portes & Fenêtres Nouvel Horizon inc.		—	484	—	484
Usinage Servitech inc.		—	731	—	731
Total Mauricie		6 171	1 713	1 602	9 487

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires non audité
(en milliers de dollars canadiens)
Au 31 décembre 2025

Extraits des plus récents états financiers audités en date du	Participation de la Société %	Investissements non garantis	Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts, avances et billets \$	
31-12-2025 Desjardins Capital PME s.e.c. (suite)	61,71			
Montérégie				
4209214 Canada inc. (Voies de service V12 Internationale (Les))		—	162	162
9020-5758 Québec inc. (AVRIL)		6 684	—	6 684
9165-1083 Québec inc. (Groupe Chevalier et Séguin)		—	1 114	1 114
9219-3267 Québec inc. (Repas WeCook)		4 853	—	4 853
9378-5962 Québec inc.		370	251	621
AB Consultax Inc.		—	159	159
Alain Royer Consultant inc.		911	—	911
Asselin Mécanique Industrielle inc.		—	674	674
Atelier d'usinage Richelieu inc.		—	538	538
Cloisons Corflex inc. (Les)		—	210	210
Construction A.R. Laprade Itée		—	578	578
Creos Experts-Conseils inc.		—	617	617
Excavation Laflamme et Ménard inc.		—	202	202
Excellence Hydraulique inc.		—	744	744
Gestion Dclic inc.		—	1 210	1 210
Gestion Distinct'O inc. (Amerispa)		1 282	—	1 282
Gestion Famille Déziel inc.		—	6 171	6 171
Groupe AGF inc.		—	6 171	6 171
Groupe DCM inc.		3 086	—	3 086
Groupe Galileo inc.		592	—	592
Groupe Helios inc.		—	1 735	1 735
Groupe Satori inc.		—	150	150
Import / Export Beauchamp International inc.		—	987	987
Le Groupe Chagall inc.		6 171	—	6 171
Les Emballages GAB Itée		6 171	—	6 171
Liaison de Partenaires Médicaux Canadiens Langevin &		—	490	490
LOC International inc.		741	1 987	2 727
Moulées Bellifrance inc. (Les)		—	634	634
Multi PSI inc.		—	595	595
Talthi inc.		—	492	492
Technologies Tremcar inc.		—	6 171	6 171
Vêtements SP inc. (Les)		—	2 777	2 777
Total Montérégie		30 860	22 530	65 677

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires non audité
(en milliers de dollars canadiens)
Au 31 décembre 2025

Extraits des plus récents états financiers audités en date du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts, avances et billets \$	Prêts, avances et billets \$	
31-12-2025 Desjardins Capital PME s.e.c. (suite)	61,71				
Montréal					
7198795 Canada inc. (Au Noir)		—	—	1 041	1 041
9286-7373 Québec inc. (Ewool doublures chauffantes)		—	2 708	—	2 708
9428-1227 Québec inc. (Substance Stratégies Numériques)		—	1 294	—	1 294
Cables PTI Cables inc.		—	6 171	—	6 171
Carrosseries de Lasalle A.M. inc. (Les)		—	185	319	504
Champlain Chevaux Vapeurs Performance s.e.c.		0	—	—	0
Champlain G2MC Performance s.e.c.		0	—	—	0
Compagnie de vêtements Néon du Canada inc. (La)		1 820	947	—	2 767
DEK Canada inc.		—	871	—	871
Digicast inc.		4 937	—	—	4 937
Emballages OnduCorr inc. (Les)		—	—	1 113	1 113
Entrepôts Fruigor inc. (Les)		—	798	—	798
Équilibrium inc.		837	915	—	1 752
Fleece Factory inc.		—	—	772	772
G2MC inc.		6 644	—	—	6 644
Gastronomia Aliments Fins inc.		1 111	976	—	2 087
Groupe Bugatti inc. (Le)		—	1 965	—	1 965
Groupe Digitad inc.		—	741	—	741
Groupe Gorski ltée		—	—	778	778
Groupe Média Minicucci inc.		—	—	3 826	3 826
Groupe Canva inc.		—	2 468	—	2 468
Groupe Shemie inc.		—	—	2 276	2 276
GTI Canada inc.		—	—	62	62
Institut Néomed		—	—	444	444
IP4B inc.		—	100	—	100
KS2 Corp inc.		—	—	653	653
Orthogone Technologies inc.		3 368	—	—	3 368
Pénéga Communication inc.		—	287	—	287
Physio Extra inc.		—	—	771	771
Proceco ltée		—	—	1 975	1 975
Reftech international inc.		—	—	662	662
Résidences pour aînés Immo 1ère inc.		5 862	—	—	5 862
Services Altanora inc.		—	651	—	651
Société en commandite 45NORD		—	6 171	—	6 171
Solutions Intelligentes AISury inc.		39	—	—	39
Tink Profitabilité Numérique inc.		1 157	—	—	1 157
XcCommerce inc.		1 354	274	—	1 628
Total Montréal		27 129	27 521	14 692	69 341
Nord-du-Québec					
I.D. Logique inc.		—	197	—	197
Total Nord-du-Québec		—	197	—	197
Outaouais					
7510420 Canada inc.		—	171	—	171
Arrosage Outaouais Lawn Care inc.		—	82	—	82
Groupe Raymond et Associé / Group inc.		—	—	1 388	1 388
Total Outaouais		—	253	1 388	1 642

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires non audité
(en milliers de dollars canadiens)
Au 31 décembre 2025

Extraits des plus récents états financiers audités en date du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts, avances et billets \$	Prêts, avances et billets \$	
31-12-2025 Desjardins Capital PME s.e.c. (suite)	61,71				
Saguenay-Lac-Saint-Jean					
2724600 Canada Itée (Industries Soudex)		—	51	—	51
6348017 Canada inc. (Dynamic Concept)		—	—	130	130
8851450 Canada inc.		5 205	—	—	5 205
9020-2938 Québec inc. (Service de pneus Potvin)		—	922	—	922
9135-0512 Québec inc. (Pièces d'autos Choc)		—	105	—	105
9168-0785 Québec inc. (Pronature)		—	309	—	309
9489-7287 Québec inc.		—	—	286	286
Broadnet Telecom inc.		—	—	1 120	1 120
Charl-Pol inc.		—	684	—	684
Claveau & Fils inc.		—	—	347	347
Communications Télésignal inc.		—	182	—	182
Groupe Ongerneige inc.		—	166	—	166
Inotech Fabrication Normandin inc.		339	887	—	1 226
J.F. inc.		—	799	—	799
Lavil Entrepôt inc.		—	137	—	137
9508-7433 Québec inc.		—	123	—	123
Lokia GT inc.		3 013	1 377	—	4 390
Manesco inc.		—	—	485	485
Produits sanitaires Lépine inc. (Les)		—	756	—	756
Service électronique professionnel (S.E.P.) inc.		—	1	—	1
Services internet Sag-Lac Wimax inc. (UniRéso Télécom)		—	291	—	291
STC Manufacturier inc.		—	53	—	53
Transport Réal Villeneuve inc.		—	—	1 111	1 111
Total Saguenay-Lac-Saint-Jean		8 557	6 844	3 480	18 882
		141 878	132 119	105 757	379 753
Fonds engagés mais non déboursés					17 565
Total Desjardins Capital PME s.e.c.					397 318

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires non audité
(en milliers de dollars canadiens)
Au 31 décembre 2025

Extraits des plus récents états financiers audités en date du	Participation de la Société %	Investissements non garantis	Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts, avances et billets \$	
31-12-2025 Desjardins Capital Transatlantique, s.e.c.	60,67			
Hors Canada				
Aldes Aeraulique SAS		1 680	1 085	2 765
Fintex 2		462	3	465
Finakem (Minafin)		717	191	908
Futurix SAS		448	448	897
Ginger Participations		941	550	1 491
LVS World Holding SAS		1 364	1 121	2 485
Mobilitex 2		—	1 112	1 112
Rondot International SAS		2 486	247	2 732
Vanoise Stratégie		92	1 034	1 126
Xtech Holding (OEP French Bidco)		1 581	—	1 581
Total Hors Canada		9 772	5 791	15 563
Laval				
DBM Technologies inc.		2 672	—	2 672
Total Laval		2 672	—	2 672
Montréal				
9456-1826 Québec inc.		1 583	—	1 583
Groupe Solotech inc.		1 434	—	1 434
Total Montréal		3 018	—	3 018
		15 462	5 791	21 253
Fonds engagés mais non déboursés				—
Total Desjardins Capital Transatlantique, s.e.c.				21 253

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires non audité
(en milliers de dollars canadiens)
Au 31 décembre 2025

Extraits des plus récents états financiers audités en date du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts, avances et billets \$	Prêts, avances et billets \$	
31-12-2025 Desjardins - Innovatech S.E.C.	54,49				
Agriculture Concentric inc.		2 866	—	—	2 866
Airex Énergie inc.		3 179	—	—	3 179
Alaya Soins inc.		136	—	—	136
Ananda Devices inc.		153	49	—	202
AxesNetwork Solutions inc.		2 934	—	—	2 934
Emovi inc.		153	—	—	153
Entreprises de développement durable Énergie Solutions et		148	—	—	148
FjordAI Aluminium inc.		128	—	—	128
Fonds Innovexport s.e.c.		216	—	—	216
G.E.T.T. Or inc.		178	—	—	178
Hortau inc.		368	—	—	368
Imeka Solutions inc.		—	343	—	343
Innomalt inc.		351	—	—	351
Ionodes inc.		316	—	—	316
Laboratoire M2 inc.		817	—	—	817
Laserax inc.		2 765	—	—	2 765
Optina Diagnostiques inc.		148	—	—	148
OxyNov inc.		1 846	—	—	1 846
Société de gestion de projets Ecotierra inc.		296	31	—	327
Systèmes Médicaux Thoraciques Thorasys inc.		316	—	—	316
Technologie Leadfox inc.		—	340	—	340
Technologies Intelia inc.		235	680	149	1 063
		17 549	1 443	149	19 141
Fonds engagés mais non déboursés					613
Total Desjardins - Innovatech S.E.C.					19 754

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires non audité
(en milliers de dollars canadiens)
Au 31 décembre 2025

Extraits des plus récents états financiers audités en date du	Participation de la Société %	Investissements non garantis	Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts, avances et billets \$	
31-12-2025 Société en commandite Essor et Coopération	94,55			
Agropur Coopérative		—	7 091	7 091
Bizz Coopérative de solidarité en alimentation locale		67	—	67
Camping co-op des Érables de Montmagny		101	—	101
Central Café - Coop de solidarité		27	—	27
Chope Angus - Coop de solidarité (La)		257	—	257
Club coopératif de consommation d'Amos		296	—	296
Conformit coopérative		—	890	890
Coop Agri-Énergie Warwick		525	—	525
Coop Edgar		881	—	881
Coop Novago (La)		4 728	—	4 728
Coopérative Actionnaire Les Paramédics d'Urgence Bois-Francs		23	—	23
Coopérative de quilleurs et quilleuses Le Dallo de Chicoutimi		41	—	41
Coopérative des horticulteurs de Québec (La)		433	—	433
Coopérative des travailleurs actionnaires de Xpertdoc		126	—	126
Coopérative Radio Web Média des Sources		45	—	45
Coopérative Vision-Éducation		60	—	60
École Plein Soleil (Association coopérative)		315	—	315
Fédération des coopératives funéraires du Québec		2 606	—	2 606
Horisol, coopérative de travailleurs		247	—	247
		10 778	7 981	18 760
Fonds engagés mais non déboursés				2 789
Total Société en commandite Essor et Coopération				21 549
30-09-2025 Fonds d'investissement pour la relève agricole (FIRA) <i>Détient des investissements dans cinquante-six (56) entreprises</i>	33,33	—	963	963
Fonds engagé mais non déboursés				382
Total Fonds d'investissement pour la relève agricole				1 345
31-12-2024 Groupe W Investissements II s.e.c. <i>Détient des investissements dans dix (10) entreprises</i>	19,61	14 158	—	14 158
Fonds engagés mais non déboursés				474
Total Groupe W Investissements II s.e.c.				14 632

Ce répertoire non audité détaille la quote-part des investissements respectant les critères prévus par le *Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement* et effectués par:

- des fonds partenaires, dans lesquels Capital régional et coopératif Desjardins (CRCD) détient un pourcentage de participation égal ou supérieur à 50 %; ou
- des fonds spécialisés, dans lesquels CRCD détient un investissement pour un montant égal ou supérieur au plus élevé de 0,2 % de son actif net ou 10 M\$.

